

52545



472

**ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE**

1966 MAJ 12

ACTA JURIDICA ET POLITICA

**Tomus XII.
Fasciculus 3.**



**SZEGED
HUNGARIA
[1965]**



52545



ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE

ACTA JURIDICA ET POLITICA

Tomus XII.

Fasiculus 3.

GYÖRGY ANTALFFY

professeur à la faculté de droit

**L'État socialiste et la théorie
marxiste de l'État et du droit**

SZEGED
1965

Redigunt

GYÖRGY ANTALFFY, ÖDÖN BOTH, ANTAL FONYÓ, ISTVÁN KOVÁCS,
JÁNOS MARTONYI, KÁROLY NAGY, ELEMÉR PÓLAY

Edit

*Facultas Scientiarum Politicarum et Juridicarum Universitatis Szegediensis
de Attila József nominatae*

Nota

Acta Jur. et Pol. Szeged

Szerkeszti

ANTALFFY GYÖRGY, BOTH ÖDÖN, FONYÓ ANTAL, KOVÁCS ISTVÁN,
MARTONYI JÁNOS, NAGY KÁROLY, PÓLAY ELEMÉR

Kiadja

*A Szegedi József Attila Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Kara
(Szeged, Lenin krt. 54.)*

Kiadványunk rövidítése

Acta Jur. et Pol. Szeged

I. ESSENCE ET NOTION DE L'ÉTAT SOCIALISTE

1. La révolution socialiste et la dictature du prolétariat

Les fondateurs du marxisme considérèrent la dictature du prolétariat comme le plus important principe de la théorie du communisme scientifique. Ils démontrèrent que les contradictions de la société capitaliste conduiraient nécessairement à la révolution du prolétariat. „Le premier pas de la révolution ouvrière — écrivirent Marx et Engels dans le Manifeste Communiste — serait la transformation du prolétariat en classe dominante et la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se sert de son pouvoir politique pour enlever progressivement à la bourgeoisie tout le capital, tous les moyens de production, pour les concentrer et remettre à l'État, donc au prolétariat organisé en classe dominante afin d'augmenter aussi vite que possible les forces productrices dans leur totalité.”¹

En ayant élaboré les modalités du passage du capitalisme au communisme, Marx et Engels dès le début se sont déjà rendu compte que la classe ouvrière ne pouvait se passer de l'État pour s'acquitter de cette tâche. Or, cet État diffère foncièrement de tous les États du type exploiteur car il est la dictature de la majorité exercée sur la minorité.

Cependant l'idée de la dictature du prolétariat n'était exprimée dans le Manifeste Communiste qu'en termes généraux, elle ne fut concrétisée et développée que grâce à la généralisation des réalisations des grandes luttes des classes du XIX^e siècle, grâce aux expériences de la révolution de 1848/1849 et de la Commune de Paris de 1871. Les fondateurs du marxisme consacraient beaucoup d'attention aux expériences des masses. Dans son oeuvre „État et Révolution”, Lénine souligne :

„Là aussi, comme toujours, les enseignements de Marx sont la somme et les conclusions des expériences, éclaircie par une profonde idéologie philosophique et un trésor d'érudition historique.”

La révolution de 1848 poussa Marx à tirer la conclusion générale selon laquelle dans la société bourgeoise, le prolétariat était incapable de s'emparer tout simplement du pouvoir et, pour établir sa propre dictature, la classe ouvrière devait tout d'abord détruire l'appareil de l'État bourgeois. La destruction de l'ancien appareil d'État était la condition de la victoire de la révolution du prolétariat. Cette conclusion se trouva confirmée par les expériences

¹ Cf. Marx—Engels: le Manifeste Communiste Budapest, 1948, Szikra, p. 36.

ces de la première dictature du prolétariat du monde, de la Commune de Paris.

Les dirigeants de le II^e Internationale voulaient défigurer et enterrer ces idées de Marx, mais Lénine, en les ayant réaffirmées dans son ouvrage „État et Révolution”, les développa progressivement et généralisa les expériences des révolutions russes et des mouvements ouvriers de l'ère de l'impérialisme.

Lénine démontra que les conclusions de Marx avaient une portée de principe, que les stades du développement de tous les États bourgeois révélaient des traits généraux, avant tout le gonflement de l'effectif de l'appareil bureaucratique militaire et que la destruction, l'anéantissement de celui-ci s'impose nécessairement au cours de la révolution socialiste. Lorsque K. Kautsky et les autres réformistes contestèrent la nécessité de détruire l'appareil de l'État bourgeois, ils admirèrent en pratique la négation de la dictature du prolétariat, ce qui équivalait aussi à l'adoption de la plate-forme de l'interprétation bourgeoise de la lutte des classes et de l'État. En effet, la conservation de l'appareil répressif de l'État bourgeois ne saura être justifiée que par la reconnaissance de l'existence de l'État au-dessus des classes et par le refoulement de la lutte des classes du prolétariat dans les cadres de l'État bourgeois.

La Révolution Socialiste d'Octobre et les révolutions des pays de démocratie populaire confirmèrent entièrement la validité de la thèse du marxisme—leninisme, selon laquelle la création de la dictature du prolétariat présupposait la destruction de l'appareil de l'État bourgeois. Alors que l'appareil de la monarchie des tsars fut laissé presque intact par la révolution de février 1917, la Révolution d'Octobre le balaya et créa un nouvel État soviétique.

Ces révolutions montrèrent que la destruction de l'appareil de l'État bourgeois pouvait bien différer en formes et méthodes et que certains éléments de l'État ancien pouvaient subsister et être utilisés dans le nouveau régime politique, mais, en dernière analyse, l'ancien régime politique avec son appareil répressif militaire et bureaucratique devait être anéanti. L'appareil de l'État bourgeois n'est pas propre à remplir les fonctions nouvelles que lui impose l'État prolétarien, car il se rattache par tous ses liens au régime de l'exploitation et de l'oppression, ayant été conçu de reléguer les travailleurs au second plan. Par contre, la dictature du prolétariat supprime la résistance des classes exploiteuses destituées du pouvoir.

La dictature du prolétariat est donc en principe un État de type nouveau. Après avoir défini l'importance historique de cet État et la place que celui-ci occuperait dans l'histoire, Marx écrit les suivants:

„Il y a une période où la société capitaliste se transforme en communiste par la révolution. Une période de politique transitoire correspond à cette période dans laquelle l'État ne peut être autre que la dictature révolutionnaire du prolétariat.”³

L'objectif et les fonctions de la dictature du prolétariat se résument en ceci: la dictature du prolétariat doit être le levier de la transformation de la société sur les fondements communistes et l'instrument de l'oppression de la

² Oeuvres de Lénine, vol. 25. Budapest, 1952 Szikra, p. 436.

³ Marx—Engels: Oeuvres choisies, Vol. II. Budapest 1949, Szikra, p. 25.

résistance opposée inévitablement par des classes exploiteuses. Toute opinion est cependant erronée selon laquelle la dictature du prolétariat ne serait que pure contrainte. Elle n'use de contrainte contre les exploiteurs que dans la mesure où cela s'impose. Pour les masses travailleuses, la dictature du prolétariat est loin d'apparaître comme l'organe de la répression, mais comme la forme de direction politique par laquelle la classe ouvrière dirige les masses travailleuses non-prolétariennes. La dictature du prolétariat est l'instrument conçu pour séparer les masses travailleuses de la bourgeoisie et à les grouper autour de la classe ouvrière, ainsi qu'à intéresser les masses à l'édification de la société nouvelle.

Lénine élabore les problèmes se rattachant à la dictature du prolétariat aussi dans ses aspects spéciaux. Il considère la dictature du prolétariat comme une alliance spéciale créée entre la classe ouvrière et la paysannerie, dans laquelle le rôle dirigeant appartenait à la classe ouvrière. L'alliance des ouvriers et payans est le principe fondamental de la dictature du prolétariat. L'État de la classe ouvrière est la forme d'organisation politique de la société capable d'assurer le plus haut degré de la démocratie: démocratie pour la majorité. La dictature du prolétariat se porte sur l'aide et la consolidation intégrale de l'alliance entre la classe ouvrière, d'une part, et la paysannerie et les autres couches travailleuses de la population d'autre part. À la différence de tous les États antérieurs la dictature du prolétariat n'est pas contre le peuple, il est le représentant des intérêts vitaux de celui-ci et renferme ainsi les rudiments de l'État du peuple entier.

Certes, la dictature du prolétariat n'est pas l'appareil du pouvoir public seulement, car, comme régime politique, elle est l'instrument à faire intégrer les masses dans la construction socialiste et à assurer la participation des travailleurs à la direction du pays.

La direction du prolétariat est notamment tout un réseau d'organisation de masse sous la direction du parti communiste (conseils, syndicats, coopératives, associations de la jeunesse, etc.). Sans le parti comme force dirigeante, la dictature du prolétariat ne peut être créée. La dictature du prolétariat est créée pour le Parti par l'entremise de l'État, avec l'appui des organisations de masse des travailleurs, tout en concentrant et dirigeant les activités de toutes les organisations sur l'édification du socialisme et du communisme.

Comme les expériences du Parti Communiste de l'Union Soviétique ont permis de constater, la dictature du prolétariat se transforme en État socialiste du peuple entier qui, à son tour se transforme en une auto-administration sociale communiste. Le prolétariat n'organise donc pas sa dictature pour la rendre éternelle mais pour abolir les classes et, avec celles-ci aussi l'État.

2. L'État de la dictature du prolétariat

L'objectif immédiat de l'État socialiste est l'élimination de toutes les formes de l'oppression et de l'exploitation de la société et la victoire sur l'état arriéré des régimes économiques et sociaux antérieurs. Par son contenu social, l'État socialiste est dans le stade de l'édification du socialisme, l'État de la

dictature de la classe ouvrière, ensuite il se transforme, l'édification du socialisme ayant été achevée, en l'État du peuple entier, en une démocratie socialiste intégrale. Dans cet État — et à tous les stades du développement de celui-ci — le rôle dirigeant appartient à la classe ouvrière qui le conserve aussi dans le stade initial de l'édification du communisme.

La constitution de l'État socialiste marque une ère nouvelle dans l'histoire de la société. C'est pour la première fois dans l'histoire qu'un État s'est constitué qui n'est plus l'instrument de la conservation de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais le moyen propre à la liquidation des infrastructures économiques de toute exploitation.

La dictature du prolétariat est l'instrument de la révolution prolétarienne. Sans la dictature révolutionnaire, le prolétariat ne peut remplir son rôle historique — renverser le capitalisme et édifier le socialisme. Cette dictature est une nécessité historique pour que, après avoir anéanti l'infrastructure économique de la bourgeoisie, le prolétariat puisse consolider les conquêtes de la révolution dont l'objectif final est la société sans classes. Contrairement aux formes d'État antérieures les fonctions de la dictature du prolétariat ne se limitent pas à la contrainte seule. La contrainte n'y occupe le premier plan que dans la période de la guerre civile, tandis que dans le stade de l'édification socialiste, c'est le travail d'organisation qui domine, ce qui, certes n'exclue pas l'application de la contrainte contre les reliquats des classes exploiteuses. Dans les ouvrages des classiques du marxisme, différentes définitions de la conception de la dictature du prolétariat sont données. Cette différence n'est pas due au manque de précision des autres, mais aux différents aspects de la dictature du prolétariat qui sont mis en évidence par les différences des définitions. Chacune de ces définitions donne l'un des aspects de la conception. Par exemple, il est souvent mis en relief que la dictature du prolétariat est la forme de manifestation du pouvoir absolu du prolétariat et qu'elle n'est rien d'autre que la direction de la société par la classe ouvrière, dans les cadres de l'État. La dictature du prolétariat est, en effet, réalisée par l'État. La forme politique de la dictature du prolétariat est créée par les conseils, la force dirigeante dans le régime de la dictature du prolétariat étant le parti marxiste.

Dans l'une des définitions de la dictature du prolétariat, Lénine aborde cette question dans la teneur que voici: „Si cette expression latine, scientifique, historique et philosophique la dictature du prolétariat est traduite en langage clair, signifie ceci: ce n'est qu'une certaine classe, et notamment celle des ouvriers des villes et en général des fabriques et de l'industrie, qui est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte menée pour le renversement de l'oppression du capital, au moment du renversement du capital, dans toute la lutte poursuivie pour le maintien et la consolidation de la victoire, dans l'oeuvre de la création du nouvel ordre social socialiste et dans toute la lutte menée pour suppression intégrale des classes.”⁴ Les classiques du marxisme attirent en outre l'attention sur trois formes de la dictature du prolétariat qui en déterminent l'essence du contenu de classe et le rôle historique.

a) La première forme: utilisation du pouvoir de la dictature du prolétariat pour l'oppressions des exploités, pour la défense du pays, pour le

⁴ Oeuvres de Lénine, vol. 29. Budapest, 1953, Szikra, pp. 427—428.

maintien des supports avec les prolétariats d'autres pays, dans l'intérêt du progrès et de la victoire de la révolution mondiale. b) La deuxième forme: utilisation du pouvoir de la dictature du prolétariat pour séparer définitivement des masses travailleuses et exploitées de la bourgeoisie, pour maintenir l'alliance entre le prolétariat et les masses, pour gagner la coopération des masses dans l'édification du socialisme, pour diriger ces masses par le prolétariat dans le code de l'État. c) La troisième forme: utilisation du pouvoir du prolétariat pour organiser le passage au socialisme, à l'abolition des classes et à la création de la société sans classes.

Ces trois formes de la dictature du prolétariat sont inséparablement unies, mais leur corrélation reste sujette à des modifications. Dans les différents stades du développement de la dictature du prolétariat, différentes formes dominent.

La première forme de la dictature du prolétariat définit le rôle historique de celle-ci, rempli dans la lutte contre les classes exploiteuses et contre les États de celles-ci. Elle exprime en outre que la dictature du prolétariat emploie la force aussi, ce qui découle de la nécessité de briser la résistance des classes dominantes. La force et la contrainte appartiennent indiscutablement à la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat n'est pas cependant de la force et contrainte seulement employées contre les classes exploiteuses, mais elle comprend aussi la direction et l'éducation des masses travailleuses non-prolétaires par le prolétariat.

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière se traduit dans la deuxième forme de la dictature du prolétariat, celle-ci détermine les fonctions de cette dictature en rapport avec les masses non-prolétaires et notamment envers la paysannerie. Lénine a plus d'une fois mis en relief le rôle du prolétariat dans la direction des autres masses de la population ouvrière.⁵

Les fondements principaux de la dictature du prolétariat sont constitués, selon Lénine, par l'alliance du prolétariat conclus avec la paysannerie travailleuse. Une alliance est créée ainsi dans laquelle le prolétariat maintient son rôle dirigeant ce qui lui permet d'axer le développement de la société vers le socialisme. Le prolétariat gagne à sa cause les couches moyennes, il conclue une alliance durable avec elles et assure progressivement leur coopération à l'édification du socialisme. L'une des différences foncières entre l'État prolétarien et chaque forme d'État des exploiters est signée par le concours que les plus larges masses travailleuses apportent à l'État prolétarien.

La troisième forme de la dictature du prolétariat permet de déterminer le rôle de l'économie et de la société entière dans la liquidation de la structure de classe et dans la transformation de la conscience sociale.

En récapitulant: les forces agissant dans la transformation de la société capitaliste en société socialiste prenant corps dans la dictature révolutionnaire du prolétariat, comme pouvoir de la population travailleuse, sous la direction du parti de la classe ouvrière, dont les fonctions sont concentrées sur l'édification du socialisme. La dictature du prolétariat s'impose par la nécessité que les classes renversées par le pouvoir révolutionnaire opposent résistance à la révolution.

⁵ Cf. Oeuvres de Lénine, vol. 29. op cit. p. 387.

La théorie de la dictature du prolétariat tient donc compte de la psychologie sociale des classes destituées. Elle prend aussi compte de la coexistence des différents secteurs économiques dans le période initial, ce qui aux commencements après la révolution, impose la coopération de différentes classes. La dictature du prolétariat n'est pas l'équivalent de la technique de dominer par la terreur. La terreur révolutionnaire n'est qu'un moyen de défense contre la terreur contre-révolutionnaire. La dictature du prolétariat est une nécessité politique. „Il n'est marxiste que celui — dit Lénine — pour qui la reconnaissance de la lutte des classes implique la reconnaissance de la dictature du prolétariat.”⁶

La dictature du prolétariat aboutit à une forme nouvelle de la démocratie prolétarienne. Elle diffère de la démocratie bourgeoise en ce qu'elle devient de la démocratie pour les masses travailleuses dans le stade antérieur à l'édification du socialisme, tandis que pour les classes vaincues elle prend la forme d'une dictature. La dictature de la classe ouvrière est une démocratie, comme elle est la domination de la majorité sur la minorité. Le démocratisme de la dictature du prolétariat se manifeste aussi dans ce qu'elle est l'alliance de la classe ouvrière avec tout le peuple travailleur et avec les forces démocratiques partisans du socialisme. Cette alliance est une nécessité, car la classe ouvrière ne peut édifier le socialisme sans la coopération de la paysannerie, des intellectuels, voire même sans la petite bourgeoisie.

Le rôle particulier de l'État socialiste dans la réorganisation économique du pays est déterminé par deux facteurs. D'abord, contrairement aux révolutions antérieures qui remplacèrent l'une des formes de l'exploitation par une autre le but de la révolution prolétarienne dont la dictature du prolétariat est l'instrument, est de supprimer tous les moyens qui permettraient que l'homme soit exploité par l'homme. Ensuite, au début de la révolution prolétarienne le régime économique socialiste n'existe pas encore ou seulement dans des formes rudimentaires. La prise du pouvoir public par le prolétariat marque le début de la révolution socialiste et le prolétariat devient la force motrice de l'édification de la nouvelle économie socialiste. Pour cette raison, l'État prolétarien est appelé à remplir un immense rôle constructif et créateur dans l'édification de l'économie socialiste. Ce sont les circonstances qui imposent, entre autres, les conditions objectives économiques du changement que l'État est bourgeois est acculé finalement à céder sa place au nouvel État socialiste. Ces missions historiques confiées au prolétariat appellent une organisation politique entièrement nouvelle. La classe ouvrière ne peut pas emprunter l'organisation politique propre de la bourgeoisie, car spontanément cette dernière ne renoncera jamais à son pouvoir. D'autre part, la classe ouvrière, après avoir pris le pouvoir, ne pourrait se servir de l'ancien appareil d'État. L'appareil nouveau, donc l'État prolétarien sera créé par les masses travailleuses elles-mêmes. L'État et la société socialistes ne sont créés que grâce à la participation active et directe à la direction de l'État des millions.

Il s'ensuit que l'État socialiste incarne le type le plus élevé à l'échelon de la démocratie dans l'histoire de la société des classes.

Quels sont les critères qui permettent de constater la supériorité de l'État socialiste sur les autres États?

⁶ Oeuvres de Lénine, vol. 25. Budapest 1952, p. 441.

Économiquement, l'État socialiste doit sa supériorité à son infrastructure économique basée sur le régime économique socialiste, à son infrastructure des moyens de production, à l'abolition des moyens d'exploitation, à l'introduction de la planification de l'économie tout ce qui contribue à l'augmentation incessante de l'abondance sociale et du bien-être public.

Politiquement la supériorité de l'État socialiste est basée sur les facteurs suivants: 1. dès le début, l'État socialiste représente les intérêts des masses travailleuses dirigées par la classe ouvrière, donc ceux de la grande majorité de la société; 2. la liberté civique et les droits de l'homme ne sont pas légalement garantis seulement par le régime socialiste, mais ils sont assurés aussi économiquement. La démocratie socialiste met l'homme à l'abri des crises économiques et lui assure le droit au travail, tant légalement que matériellement. 3. Par l'entremise du régime des conseils, elle permet la participation des masses à l'administration publique. Dans le développement ultérieur, après que les classes exploiteuses aient été liquidées, l'État socialiste devient le représentant des intérêts du peuple entier, comme État du peuple entier. C'est ce qui lui vaut sa force et sa stabilité politiques, dont la source est l'appui du peuple entier.

En proclamant l'internationalisme, le régime socialiste donne de la réalité aux principes fondamentaux de la liberté et de l'égalité de tous les peuples, il lutte contre le chauvinisme et assure dans l'État les mêmes droits et libertés à tous les citoyens, sans tenant compte de l'appartenance nationale et raciale de ceux-ci.

Au point de vue culturel, l'État socialiste doit sa supériorité à l'encouragement qu'il donne au développement sans limites et à l'épanouissement de la culture et des arts en réalisant la vraie révolution culturelle. Le peuple entier peut jouir de fait des biens culturels accumulés dans le passé et créés au présent.

3. L'état du peuple entier

Le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique donne de nouvelles généralisations théoriques sur les changements de l'État socialiste, survenus déjà en Union Soviétique qui constituent les fondements de tous les objectifs et principes directeurs figurant dans le programme. Ces généralisations ont de l'importance au point de vue de la théorie politique, car elles doivent être appliquées aussi dans d'autres États socialistes lorsque ceux-ci arrivent au même stade de développement que l'Union Soviétique connaît à présent.

Les nouvelles généralisations théoriques sont fondées sur les conclusions de la dictature du prolétariat acquittée avec succès de ses missions historiques. L'Union Soviétique est entrée dans un nouveau stade du développement de l'État socialiste. Cette conclusion découle des conditions selon lesquelles l'État ne perd pas même après l'avènement du socialisme le caractère d'État, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a plus de classes dominantes et classes opprimées. Le programme énonce sur l'État soviétique dans les termes que voici: „... L'État, qui s'est constitué comme l'État de la dictature du prolétariat,

s'est transformé dans le nouveau stade actuel en État du peuple entier en un organe qui exprime les intérêts et la volonté du peuple entier.⁷ Tenant compte du fait que, dans les conditions actuelles en Union Soviétique, toutes les classes ou couches de la société sont comprises dans la conception du peuple, l'État populaire universel est l'État du peuple tout entier. Cette définition n'a rien de commun avec la définition de l'État du peuple entier de la théorie bourgeoise, selon laquelle le caractère populaire universel de l'État exprime le pouvoir basé sur le compromis entre les classes antagonistes. La thèse nouvelle, selon laquelle — pour la première fois dans l'histoire — un État est constitué qui, bien qu'il soit encore un État, a cessé d'être de la dictature de classe, est basée sur la généralisation hardie et constructive du programme du changement survenu dans la nature de la dictature du prolétariat.

En partant des thèses marxistes et des expériences de la pratique, selon lesquelles l'édification de la dictature du prolétariat n'est possible qu'après l'établissement de cette dictature, le programme énonce que la dictature du prolétariat créée par la Révolution d'Octobre a déjà accompli sa mission historique dans l'Union Soviétique et a assuré la victoire intégrale du premier stade du communisme, donc celle du socialisme; par ce fait, la démocratie prolétarienne actuelle se transforme en la démocratie socialiste du peuple entier. Ainsi la dictature du prolétariat a accompli intégralement sa mission dans le domaine du développement intérieur de l'Union Soviétique. En termes exprès, il est constaté dans le programme: „La dictature du prolétariat a assuré la victoire complète et définitive du socialisme — du premier stade du communisme —, elle a assuré la transition de la société à l'épanouissement de l'édification générale du communisme; s'étant, par ce fait, acquittée de sa mission historique, et pour atteindre les objectifs du développement intérieurs, elle n'est plus nécessaire en Union Soviétique. „Le Parti est d'avis que la dictature de la classe ouvrière ne soit plus nécessaire même avant le dépérissement de l'État.”⁸

Quel est le sens de l'avis selon lequel la dictature du prolétariat est devenue inutile en ce qui concerne les objectifs du développement intérieur?

Il est bien connu que la dictature du prolétariat, comme l'organe de la lutte des classes n'a pas des aspects intérieurs seulement, mais aussi des aspects extérieurs qui sont en rapport avec l'existence des pays capitalistes. Sur le champ international, la lutte des classes est continuée sous différentes formes et ne cessera pas avant que le communisme ne soit devenu un régime politique universel. Pour cette raison tout en préconisant les principes de la coexistence pacifique, en lutte contre la course aux armements des impérialistes et en professant la coopération économique des régimes socialistes et capitalistes, l'État soviétique et les États socialistes continuent par leur politique extérieure la lutte des classes sous ces formes nouvelles, l'État socialiste maintient donc son caractère de force de classe, comme critère extérieur de la dictature du prolétariat et il acquitte de ces fonctions sur le plan international dans les relations entre États. Grâce à la constatation du programme,

⁷ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest 1961, Kossuth, p. 444.

⁸ Op. cit. p. 444.

selon laquelle la dictature du prolétariat est devenue inutile en Union Soviétique en ce qui concerne le développement intérieur, celle-ci est donc devenue inutile avant que l'État ne soit déperî, le sens donné à la notion de la dictature du prolétariat par le programme peut être mis en évidence. Il suffit de remarquer que Lénine a employé la notion de la dictature du prolétariat au moins dans trois sens différents. Son interprétation au sens le plus étroit se trouve dans son ouvrage „Contributions à l'histoire de la question de la dictature”, dans lequel il écrit: „Dans la guerre civile le pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature... La dictature est équivalent du pouvoir absolu et non pas du pouvoir fondé sur les lois.”⁹ Cette définition au sens le plus étroit, Lénine la rattache aux temps de la guerre armée, lorsque le pouvoir révolutionnaire devait s'appuyer directement sur la force, en violant la légalité établie. La deuxième définition de la dictature du prolétariat se trouve dans son livre „La révolution prolétarienne et Kautsky le renégat”. Là aussi, il met en évidence l'élément de la force, mais dans un sens plus large: „La dictature est le critère absolument nécessaire, la condition inévitable de l'oppression des exploités par la force — comme classe — et conséquemment la violation de la „démocratie pure” donc aussi de l'égalité et de la liberté en ce qui concerne cette classe.”¹⁰ Dans cette formulation, la dictature du prolétariat est donc le pouvoir du prolétariat où la force dirigeante est la classe ouvrière est la classe ouvrière et le trait caractéristique de la dictature du prolétariat est la limitation appropriée des droits des classes exploiteuses. Enfin la troisième définition à l'acception la plus large de la dictature du prolétariat de Lénine est la suivante: „La dictature du prolétariat est une alliance de classe d'une forme particulière entre le prolétariat — l'avant-garde des travailleurs — et les couches nombreuses non-prolétariennes des travailleurs ou leur majorité (petits-bourgeois, petits propriétaires, paysans, intellectuels, etc.).”¹¹ Dans ce sens, la dictature du prolétariat n'est donc autre que la direction de la société par la classe ouvrière dans tout le stade de la transition du capitalisme au communisme.

La notion de la dictature du prolétariat est employée par le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique surtout dans le sens mentionné en seconde place, c'est-à-dire rattachée à la période allant du capitalisme au socialisme, en l'interprétant comme l'un des stades du développement de l'existence du pouvoir politique socialiste, lorsque la contrainte de classe est appliquée.

Dans ce sens la mission historique de la dictature du prolétariat prend fin avec la liquidation des classes exploiteuses et la contrainte de classe devient sans objet; l'État reste encore une nécessité politique, mais il perd son caractère de dictature. Le programme permet aussi de constater que l'achèvement de cette mission de la classe ouvrière ne signifie pas que son rôle dirigeant ait pris fin. „Comme la classe ouvrière est la force la mieux organisée de la société soviétique, elle continue d'exercer ses fonctions de dirigeant aussi dans la période de l'édification en grand du communisme. La classe ouvrière

⁹ Oeuvres de Lénine, vol. 31. Budapest 1951, Szikra, pp. 351—361.

¹⁰ Oeuvres de Lénine, vol. 28. Budapest 1952. Szikra, p. 260.

¹¹ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 444.

comblera sa fonction de dirigeant de la société lorsqu'elle aura achevé l'édification du communisme, et les classes auront disparu."¹²

Dans les conditions nouvelles, le caractère de la direction assumée par la classe ouvrière subit des changements. Tout d'abord, cette direction perd son caractère de domination sur les exploiters de jadis. Elle doit cependant exercer une fonction de haute importance dans le développement des éléments nouveaux de la société communiste.

La question se pose donc que — par la transformation de l'État en État du peuple entier — l'État Soviétique est-il un État type nouveau selon la classification des types d'États ou non. La réponse ne peut être que négative, car il s'agit seulement d'un nouveau stade du développement de l'État socialiste. Cet État reste l'État des travailleurs et, au point de vue social, il reste identique aux autres États socialistes. Selon le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique: „L'infrastructure économique des pays socialistes est du même type: les moyens de production sont en propriété sociale; l'ordre public de ces États est du même type: le peuple dirigé par la classe ouvrière est au pouvoir; leur idéologie est la même: le marxisme—léninisme, leurs intérêts sont les mêmes...¹³, ils ont un seul grand objectif: le communisme." Cette identité se maintiendra tant que l'existence du pouvoir politique socialiste subsistera comme organisation politique de la société.

La question théorique la plus importante, posée par la naissance de l'État du peuple entier, est celle de l'essence de l'État dans le stade actuel de son développement. Selon l'enseignement du matérialisme dialectique, la même essence peut se manifester de manière différente en fonctions des conditions historiques données. Le processus de la connaissance est une progression depuis les phénomènes extérieurs vers l'essentiel, il est la découverte progressive de l'essence toujours plus subtile et des différents aspects de celle-ci.

Dans les conditions historiques données des classes existantes aux intérêts antagonistiques, l'essence de l'État socialiste, dans le premier stade du développement, était la dictature du prolétariat manifestée sous la forme d'une lutte des classes acharnée. Sous ce rapport, la dictature du prolétariat était l'expression de l'essence socialiste de l'État soviétique. Cependant la dictature du prolétariat était à la fois un phénomène qui avait sa propre essence et ses propres formes de développement. L'essence de la dictature du prolétariat se manifestait surtout dans l'application de la force organisée par la classe ouvrière contre les exploiters, les ennemis de classe, de la classe ouvrière. Cette manifestation n'était pas cependant l'expression principale de l'essence de la dictature du prolétariat. Comme Lénine l'avait maintes fois mis en évidence, l'expression principale de l'essence de la dictature du prolétariat consistait dans l'épanouissement de la démocratie dans le cadre de la dictature du prolétariat pour tous les travailleurs sur une échelle encore inconnue. Au cours du développement de l'État socialiste l'expression de son essence révélait une tendance de limiter progressivement la force employée contre les ennemis de classe des travailleurs. Cependant l'essence de l'État socialiste, son vrai démocratisme, se développait et continue à se développer de plus en plus.

¹² Cf. XII.^e Congrès du parti Communiste de l'Union Soviétique.

¹³ Op. cit. p. 371.

Cette évolution s'exprime directement par l'épanouissement toujours plus large du démocratisme socialiste du peuple entier qui est la caractéristique principale et la particularité typique de l'État du peuple entier. Elle exprime les nouveaux rapports entre l'État socialiste et la société.

En le comparant à l'État de la dictature du prolétariat, l'État du peuple entier n'est pas donc un État foncièrement nouveau. Les deux sont bien du même type. Sans tenant compte des changements importants qui se manifestent dans l'expression de l'essence de l'État, le type de l'État n'a pas changé. Il serait erroné de parler de deux types de l'État socialiste.

L'État du peuple entier a cessé d'être un État de classe dans le sens qu'il ne constitue plus le pouvoir politique exclusif d'une seule classe — de la classe ouvrière — c'est-à-dire, il n'est plus la dictature de la classe ouvrière. Cependant, comme la société soviétique se compose de deux classes et d'une couche sociale, celle des intellectuels amis et que l'État du peuple entier exprime la volonté et les intérêts de ces deux classes et des intellectuels, il peut être considéré en cela et dans ce sens seulement comme un État de classe.

Alors que tous les États connus jusqu'à présent étaient par leur caractère des dictatures de la classe dominante et le sont encore, l'État du peuple entier a cessé d'être l'instrument de la domination de classe. L'État du peuple entier est l'organisation politique de tout le peuple, dans laquelle le peuple entier exerce son pouvoir sans aucune restriction.

Quelles sont donc les tendances actuelles de l'existence politique socialiste et des institutions de la démocratie socialiste, et quelles sont les perspectives de leur développement ultérieur? Quelles sont les méthodes qui sont appelées à déterminer ces changements?

La tendance principale du développement ultérieur de l'existence politique socialiste sera le développement complexe et le perfectionnement de la démocratie socialiste. Selon le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique „Le développement général et le perfectionnement de la démocratie socialiste, la participation active de tous les citoyens à l'administration publique... l'amélioration du travail de l'appareil du pouvoir public et le contrôle redoublé exercé par le peuple sur l'activité de cet appareil — voici la tendance principale du développement de l'existence politique socialiste dans la période de l'édification du communisme.”¹⁴

Outre cette tendance principale et hautement actuelle du développement de la démocratie socialiste, il y a lieu de nommer au moins quatre autres tendances composantes du processus de la profonde transformation de l'existence politique socialiste en auto-administration sociale communiste que voici: 1. le transfert des fonctions accomplies jusqu'à présent par les organes de l'État aux organisations sociales; 2. la tendance à la limitation de la contrainte exercée par l'État aux organisations sociales; 2. la tendance à la limitation de la contrainte exercée par l'État dans les conditions sociales; 3. la tendance de la diminution progressive du caractère politique des organes du pouvoir politique; 4. la tendance à faire cesser les fonctions de défense contre l'ennemi extérieur au fur et à mesure que la transformation du socialisme en un régime mondial s'opérera.

¹⁴ Op. cit. P. 445.

En ce qui concerne les méthodes et institutions qui concourent dans la réalisation de la tendance principale des changements, elles ne sont pas sans importance par rapport aux autres pays socialistes malgré leur caractère plutôt spécial défini dans le programme (surtout lorsqu'elles auront été justifiées par l'expérience). Parmi les moyens propres du développement progressif du démocratisme socialiste c'est surtout le développement des organes représentatifs sous la forme de l'institution des conseils qui est du plus grand intérêt. Au point de vue du développement ultérieur de l'institution des organes représentatifs, l'institution des conseils est d'autant plus important qu'elle réunit à présent déjà les caractéristiques des organes du pouvoir public et celles des organisations sociales, comme les conseils font appel de plus en plus fréquemment aux méthodes sociales parallèlement aux méthodes légales et politiques. C'est donc sur les conseils que l'auto-administration communiste sociale est basée comme grâce à la qualité double des conseils, les caractéristiques d'organisation sociale de ceux-ci se dessinent, avec le temps, avec plus de netteté et l'emportent sur leur qualité politique le dernier stade de ce développement apparaît avec la domination exclusive des caractéristiques d'organisation sociale, inhérentes aux conseils; au moment donc, où l'auto-administration communiste sociale est devenue réalité, les conseils perdraient à jamais leur qualité d'organes politiques et s'associeront aux organisations sociales de masses pour former un organisme exclusivement social.

Outre les institutions et méthodes établies aux différents échelons des conseils, le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique préconise un grand nombre d'institutions et méthodes spéciales, communes à l'ensemble du régime des conseils.

Parmi ces derniers les plus intéressantes sont celles qui sont appelées à rendre le contrôle de la société sur l'activité de l'appareil des conseils plus intense, grâce auxquelles la participation des citoyens au travail de cet appareil devient plus active. En connexion avec la création des conseils, le programme propose le développement des méthodes électorales démocratiques, surtout en ce qui concerne la nomination des membres des conseils et il pose aussi la condition qu'au moins un tiers des membres soit remplacé à chaque élection. Par le contrôle des conseils, il faut rendre plus intensif le sentiment de responsabilité de ceux-ci envers les électeurs. A l'occasion des rapports donnés aux électeurs, outre la révocation du mandat des membres devenus indignes de la confiance des électeurs, il faut s'assurer que si les conseils désirent devenir des organes représentatifs „actifs” et non ceux où des résolutions sont formulées seulement, le principe doit s'affirmer d'une manière conséquente que chaque membre de conseil doit se voir confier un ressort donné.

Il s'agit là de l'activité d'organisation efficace des conseils, gage de l'exécution des résolutions.

Comme le rôle des conseils a pris de l'ampleur l'importance des commissions permanentes créées par les conseils doit être reconnue en remettant progressivement les affaires aux attributions de celles-ci qui, jusqu'ici, étaient du ressort des organes administratifs des conseils ou relevaient de la compétence d'autres organes de l'administration publique.

La priorité des conseils sur les organes administratifs doit être rendue entière de plus en plus pour exprimer l'extension de la sphère d'influence

des principes démocratiques portant sur la constitution et la fonction de l'appareil de l'État.

Soulignant le rôle dirigeant et la priorité des conseils sur les organes administratifs, un élément nouveau apparaît dans le programme avec la demande d'étendre sur tous les dirigeants des organes le principe électif et l'obligation de présenter un rapport aux électeurs. Tout travailleur occupant un poste de direction exerce donc ses fonctions par le fait d'être élu directement par les organes représentatifs et est tenu responsable à ceux-ci et à ses électeurs, tout comme actuellement les membres des organes exécutifs des conseils. Il est suggéré par le programme que les organes dirigeants soient réélus régulièrement à tous les échelons. Le programme préconise le développement des méthodes de la démocratie directe. Ces méthodes se manifestent sous différentes formes (réunions communales, conférences de production, etc.). Le programme met en évidence que l'influence directe de la société sur l'activité législative doit être rendue plus intense. Il propose d'octroyer le droit de l'initiative législative aux syndicats et à d'autres organisations de masse, en dépassant ainsi le cadre des organes du pouvoir public qui ont été revêtus de ce droit. La discussion générale des projets de loi doit devenir l'un des éléments constants de la législation. Il est à relever comme un autre élément nouveau la demande de donner de la vie à l'institution paralysée du referendum populaire en soumettant les lois les plus importants au vote direct des électeurs. Ainsi la totalité des électeurs participe activement dans l'oeuvre de la législation.

Ces méthodes et institutions appelées à démocratiser la législation de l'État doivent être appliquées en conséquence aux conseils régionaux. (Tel est p. ex. la prise en considération de l'opinion publique exprimée à l'occasion de la discussion publique des projets des plus importants arrêtés des conseils locaux.)

Outre les moyens appelés à intensifier le contrôle social de l'appareil, la tendance de développer sur tous les échelons la démocratie s'affirme en premier lieu dans l'extension des droits et libertés civiques, de la liberté personnelle, ainsi que dans l'élimination successive des limites de compétence entre l'État et la société, ce qui aboutit au dépérissement de l'État.

Le dépérissement de l'État est signé par le transfert des fonctions remplies par les organes du pouvoir public aux organisations sociales prises dans une large acception. Ce processus de la „désétatisation” ou socialisation peut revêtir différentes formes et se présente actuellement sous deux formes principales: 1. la forme mixte de la désétatisation incomplète, lorsque l'État attribue de la force de décrets d'administration publique aux résolutions et arrêtés des organisations sociales ou des autres organes sociaux auto-administratives et l'en assure par ses moyens coercitifs l'exécution; 2. la forme de la désétatisation réelle, lorsque certaines affaires sont soustraites de la compétence de l'État et transférées aux organisations sociales pour prendre des mesures par des méthodes sociales. Sous cette forme, le domaine d'intervention de l'État dans la vie sociale se rétrécit, l'organisation et l'administration des affaires culturelles y prédominent; ce sont, en effet, les institutions culturelles qui sont en premier lieu soustraites de la compétence de l'administration publique. Cette évolution s'étend ensuite sur l'administration des affaires de l'hygiène publique et même sur les affaires relevant de la conso-

liquidation de l'ordre public (organisation des „droujinas” populaires et des tribunaux des camarades créées aux lieux de travail, etc.) mais aussi sur d'autres domaines.

Dans la période du dépérissement de l'État, la diminution de l'importance de la contrainte appliquée dans les conditions sociales marque encore une tendance notable. Cette tendance s'affirme nettement dans la période après l'achèvement de l'édification du socialisme, lorsque l'État cesse d'être l'État de la dictature du prolétariat et se transforme en l'État du peuple entier.¹⁵ Cette évolution est le fruit

1. de la liquidation de l'antagonisme des classes, comme la contrainte à appliquer contre les classes exploiteuses, est devenue sans objet, 2. du développement de la conscience socialisée. Il s'agit là surtout de la diminution de l'importance de la contrainte exercée par le pouvoir public et non de la contrainte en général, ce qui, pour le moment, ne peut être encore envisagée. En ce qui concerne la criminalité, ce n'est pas la répression mais la prévention de la délinquance par les moyens de l'influence sociale et de l'éducation auxquels le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique dirige l'attention en premier lieu. À long terme, cette évolution aboutira nécessairement à la substitution des moyens sociaux de l'éducation aux instruments répressifs. Dans ce développement il y a lieu de distinguer les stades suivants: a) les éléments de la persuasion deviennent de plus en plus dominants et ceux de la contrainte diminuent parmi les effets commandés par les règles juridiques; b) passage de l'utilisation des moyens coercitifs de l'État à utilisation de la contrainte sociale; c) passage de l'utilisation de la contrainte à l'utilisation exclusive des moyens de persuasion.

La tendance suivante offre certaines difficultés lorsqu'on essaie de la traduire dans le langage de la pratique: c'est l'évolution tendant à rendre les activités du pouvoir public „apolitique”. En termes généraux, Engels a esquissé cette évolution en parlant d'un temps à venir où l'administration des personnes sera remplacée par celle des choses. Lénine a constaté: „À un certain degré de son dépérissement, l'État ne peut s'appeler déjà un État politique”.¹⁶ Il est dit dans le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique: „Les organes de la planification et de documentation, de la direction économique et du développement culturel, qui sont à présent des organes publics, perdront leur caractère politique.”¹⁷ L'essence de cette évolution est ceci: les fonctions politiques basées à la contrainte des pouvoirs publics seront remplacées par une seule, celle de l'organisation de la vie économique et de l'éducation culturelle. Même dans les conditions de l'abondance des biens et de la cessation des classes, cette fonction perdra son contenu politique lorsque la riche personnalité des membres de la société communiste d'une nature purement technique et organisatrice sera développée.

La dernière étape de l'évolution est celle de la cessation de la fonction de défense du pays contre l'ennemi extérieur. Elle ne pourra être atteinte intégralement que lorsque le danger de toute agression venant de l'extérieur aura cessé à l'échelle mondiale. Pour le moment, la fonction de la défense

¹⁵ Op. cit. p. 444.

¹⁶ Oeuvres de Lénine, vol. 25. Budapest 1952. Szikra, p. 470.

¹⁷ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 452.

doit être nécessairement renforcée. Il est toutefois important que les États socialistes soient les représentants des idées de la coexistence pacifique entre les régimes socialistes et celles du désarmement total.

Pour conclure il est à constater que l'évolution historique mène inévitablement au dépérissement de l'État, donc à la transformation de celui-ci en une auto-administration sociale communiste. Toutefois, il faut distinguer le processus du dépérissement de l'État de sa cessation définitive. Le processus du dépérissement commence au moment même de la naissance de l'État socialiste et prend de vigueur au moment de la création de l'État du peuple entier. Le dépérissement entier de l'État exige que les conditions intérieures de l'édification en grand du communisme soient réalisées et que le socialisme soit consolidé sur le champ international.

4. Les marques conceptionnelles de l'État socialiste

En tenant compte de ce qui précède, la conception de l'État socialiste, notion concrétisée comprend les marques essentielles suivantes:

1. L'État socialiste est un organisme différencié de la société socialiste, du peuple, de la population à laquelle il n'est pas donc identique (et à la tête de laquelle se trouvent la classe ouvrière et son parti), régi par les lois socialistes, il n'est aliéné du peuple et ne lui est pas opposé.

2. L'État socialiste est né de la révolution socialiste (pacifique et armée), sous la direction du parti, avec la large participation des masses, sur des territoires circonscrits, selon des principes déterminés (principes territoriaux, nationaux, de production, etc.).

3. Dans le premier stade de son développement l'État socialiste est l'instrument du pouvoir souverain d'une classe, il est l'expression du pouvoir de la dictature du prolétariat (après avoir pris en propriété collective les biens de production la classe ouvrière devient la classe économiquement dominante), en alliance permanente avec d'autres classes et couches sociales, dans les conditions de la démocratie socialiste.

4. Dans le deuxième stade de son développement, l'État socialiste est l'instrument du pouvoir souverain de tout le peuple (des classes amies), il est l'expression de ce pouvoir sous les conditions de la démocratie socialiste populaire universelle.

5. Grâce aux fonctions exercées par lui, l'État socialiste apparaît comme l'instrument de la transformation des conditions matérielles et idéologiques de la société, de la direction des affaires de la société, dans la période de transition du capitalisme au socialisme, donc jusqu'à l'avènement de l'auto-administration sociale communiste.

En établissant les marques essentielles de l'État socialiste comme notions abstraites, nous avons tenu compte des enseignements de la logique dialectique, selon lesquels la chose concrète est la naissance, mais aussi l'étape finale de la connaissance.

¹⁸ Marx: Introduction à la critique de l'économie politique, Budapest, 1951. Szikra p. 26.

Voici comment ce procès est-il décrit par Marx: „... le penser assimile la chose concrète et la recrée dans la pensée comme concrète.” (18). En conséquence la chose concrète donnée aux sens est la naissance de la connaissance et la chose concrète recrée dans la pensée en est le résultat. La chose concrète recrée dans la pensée est la notion concrète de l'objet existant par soi-même, laquelle reflète les aspects essentiels variés de cet objet.¹⁹

La chose concrète est concrète — écrit Marx — parce qu'elle est la somme de nombreuses définitions, elle est donc l'unité de la multiplicité. Dans le penser la chose concrète apparaît donc comme le processus de synthèse, comme résultat et non comme point initial, bien que ce soit la chose concrète qui est le véritable point initial est, par là, celui de la position d'esprit et de la conception. Dans le premier stade du processus l'entière conception est réduite en définition abstraite, dans le second les définitions abstraites mènent par la voie du penser à la recréation de la chose concrète. (19).

La théorie générale politique et juridique offre des connaissances concrètes et étendues de l'État, y compris l'État socialiste et l'État du peuple entier comme le degré suprême du développement de l'État socialiste et elle en met en évidence et donne la synthèse des traits essentiels. Par chaque abstraction un aspect essentiel de l'État est exprimé, et prises ensemble, elles offrent des connaissances étendues sur l'État socialiste. Dans la connaissance concrète de l'État, les différentes abstractions dans notre pensée sont liées les unes aux autres par un principe commun, par une seule idée, reflétant les lois principales du mouvement de l'État. Par exemple: le trait fondamental du critère de l'État est sa nature, étant un État de classes, une démocratie de classes. Tous les autres critères de l'État viennent de ce fait. La nature de l'État les réunit et ils ne peuvent être compris que dans leurs rapports à ce critère. La connaissance passe de la chose concrète donnée aux sens par les différentes abstractions jusqu'à la chose pensée et cette loi universelle de la connaissance humaine entre en jeu aussi dans la théorie générale politique et juridique. Certes, les abstractions qui s'expriment dans la chose pensée, sont nées de la généralisation de la connaissance perceptive donnée. L'abstrait est précédé par la connaissance concrète de la chose. La logique dialectique considère les choses abstraites et concrètes comme deux éléments pour saisir l'essence de l'objet. La chose abstraite est l'instrument qui permet de saisir la chose concrète.

La chose concrète dans le penser dépasse la connaissance abstraite formée de l'État et tout particulièrement de l'État socialiste, car il ne reflète pas un aspect essentiel de l'objet, mais représente les différents aspects essentiels dans leur rapport: il saisit donc l'État, donc aussi l'État socialiste, sous des aspects variés.

La chose concrète du penser dépasse aussi la notion perceptive et concrète formée de l'État et, dans le cas donné de l'État socialiste, car il ne représente pas les traits superficiels et extérieurs dans leurs rapports directement donnés à la perception, mais reflète les aspects essentiels dans leur rapports essentiels.

En récapitulant les éléments de la notion de l'État socialiste nous avons également tenu compte de l'enseignement de la logique dialectique dont

¹⁹ Cf. Marx: *ibid.*

l'essence est rendue par la littérature de la théorie politique et juridique comme suit (20):

a) il faut faire une distinction entre l'essence et la notion de ce phénomène, car la notion, soit la définition notionnelle est plus vaste et plus riche que l'essence du phénomène.

En rapport avec l'État, la littérature de la théorie politique rappelle que les classiques du marxisme-léninisme ont mis à nu l'essence de l'État en avançant l'opinion que l'État était l'organisation de répression de la classe dominante. Toutefois, les classiques eux-mêmes ont dévoilé encore plusieurs autres critères essentiels de l'État et de ses fonctions dont la synthèse doit être faite par la notion de l'État, la notion de l'État doit donc refléter tous les éléments essentiels et les rapports de l'État.

Ainsi, la distinction entre la notion et l'essence met en évidence d'une part l'insuffisance des marques extérieures apparentes de l'État et, d'autre part, elle fait ressortir que, outre les critères fondamentaux „les plus essentiels”, la notion de l'État comprend aussi d'autres marques distinctives essentielles (et non-essentielles).

b) Il faut faire une distinction entre l'essence et le contenu du phénomène en l'espèce, entre ceux de l'État car le contenu est toujours plus concret et plus riche que l'essence. Grâce à cette distinction, le contenu met en jour l'expression variée de l'essence sous différentes formes et dans différentes conditions historiques. La distinction entre l'essence et le contenu de l'État est donc d'une haute importance d'où la nécessité de définir le contenu de l'État à une échelle générale, où les éléments du contenu coïncident pratiquement avec les éléments de l'essence. Pour toutes ces raisons, la définition de la notion de l'État socialiste doit comprendre les critères essentiels de l'État socialiste et les traits principaux de son contenu général également.

En rapport avec la théorie politique il faut rappeler qu'à l'étude de l'État comme phénomène social, il faut appliquer aussi les différentes catégories philosophiques-individuelles, spéciales et générales. C'est la base de notre distinction entre la notion générale de l'État (comprenant les États apparentant au régime socialiste) et la notion de l'État comme chose indiprenant d'une part les États appartenant aux régimes capitalistes et ceux appartenant au régime socialiste) et la notion de l'État comme chose individuelle (l'État socialiste hongrois, ou l'État socialiste polonais, ou l'État américain, ou l'État italien).

Enfin, les critères notionnels de l'État socialiste reflètent encore la corrélation historique et logique de celui-ci.

²⁰ Cf. Antallfy Gy.—Halász, P.: Társadalom, állam, jog (Société, État, droit), Budapest 1963. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, pp. 43—46.—Szabó, I.: A szocialista jog (La droit socialiste). Budapest 1963, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, pp. 61—62.

II. LE RÔLE DIRIGEANT DU PARTI MARXISTE DANS LE RÉGIME DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Les expériences historiques ont démontré que ni l'accomplissement de la mission historique de la dictature du prolétariat, ni l'épanouissement sans limites de l'édification du communisme ne sont possibles sans la direction du parti marxiste.

L'une des causes de l'échec de la première tentative d'établir la dictature du prolétariat, la Commune de Paris (1871), fut précisément l'inexistence du parti marxiste de la classe ouvrière. La Commune était dirigée par deux partis insuffisamment organisés, (blanquistes et proudhonistes), en effet, n'étaient pas des partis marxistes.

L'une des garanties fondamentales qui permirent à la classe ouvrière de la Russie de s'emparer du pouvoir et de le garder, de maintenir la dictature et de s'acquitter de ses missions, découla du fait que la lutte était dirigée par le parti communiste.

Dans les pays de démocratie populaire la dictature du prolétariat ne put se consolider que grâce à la direction assumée par le parti communiste. Dans ces pays, les partis communistes et ouvriers gagnèrent la majorité des masses travailleuses et s'assurèrent de la direction des plus importantes fonctions de l'appareil d'État.

La direction de l'État socialiste par le parti marxiste s'exprime en premier lieu dans le fait que ce dernier élabore les principes directeurs de la ligne politique générale, il présente donc les objectifs principaux et les méthodes opérationnelles. Dans les pays socialistes au régime à plusieurs partis (caractérisés dans le stade ultérieur de leur développement par la plate-forme commune acceptée par tous les partis) communistes et ouvriers coopèrent à l'élaboration de cette ligne avec d'autres partis qui reconnaissent le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière (p. ex. en Pologne). Dans les pays au régime à plusieurs partis, l'activité des partis est coordonnée dans les commissions paritaires fonctionnant à l'échelon suprême et régional. Aussi bien dans l'État socialiste, au régime à parti unique que dans les États au régime à plusieurs partis le travail des organisations sociales et publiques est coordonné par le parti de la classe ouvrière, c'est ce parti qui imprime une direction à ce travail et fixe l'objectif commun.

Cependant il ne faut pas oublier que le parti communiste ne doit être identifié ni avec l'État socialiste, ni avec l'un ou l'autre de ses organes. Le parti ne peut pas remplacer l'État¹ et les organes de différents échelons du parti ne peuvent pas se substituer aux organes de l'État. Tout citoyen est soumis à l'autorité de l'État; l'État est une organisation de contrainte, disposant des moyens physiques de la contrainte, ses normes ont une validité générale et obligatoire qui, si besoin en est, sont appliquées par la force. Le parti communiste est une organisation volontaire à laquelle ne sont associés que les membres les plus conscients de la société. Le parti ne dispose pas d'instruments physiques de la contrainte et ses règles n'obligent que ses propres membres et organisations sous peine de sanctions du parti.

Toutefois les buts fondamentaux de l'État socialiste et du parti communiste sont les mêmes. L'État socialiste et le parti communiste évoluent

¹ Oeuvres de Lénine, vol. 33. Budapest, 1953, p. 246.

dans les mêmes eaux. Le but, commun à tous les deux, c'est l'édification du régime communiste. Aucune rivalité entre le parti et l'État pour la détention du pouvoir ou pour avoir de l'ascendant sur la société ne peut être conçue. Au contraire, la consolidation de l'État socialiste est de l'intérêt du parti de même que l'observation des décisions de l'État et des lois socialistes à laquelle le parti apporte tous ses soins comme ceux-ci sont à l'avantage de l'État pour atteindre des objectifs fixés.

Les fondements de la politique du pouvoir populaire se constituent du parti communiste ou, dans les pays au régime à plusieurs partis, du parti communiste ou ouvrier en association étroite avec les autres partis démocratiques et populaires. Dans la dictature du prolétariat, c'est la classe ouvrière qui assume les fonctions de direction en ce qui concerne la société entière. Ces fonctions s'affirment par l'intermédiaire du parti communiste ou ouvrier, par l'intermédiaire de l'État et de ses organismes et des organisations sociales.

Le parti communiste est l'un des instruments principaux de la dictature du prolétariat. Toutefois, il serait erroné de mettre à la place de la dictature du prolétariat la direction du parti ou, pour employer le terme dont se servent si souvent les adversaires du marxisme, la dictature du parti.

Dans ses rapports à l'État, la direction du parti est d'un caractère politique et non administratif. Cette direction se concrétise en règle dans les formes suivantes :

- a) c'est le parti qui fixe le programme d'activité à l'État,
- b) c'est le parti qui contrôle les activités des organes des pouvoirs publics en ce qui concerne la conformité de celles-ci à la politique du parti,
- c) le parti délègue ses meilleurs fonctionnaires aux postes de commande de l'État et mobilise toute la société pour atteindre certains objectifs.

Le parti, étant une organisation centralisée désigne par ses organes dirigeants à chacun de ses membres sa place, d'après l'utilité de ceux-ci à la cause commune. Il est inconcevable qu'il en soit autrement car la répartition judicieuse des cadres et des activistes est la condition primordiale de la réalisation de la ligne de conduite politique. Au XI^e Congrès du parti Lénine a mis en évidence que „dépourvu du droit de disposer de répartir les hommes, le Comité Central sera incapable d'assumer la direction politique”.²

Le programme d'action fondamental fixé par le parti à l'État, se traduit dans l'idéologie du parti, donc dans l'enseignement du marxisme-léninisme, dans les résolutions des congrès du parti, dans les résolutions des sessions plénières des organes dirigeants du parti, etc.

Le parti attire l'attention de l'État sur différents problèmes importants, de nature politique, économique ou sociale, et préconise les méthodes de leur résolution. Les propositions du parti se rapportent à l'ensemble des questions. Ces propositions ne doivent pas cependant, être trop détaillées; elles ne doivent contenir que des principes et thèses généraux, sans donner des résolutions portant sur les détails de ces questions.

Le parti délègue ses fonctionnaires aux postes de commande de l'État avec le but que ceux-ci mettent en réalité dans leur travail la politique du parti. Les membres du parti délégués aux fonctions des pouvoirs publics, si haut-placés qu'ils soient, ne sont pas exempts de l'obligation d'observer la discipline du parti.

² Oeuvres de Lénine, vol. 33. Budapest 1953. p. 311.

Les membres du parti s'acquittant de différentes fonctions dans l'appareil du pouvoir public, forment une organisation de base ou une cellule de parti. Ces organisations ont à veiller à ce que les membres du parti travaillant dans une organisation ou institution de l'État mettent en oeuvre la politique du parti dans leur travail quotidien.

Le contrôle exercé par le parti sur les organes de l'État est, par son caractère, un contrôle social et non un contrôle exercé à titre de l'autorité de tutelle du parti. Il n'y a pas une superposition dans les rapports entre les organes de l'État et les divers échelons d'organes du parti. Le contrôle est exercé par la mobilisation des masses par le parti pour veiller à ce que les organes de l'État observent les intérêts des citoyens. Le parti soumet à une critique les résolutions des organes, des hommes d'État ou des divers fonctionnaires.

Ce contrôle revêt une autre forme dans le contrôle effectué par le parti sur l'activité de ses membres qui exercent des fonctions publiques ou, en général, travaillent dans l'appareil d'État. Le parti exige de ses membres non seulement, d'observer les résolutions et directives du parti mais aussi de prêcher d'exemple dans l'observation des lois.³

Le rôle dirigeant du parti s'exprime le plus complètement dans l'observation par organes du pouvoir public et les organisations sociales des directives émises par celui-ci pour la résolution des principales questions politiques et d'organisation.

La thèse élaborée par les classiques du marxisme a été entièrement corroborée par l'expérience historique selon laquelle l'existence du parti communiste fort et jouissant l'appui des masses travailleuses était l'une des conditions majeures de la lutte pour la prise du pouvoir. Ce n'est qu'à l'aide du parti communiste que la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir est couronnée de succès, en s'assurant le concours des milieux les plus larges des travailleurs.

Le rôle du parti communiste cependant n'est terminé ni par la prise du pouvoir ni même par l'édification du premier stade du communisme, qu'est le socialisme. A aucun stade de son histoire l'État socialiste ne peut subsister sans la direction et l'assistance du parti communiste; selon l'opinion de Lénine, le prolétariat en aura besoin même après l'achèvement de l'édification du socialisme. La classe ouvrière ne peut se passer de la direction communiste non seulement avant et pendant la prise du pouvoir, mais aussi après qu'elle s'en est emparée. Loin de perdre de son importance, le rôle du parti communiste prend de l'ampleur dans une mesure considérable après la prise du pouvoir de la classe ouvrière. Ce n'est que, grâce à une telle organisation aux rangs serrés de la meilleure part de la classe ouvrière que les difficultés peuvent être surmontées auxquelles la dictature ouvrière doit faire face au lendemain de la victoire. Le parti politique du prolétariat ne cessera de s'imposer qu'au moment de la disparition complète des classes. Le parti communiste ne s'intégrera entièrement à la classe ouvrière qu'à

³ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Sovétique, Budapest, 1961. éd. Kossuth, p. 478. Actes du VIII^e Congrès du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, Budapest, 1963. éd. Kossuth, pp. 60—61.

l'époque où le communisme cessera d'être l'objet de lutte et la classe ouvrière entière épousera le communisme.⁴

Après la prise du pouvoir, la direction de l'entière économie nationale par la reconstruction sur des fondations entièrement nouvelles s'imposera au parti. Sans le parti, le prolétariat est incapable d'exécuter cette oeuvre.

Bien que la réorganisation de la société s'effectue dans l'intérêt de la majorité écrasante, les masses populaires, loin de pouvoir prendre l'initiative de ces changements, ne reconnaissent même pas immédiatement les processus qui s'opèrent dans la société, surtout si l'environnement capitaliste y réagit en sens opposé. Et si le parti ne menait pas une lutte implacable pour atteindre l'objectif principal, l'établissement du régime socialiste et communiste, en réunissant toutes les forces du peuple travailleur, les intérêts momentanés ou de certains groupes sociaux pouvaient parfois l'emporter.

Le parti communiste remplit avec succès sa mission dirigeante et organisatrice,⁵ s'il fournit au peuple l'arme de la bonne politique, si par son travail organisateur il réalise l'unité du peuple et par son travail éducateur il cimente et renforce cette unité. Il faut souligner avec insistance que le parti communiste puise la force créatrice de sa politique de la connaissance des lois objectives de l'évolution sociale et qu'il agit en conformité de ces lois. Cette force créatrice perd de son intensité lorsque le parti, dans l'exercice de sa mission, procède avec un subjectivisme exagéré (phénomène du culte de la personnalité) et non en conformité de la nécessité historique. Si ses activités sont justes, s'il réussit à temps à se rendre compte des problèmes et besoins du développement matériel de la vie sociale, enfin, s'il ne se détache pas du peuple, il en saura concentrer la force nécessaire à accomplir les missions découlant de la nécessité historique.

La meilleure preuve de la justesse des mesures prises se révèle de la direction juste imprimée au développement de l'économie socialiste, notamment de la reconnaissance à temps des besoins de la vie économique et la mobilisation des forces sociales pour leur assouvissement, des relations étroites et variées avec les masses, la généralisation des expériences et la réalisation des besoins.

La thèse de Lénine a été affirmée, selon laquelle outre les fonctions du parti, il faut souligner avec insistance les fonctions de l'État socialiste, comme organisation universelle et coercitive.

La thèse sur le rôle dirigeant du parti n'est pas en opposition à la thèse selon laquelle l'État est l'instrument principal de la réorganisation de la société. Alors que le parti est l'avant-garde de la classe ouvrière, l'État socialiste est l'organisation de tout le peuple travailleur, conséquemment la mission de la direction et la mobilisation de celui-ci incombe au parti communiste, comme c'est le cas en effet. Le parti doit aussi veiller à ce que le principe fondamental de la participation des masses aux affaires publiques

⁴ Cf. Oeuvres de Lénine, vol. 31. Budapest, 1951 p. 180 et sq.

⁵ Cf. D. A. Kerimov: Roukovodiachtchaya rol KPSS v pravotvortcheskoy diatelnoshty szovetskogo gosoudartstva SGP, 1961, No. 10.

soit observé.⁶ Ce principe découle du fait que l'État socialiste est incapable d'exécuter sa mission sans la participation active des masses populaires aux activités de l'appareil d'État, comme l'édification du socialisme sans l'épanouissement intégral de l'initiative des masses ce qui doit se traduire dans la direction de l'État, n'est pas possible. L'État socialiste dont les activités sont dirigées par les intérêts du peuple travailleur, dispose des moyens pour s'assurer la participation des grandes masses de la population aux affaires publiques.

Les formes de cette participation sont: 1. création des organes du pouvoir public, 2. participation sous différentes formes aux affaires courantes de l'appareil d'État, 3. contrôle de l'appareil d'État par l'intermédiaire d'institutions appropriées telles révocation des représentants élus, critique exprimée sous différentes formes, etc.

L'aspect le plus important au point de vue de ce principe fondamental est que la participation des masses aux affaires publiques ne se borne pas à l'élection, au contrôle et à la révocation des représentants élus, mais elle s'étend à une collaboration très étendue avec l'appareil d'État dans l'accomplissement du travail quotidien de celui-ci.

Le contrôle de l'appareil et toute initiative connexe ne sont qu'une manifestation de la coopération dans les conseils.

Dans le régime de la démocratie socialiste les fonctions de direction du parti communiste possèdent deux caractéristiques générales:

a) Les organes publics et les organisations sociales, donc tous les maillons de l'État socialiste et des organisations sociales qui reçoivent les directives du parti communiste, prennent part à l'élaboration de celles-ci. En conséquence, les directives ne sont pas les manifestations de la volonté arbitraire des différents organes des partis communistes et notamment des organes centraux du parti, car l'analyse aux aspects variés et l'appréciation multiple de la réalité sociale socialiste, sur laquelle ces directives sont fondées, sont facilitées par la collaboration des organes publics et des organisations sociales.

Ce n'est que dans la société socialiste que la participation des travailleurs et de leurs organisations à l'élaboration des directives du parti peut devenir réalité. Dans la société socialiste il y a égalité des rapports aux moyens de production, ce qui se traduit en effet, dans une projection, d'où la nécessité d'intensifier sans cesse l'efficacité de la direction. Afin de surmonter donc avec succès les différentes contradictions et difficultés objectives la participation des organes dirigés à l'élaboration des directives est d'une importance capitale.

En ce qui concerne l'élaboration des directives des partis communistes, on peut constater que, à l'époque du culte de la personnalité, ces directives étaient reléguées au second plan et l'État socialiste, y compris le pouvoir administratif et judiciaire, était dirigé par des ordres. Il est à souligner toutefois que les déformations des vérités sociales à l'époque du culte de la personnalité ne découlaient pas du régime basé sur les fonctions de direction du parti, mais étaient les manifestations de l'excès de pouvoir.

⁶ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 132, p. 446. Cf. Antalffy, Gy.: A párt vezetőszerpe a tanácsi szervezeten. (Le rôle dirigeant du parti dans l'organisation des conseils). Állam és igazgatás, (État et administration) 1955. No. 8, pp. 433—446.

b) Le rôle dirigeant des partis communistes ne constitue pas des rapports de subordination prescrits par les normes du droit socialiste entre le parti communiste d'une part et les organes publics et les organisations sociales d'autre part, bien que le rôle dirigeant des partis communistes soit, en général, reconnu dans les constitutions.

Le rôle dirigeant du parti s'affirme sans règlement légal de la question, avant tout par des moyens politiques.

La mise en oeuvre des directives des partis communistes n'est pas assurée par les sanctions de l'État socialiste. C'est grâce à la persuasion que les directives s'affirment dans la vie, de même que grâce aux activités des communistes qui travaillent dans les organisations de l'État socialiste et de la société et font accepter les directives.

La direction de la vie de l'État et de la société par le parti est en corrélation étroite avec le principe du centralisme démocratique s'affirmant dans le partimême et qui est le produit de la pratique et de la théorie du mouvement révolutionnaire marxiste.

En ce qui concerne l'ampleur que prend actuellement le centralisme démocratique, il faut constater que c'est sur le centralisme démocratique que sont fondées la structure et l'activité de tout le régime de la dictature du prolétariat. En ce qui concerne les formes de manifestation de celui-ci, elles diffèrent suivant les organes.

On peut constater que le centralisme démocratique constitue le fondement d'organisation des partis communistes aussi bien dans les pays socialistes que dans les pays capitalistes.⁷ Au point de vue de l'organisation, le centralisme démocratique se traduit par:

- a) éligibilité de tous les organes dirigeants du parti, venant de bas en haut,
- b) l'obligation des organes dirigeants de rendre compte périodiquement aux organisations du parti,
- c) la subordination de la minorité à la majorité,
- b) le caractère obligatoire pour les organes inférieurs des résolutions des organes supérieurs.

Ajoutons encore à tout cela que les organes régionaux sont libres de prendre sans contrainte des décisions dans toutes questions d'importance locale, alors que le droit de décider des questions intéressant le parti tout entier est réservé aux résolutions des organes centraux. Le caractère démocratique et l'unité à la fois sont assurées à l'organisation du parti, gages de la ligne de conduite unique de la politique.

L'application du principe de centralisme démocratique dans le parti influe sur le centralisme démocratique qui s'affirme dans l'organisation et les activités de l'État. L'essentiel des rapports de ces deux manifestations du centralisme démocratique se résume en ceci: le principe du centralisme démocratique s'affirme intégralement dans l'organisation du parti, il s'affirmera également dans l'organisation et les activités des organes de l'État. A l'époque du culte de la personnalité, la direction du parti était démesurément centralisée, ce qui — tenant compte aussi de la fusion des sommets.

⁷ Karl Polak: Zur Dialektik in der Staatslehre, Berlin 1963 Akademie Verlag, 3. erweiterte Auflage, pp. 183—190.

— a déterminé la prédominance excessive du centralisme dans l'État socialiste, le démocratism était donc relégué au second plan.

Malgré la différence des opinions relatives au centralisme démocratique — opinions qui soulignent l'importance tantôt de l'un, tantôt de l'autre élément de celui-ci et des institutions destinées à les réaliser —, l'idée elle-même contient des éléments stables aussi. Tels éléments stables sont les prémisses philosophiques, les thèses du matérialisme historique sur lesquelles est fondée la nécessité de combiner le centralisme et le démocratism dans le régime socialiste. La nécessité de joindre le centralisme et le démocratism dans le régime socialiste découle des thèses suivantes du matérialisme historique: 1. l'histoire est créée non pas par l'individu, mais par les masses. 2. Des lois objectives s'affirment dans le développement des phénomènes sociaux. La première thèse impose l'appui et l'initiative des masses. De la deuxième il y a à dégager la nécessité du centralisme dans l'édification du régime socialiste, donc la nécessité de créer une direction centrale fondée sur la connaissance des lois du développement.

En récapitulant, le centralisme démocratique réalise l'unité de la conception fondamentale établie avec les particularités locales en tenant dûment compte de celles-ci.

Le centralisme démocratique s'impose aussi économiquement comme la prise en propriété collective des moyens de production dans le régime socialiste demande la planification et la direction centrales, en les associant dans la sphère des activités productrices à l'initiative des masses. Le centralisme démocratique et l'essentiel de l'économie socialiste et notamment la planification de celle, sont donc en rapport. Grâce à la planification centrale le danger des disproportions économiques dans le pays est éliminé alors que grâce à l'indépendance économique et l'initiative des organes exécutifs la méthode la plus rationnelle propre à atteindre les objectifs du plan est assurée.

Résumant en termes générales, le centralisme démocratique représente le principe fondamental de l'organisation et des activités du régime de la démocratie socialiste, qui se prête le mieux à jeter les fondements du régime socialiste; il représente encore l'union des éléments de centralisation et de démocratism dans la structure et les fonctions des organes de la démocratie socialiste.

Le centralisme démocratique est appelé à assurer d'une part l'unité de la ligne de conduite dans les questions principales, d'autre part, il doit permettre que l'initiative des organes régionaux prenne l'essor et que l'énergie créatrice de ceux qui prennent part au travail de ces organes soit libérée.

C'est donc le principe du centralisme démocratique qui doit assurer dans le pays l'unité de la direction et de la planification et permettre aux organes régionaux d'exercer leurs fonctions en toute indépendance dans le cadre de leur compétence, conformément aux conditions locales.

Comme le mode d'organisation qui permet dans l'appareil que l'initiative venant d'en bas s'affirme, le centralisme démocratique est, dans ce sens, opposé au centralisme bureaucratique qui est la méthode fréquemment employée pour organiser le régime de la dictature de la bourgeoisie. Le centralisme bureaucratique ne permet pas l'épanouissement de l'initiative des organes régionaux, il prend généralement ses assises sur des organes non élus, et,

par la concentration du pouvoir entre les mains des organes centraux, il réduit les organes régionaux à l'expédition mécanique des résolutions des organes centraux.

Le rôle dirigeant du parti est maintenu aussi dans les conditions de l'État socialiste de tout le peuple, et dans la période de l'épanouissement de l'édification du communisme, „ils assurent la direction propre, l'organisation, la régularité et les fondements scientifiques du travail de l'édification du communisme”.⁸

Le parti communiste joue un rôle important dans la création de l'auto-administration communiste: „il doit prendre les devants dans l'organisation de la vie intérieure du parti, payer d'exemple et servir de modèle (souligné par l'auteur) dans l'élaboration des formes les plus parfaites de l'auto-administration communiste sociale”.⁹

III. LES FORMES DE L'ÉTAT SOCIALISTE

1. *Les classiques du marxisme sur les diverses formes d'État de la dictature du prolétariat*

Pendant la courte durée de son existence, la Commune de Paris esquissa les profils du futur État prolétarien. En analysant les expériences de la Commune, Marx démontra que, durant la courte existence de la Commune, celle-ci créa une démocratie plus intégrale pour le peuple, que la démocratie bourgeoise parlementaire, car elle fit fondre les pouvoirs législatif et exécutif, instaura la révocabilité et l'éligibilité des fonctionnaires, abolit leurs privilèges; elle proclama la responsabilité des fonctionnaires devant le peuple, organisa l'armement des ouvriers, etc. Marx démontra encore que la révolution prolétarienne avait créé une nouvelle forme d'État, sans ayant avancé l'opinion que la forme créée par la Commune de Paris devait être obligatoire dans toutes les circonstances. „Les opportunistes de la II^e Internationale — écrit Lénine — acceptèrent les formes politiques bourgeoises du parlement démocratique comme la limite qu'il était défendu de dépasser et, en frappant leur front au sol, adorèrent ce „modèle” et taxèrent d'anarchisme tous les activistes tendant à la destruction de ces formes.”¹

Le Marxisme ne s'est jamais posé le but de „découvrir” les formes politiques de l'avenir et il aurait été erroné de se lier les mains en les déterminant rigoureusement. Il est bien possible de prévoir dans la théorie l'essentiel du processus, mais il n'est pas permis d'en „deviner” d'avance les formes tant que les rudiments des formes ne se soient encore manifestés. Le marxisme-léninisme posé comme condition préalable qu'en évaluant les différents phénomènes sociaux les clichés préfabriqués doivent être évités, mais il faut tenir compte des conditions historiques données dont le phénomène en question

⁸ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 477.

⁹ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 478.

¹ Oeuvres de Lénine, vol. 25. Budapest, 1952, Szikra, p. 463.

prend naissance et se développe. Afin de bien saisir le sens de ces conditions et d'en déduire les conclusions pertinentes, il faut les étudier dans l'ordre d'idées du marxiste par la méthode dialectique. La lutte de la classe ouvrière pour le socialisme se poursuit dans des circonstances historiques des plus variées et l'étude de ces circonstances est obligatoire pour les marxistes. Lénine souligna que la réponse à la question de la forme d'État ne pouvait être formelle qu'en rapport avec les conditions données.

„L'essence de la théorie politique marxiste n'a été comprise et retenue que par celui qui a compris que la dictature d'une classe ne n'imposait pas à toute société de classe en général seulement au prolétariat qui a renversé le pouvoir de la bourgeoisie, mais elle était indispensable aussi à toute la période historique qui s'intercalait entre le capitalisme et la »société sans classe«, le communisme. Les formes politiques d'organisation d'État bourgeoises sont très variées, mais leur essence est la même: d'une manière ou d'une autre, tous ces États sont au fond des dictatures de la bourgeoisie. Une immense variété des formes politiques sera créée certainement par le passage du capitalisme au communisme, mais l'essence en sera inévitablement la même: la dictature du prolétariat.”²

En généralisant les expériences des révolutions de 1905 et de février 1917 et en évoquant celles de la Commune de Paris de 1871, Lénine a trouvé la forme politique de la dictature du prolétariat dans les conseils (soviets) nés de l'initiative créatrice des ouvriers russes. En Russie les premiers conseils, ceux des délégués ouvriers, se formèrent pendant la révolution de l'année de 1905. Les bolchéviques leur attachèrent à ce temps déjà, une immense importance, car ils en saisirent les rudiments du pouvoir révolutionnaire. La force et l'importance inappréciables des conseils découlèrent du fait que les conseils étaient en effet les formes de manifestation de l'activité révolutionnaire massive et directe du peuple. Les conseils constituaient une organisation de masse politique de la classe ouvrière, inconnue à cette époque encore à l'histoire. Là où les conseils montraient une activité ferme et courageuse, ils réclamèrent la qualité d'organes du pouvoir révolutionnaire.

En développant le marxisme d'une manière active et créatrice, Lénine est arrivé à la conclusion que la meilleure forme de la dictature du prolétariat qu'elle devait épouser n'était pas la république parlementaire, mais la république des Conseils. Dans les fameuses „Thèses d'Avril” de 1917, exposées à la conférence panrusse du mois d'avril, ainsi que dans plusieurs articles écrits ultérieurement, Lénine a posé en fait qu'une forme entièrement nouvelle de l'État se développait par les conseils qui différait de toute forme politique connue dans l'histoire.³ La république des conseils a répondu à cette attente et la forme politique s'est affirmée finalement dans les cadres de laquelle la libération économique du prolétariat et la victoire intégrale du socialisme eurent lieu en Union Soviétique.

Lénine démontra une corrélation historique entre les conseils de 1917, de 1905 et la Commune de Paris. En étudiant la Commune de Paris sous l'aspect des réalités des deux révolutions russes, il en dégagera la dictature du prolétariat comme Marx l'avait saisi jadis. Restée sans lendemain réel pour différentes raisons, la Commune de Paris fut la première tentative de créer un

² op. cit. pp. 442—443.

³ op. cit. pp. 3—15.

nouvel appareil du pouvoir public, sans bureaucratie et sans appareil répressif militaire et policier.

Pendant la courte durée de son existence, la Commune de Paris fut le modèle et l'exemple de la création de l'État par le prolétariat dans laquelle une forme caractéristique de la participation des larges couches populaires à la direction des affaires publiques était déjà réalisée. Lénine démontra que, dans des nouvelles conditions historiques, sur un échelon plus élevé du développement, les conseils dénotaient les marques de la Commune de Paris, en tant que nouvelles organisations politiques.

Les conseils se distinguent surtout par le fait que, parmi tous les régimes possibles de la société des classes, ils constituent le régime le plus démocratique soutenu par les masses. Déjà au temps de leur création, les conseils tirèrent leur force du fait

1. qu'ils étaient des organisations de masse à l'ambiance la plus large,
2. qu'ils étaient des organisations de masse qui réunissaient tous les opprimés et exploités sous la direction du prolétariat,
3. qu'ils étaient les organes les plus actifs de la lutte révolutionnaire des masses,
4. qu'ils étaient les organisations directes des masses elles-mêmes, ils étaient donc les organisations les plus démocratiques.

Ayant pris le pouvoir et devenu une organisation politique, les conseils, loin de les perdre, ne cessèrent de développer les traits qui les caractérisaient comme organisations de masse du peuple travailleur. L'essence du pouvoir des conseils réside dans le fait que les conseils, comme organisations les plus révolutionnaires des masses travailleuses, ayant l'ambiance la plus large parmi les masses constituent le fondement politique permanent et homogène du pouvoir public. Les conseils réunissent à la fois les critères des organes du pouvoir public et des organisations sociales.⁴

Les conseils réunissent le pouvoir législatif et exécutif en les personnes représentants du peuple. Contrairement au parlementarisme bourgeois, les conseils constituent une forme d'organisation du pouvoir politique où les organes représentatifs sont des organes d'autorité et opérationnels à la fois. Ils constituent en effet une organisation d'État formant un tout uni,⁵ un régime dans lequel les organes suprêmes et locaux du pouvoir sont bâtis sur les mêmes bases démocratiques.

Les conseils ont les traits caractéristiques suivants: A) Le régime des conseils est caractérisé par la concentration du pouvoir, les conseils sont théoriquement les organisations exclusives du peuple travailleur, des organisations qui concentrent les pouvoirs législatif et exécutif. Grâce à cette concentration, les conseils sont les organes efficaces de la lutte pour la transformation de l'État socialiste en l'autoadministration communiste sociale.

⁴ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Budapest, 1961, Kossuth p. 445.

⁵ Cf. János Beér: A helyi tanácsok kialakulása és fejlődése Magyarországon (Formation et développement des conseils locaux en Hongrie), Budapest, 1962. Közg. és Jogi Könyvkiadó; Ottó Bihari: Az államhatalom-képviselői szervek elmélete (Théorie des organes représentatifs du pouvoir public), Budapest 1963. Akadémiai Kiadó; István Kovács: A szocialista alkotmányfejlődés új elemei (Nouveaux éléments du développement de la constitution socialiste), Budapest 1962, Akadémiai Kiadó.

Le fait que certaines fonctions d'autorité et exécutive sont séparées et renvoyées à la compétence de différents organes administratifs, ne contredit pas cette organisation comme directement ou indirectement, chaque organe d'autorité et exécutif est subordonné aux conseils.

B) La structure des conseils repose sur le centralisme démocratique, c'est-à-dire sur le principe fondamental qui réunit dialectiquement les éléments du centralisme et du démocratisme. Dans le régime des conseils le démocratisme se manifeste dans un rapport direct des masses travailleuses avec la direction politique par l'élection directe des membres du conseil et dans la volonté des masses travailleuses qui lie les conseils étant donné que les électeurs peuvent, à tout moment révoquer les membres des conseils. Le centralisme s'exprime par le fait que tous les conseils à tous les échelons, sont en rapport mutuel les uns avec les autres dans la subordination hiérarchique de leurs organes d'autorité et exécutifs. Par sa structure l'expression la plus intégrale du centralisme démocratique est le principe de la double subordination dans le régime des conseils, comme la manifestation du principe du centralisme démocratique.

Par le principe de la double subordination les organes exécutifs et d'autorité des conseils sont simultanément et doublement responsables. Dans le sens horizontal, représentant l'élément du démocratisme, ils sont directement subordonnés à leurs conseils et, par l'entremise de ceux-ci, aux électeurs. Dans le sens vertical, représentant l'élément du centralisme, ils sont subordonnés aux organes exécutifs et d'autorité respectifs des conseils supérieurs. Grâce à la subordination verticale ils sont à même de réaliser les principes directeurs de la politique de tout le peuple, alors que dans le sens horizontal ils sont capables d'oeuvrer pour la politique locale. La responsabilité de deux sens rattache les demandes universelles aux demandes locales et l'initiative centrale à l'initiative venant d'en bas. Ainsi la structure des conseils basée sur le principe du centralisme démocratique, assure le maximum de participation du peuple travailleur aux affaires d'État par la subordination horizontale des organes d'autorité et exécutifs des conseils, favorisant la libération de la force, le pouvoir d'initiative et la volonté créatrice des masses dans la lutte menée pour le régime nouveau.

Grâce à la subordination verticale des organes exécutifs et d'autorité des conseils, découlant du centralisme, il est permis que les masses soient dirigées par le régime des conseils centralement et que la conception et la ligne de conduite politique fondamentales et unies de l'édification socialiste soient réalisées (en tenant compte des particularités locales).

C) Relié dialectiquement au centralisme, le démocratisme du principe du centralisme démocratique s'exprime dans le caractère régional.

Les organes du pouvoir public peuvent être à direction unique ou collectifs. Dans le premier cas, c'est une seule personne qui décide au nom de l'État, dans le second, c'est le groupe (la collectivité) de certaines personnes qui décide par majorité (souvent par majorité qualifiée) de voix.

Le caractère collectif et le caractère individuel jouent un rôle différent dans l'État bourgeois et dans l'État socialiste bien que les deux formes de structure et d'activité des organes se retrouvent dans l'un et l'autre de ces États. Évidemment, la proportion numérique des deux méthodes et surtout

le sens et la destination de celles-ci diffèrent dans l'État bourgeois et dans l'État socialiste.

Dans l'État du type bourgeois, l'appareil du pouvoir politique est généralement organisé sur la base du centralisme bureaucratique. L'un des traits essentiels de ce régime comprend l'isolement des fonctionnaires de la société, la subordination absolue et hiérarchique de ceux-ci et le transfert du droit de décision aux organes à direction unique.

Dans ces États typiquement bureaucratiques gouvernés par des bureaucrates professionnels, la forme collective est interprétée en premier lieu comme un moyen technique et administratif (l'expédition) plus souple des affaires avec plus de compétence, et ce n'est que très rarement, à la suite de concessions arrachées de la classe dominante, que le principe collectif prend la forme d'une certaine démocratisation du régime. Dans la forme extrêmement antidémocratique de ce type d'État — dans l'État fasciste — toute manifestation du démocratisme est supprimée. P. ex. dans l'Allemagne hitlérienne, dominé par „la direction unique indivisée”, le principe collectif fut entièrement liquidé sous prétexte qu'il était opposé aux principes fondamentaux du régime fasciste.

Dans ces circonstances, il est évident que ce soit le principe de la direction unique qui est typique au régime du centralisme bureaucratique. Même l'activité des organes collectifs en est marquée qui, d'ailleurs, n'est que de nature secondaire dans ce régime.

Ce problème présente un aspect tout à fait différent dans l'État socialiste, organisé selon les principes du centralisme démocratique. Le rattachement dialectique du principe de la „subordination verticale” depuis des organes inférieurs jusqu'aux plus élevés (ce qui est indispensable dans le régime de l'économie planifiée) au principe de la „subordination horizontale” des organes à direction unique aux organes collectifs constitue l'un des critères structuraux essentiels du centralisme démocratique. Dans le régime des conseils, les organes à direction unique sont subordonnés aux organes collectifs constitués par l'élection indirecte, ceux-ci sont subordonnés aux organes du pouvoir public élus directement par le peuple et les organes du pouvoir public le sont aux électeurs. Dans le régime du centralisme démocratique, la résolution de chaque organe — qu'il soit à direction unique ou collectif est susceptible d'être contrôlée par l'organe plus proche aux électeurs, donc plus démocratique, y compris même les électeurs. Les différentes formes des organes collectifs et leurs rapports servent donc sous ce rapport d'instrument de la démocratisation du régime. Il y a donc lieu de constater que dans le régime socialiste et notamment dans le régime des conseils c'est le principe de la collectivité qui domine et agit d'une manière décisive sur les organes à direction unique. En ce qui concerne la direction unique, l'effet réciproque du facteur de la collectivité s'affirme sous différentes formes, alors que, lorsque l'organe était organisé selon les principes de la collectivité, qu'il ne faut pas confondre avec le manque de responsabilité, la responsabilité des membres de la collectivité est plus accusée. Dans le régime des conseils, la forme collective est donc la forme par laquelle les organes du conseil et les membres de la société sont rattachés les uns aux autres.

La république des conseils est donc la forme politique classique de la dictature du prolétariat, la forme, la plus développée de la démocratie nouvelle qui prend la place du parlementarisme bourgeois.

D) Le trait caractéristique suivant qui est particulière au régime des conseils là où ce régime s'étend aussi sur différentes nationalités, est l'internationalisme des conseils. Les masses travailleuses de différentes nationalités peuvent très bien coopérer dans les conseils (l'Union Soviétique en est un exemple). Le régime des conseils réunit les différentes nationalités dans une fédération unique.

2. Sur le changement des formes de l'État socialiste

Les conseils ne sont pas la seule forme politique de la dictature du prolétariat. La justesse des paroles citées de Lénine est bien mise en évidence par la constitution du régime de démocratie populaire dans nombreux pays de l'Europe et de l'Asie. Le pouvoir des soviets et le régime de la démocratie populaire sont des formes différentes de la dictature du prolétariat. Le régime populaire démocratique s'acquitte avec succès de ses fonctions de dictature du prolétariat en liquidant les éléments capitalistes et organisant l'économie socialiste; le pouvoir de ce régime prend en outre assise sur la classe ouvrière en alliance avec le peuple travailleur des villes et des villages.⁶ Les différences entre le régime soviétique et le régime de démocratie populaire s'expliquent par le fait que les deux formes de l'État socialiste étaient nées dans différentes conditions historiques. Les pays de démocratie populaire se sont formés après la seconde guerre mondiale à la suite de l'écrasement du fascisme, L'Union Soviétique avait une mission décisive dans leur naissance. Dans ces pays qui, antérieurement souffrirent sous l'oppression de l'Allemagne fasciste et du Japon impérialiste, la lutte antifasciste avait d'immenses répercussions et devint une cause nationale. La classe ouvrière se mit à la tête de cette lutte et elle rassembla autour d'elle les autres forces des travailleurs, et même la partie de la bourgeoisie qui refusa de collaborer avec le fascisme. Le front unique de toutes les forces antifascistes est né de cette lutte, qui réunit les partis et groupes démocratiques; ce front unique, profitant des circonstances favorables dues à l'écrasement du fascisme, s'empara du pouvoir. C'est ainsi que les démocraties populaires étaient nées.

La libération de l'oppression fasciste — résultat de la révolution anti-impérialiste populaire démocratique laquelle, dans plusieurs pays, a accompli aussi des missions antiféodales — a déterminé la liquidation de la domination du capital monopoleur et des propriétaires fonciers et la naissance de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Une portion de la bourgeoisie moyenne, qui prit part à la lutte antifasciste, a gardé ses positions économiques et eut sa part au pouvoir politique également.

⁶ Cf.: VIII^e Congrès du Parti Communiste de Bulgarie, Budapest 1963, Kossuth; XII^e Congrès du Parti Communiste de la Tchécoslovaquie, Budapest, 1963, Kossuth; VI^e Congrès du Parti Socialiste Unifié de l'Allemagne, Budapest, 1963, Kossuth; Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1961, Kossuth; Actes du VIII^e Congrès du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, Budapest, 1963, Kossuth.

Après la libération de l'occupation allemande de ces pays, ou de l'oppression de leur propre régime fasciste, le pouvoir a passé aux gouvernements du front populaire. Dans le premier stade de son histoire le pouvoir démocratique populaire accomplit les missions „restées en souffrance” de la révolution démocratique bourgeoise, simultanément aux missions nouvelles de la révolution socialiste.

Dans ces pays le nouveau régime était établi et la révolution socialiste devint vainqueur sous la direction du parti communiste. Au lieu d'être abandonnés à eux-mêmes, ces pays jouirent à l'époque du passage du capitalisme au socialisme de l'appui direct de l'Union Soviétique. Grâce aux conjonctures établies, les conditions de la révolution socialiste étaient réunies pour créer et développer par des moyens pacifiques la dictature du prolétariat.

Dans les pays de l'Europe centrale et sud-orientale le régime de démocratie populaire était né des luttes nationales et libératrices des fronts populaires. Dans cette lutte, à la tête de laquelle se mit le parti du prolétariat, les représentants de différents partis étaient réunies par une plate-forme commune de la lutte contre les agresseurs allemands et pour la libération nationale, y compris quelques partis bourgeois ou petit-bourgeois traditionnels. Découlant de cette situation, le régime politique à plusieurs partis, le bloc des partis qui était pratiquement inexistant en Russie soviétique était créé dans plusieurs pays de démocratie populaire. Les partis bourgeois et opportunistes qui au cours du développement de la lutte des classes choisirent la lutte contre les masses travailleuses, disparurent, là aussi, de la scène politique. Seuls les partis soutenant le programme de la réorganisation socialiste de la société se sont maintenus, ce qui a contribué à la consolidation de la position et de l'autorité des partis ouvriers. Les partis ouvriers réunissaient la majorité du peuple ce qui permit de créer dans ces pays la dictature du prolétariat.

Dans ces pays la dictature du prolétariat était donc née à la suite de la fusion des révolutions démocratiques, antiféodales et antifascistes et de leur transformation en révolution socialiste. En général, les révolutions démocratiques populaires étaient des révolutions socialistes, car elles livrèrent assaut immédiatement aux fondements du régime capitaliste. Dans les pays de démocratie populaire, les forces réactionnaires étaient incapables de déclencher une guerre civile, — entre autres — grâce à la présence des troupes soviétiques. Dans ces circonstances la nécessité de priver la bourgeoisie de son droit électoral ne s'imposait pas. L'existence de l'Union Soviétique et l'assistance aux aspects multiples qu'elle fournit aux pays de l'Europe centrale et sud-orientale permirent que le passage du capitalisme au socialisme se fit dans une dictature du prolétariat organisée en forme de démocratie populaire. Dans le domaine de l'édification du socialisme la République Populaire de la Chine et d'autres pays de démocratie populaire de l'Asie (p. ex. la Mongolie) présentent plusieurs traits particuliers.

La forme de démocratie populaire de la dictature du prolétariat comprend l'ensemble des particularités générales qui caractérisent tous les États organisés en dictatures du prolétariat après la deuxième guerre mondiale. Bien que tout ces États aient leur propre forme qui les distinguent aussi entre eux, toutes les dictatures du prolétariat nées après la deuxième guerre

mondiale appartiennent à la même catégorie. Elles se distinguent de la forme soviétique de dictature du prolétariat en ce qu'elles étaient nées autrement, en conformité aux conditions historiques particulières à chaque pays, qu'elles se développaient à une cadence différente, qu'elles gardaient, çà et là, leur caractère de front populaire et que leur régime politique était établi par des méthodes relativement plus pacifiques que celles qui s'étaient affirmées dans le premier stade du régime politique de l'Union Soviétique.

Grâce à l'appui et aux expériences de l'Union Soviétique les pouvoirs de peuple constitués après la deuxième guerre mondiale sont parvenus relativement plus tôt que l'Union Soviétique à créer leur régime socialiste. Le développement socialiste de cette dernière fut retardé dans les premières années par l'intervention et la guerre civile.

La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans s'imposa temporairement par la mission de la révolution populaire qui découlait de l'accomplissement des tâches de la révolution bourgeoise démocratique. De plus, avant qu'elle ait pu passer à la révolution socialiste, elle devait consolider et donner de l'ampleur à l'alliance des ouvriers et des paysans. Dans le premier stade du développement démocratique les fronts populaires étaient, jusqu'à un certain degré, des coalitions de partis, dans lesquelles les partis communistes avaient un rôle prépondérant et dirigeant. Mais au fur et à mesure que la dictature du prolétariat prenait de l'essor, les fronts populaires se sont transformés sensiblement et ont perdu leur caractère de coalition.

La forme d'organisation des fronts populaires varie selon les différents pays de démocratie populaire. En Bulgarie, par exemple, le Front Populaire Patriotique admet des membres aussi à titre individuel; ses organes sont élus à des réunions et des congrès.

En ce qui concerne le régime politique des États de démocratie populaire, outre le régime basé sur le front populaire, il est à relever leur trait commun et spécifique, les méthodes relativement plus pacifiques qu'ils appliquent. Par exemple, grâce à la victoire remportée sur le fascisme hitlérien et les forces fascistes alliées, les démocraties populaires européennes ont évité la guerre civile: les différentes restrictions politiques contre les exploiters ont été appliquées en général dans un cadre limité et pour une durée plus courte (leur exclusion du droit électoral).

Par suite de l'analyse historique nous avons, avant tout, relevé les caractéristiques de forme de l'État socialiste qui distinguent les différentes formations de cet État, notamment l'État socialiste soviétique de l'État populaire démocratique. Outre cette distinction, les divers États de démocratie populaire sont souvent — et à juste titre — groupés en les comparant d'après leurs formes particulières conformes à leur développement historique; Les particularités individuelles des formes d'État sont analysées surtout dans la littérature du droit public. Dans les différents États socialistes les différences de forme prennent leur origine de l'inégalité du développement antérieur capitaliste d'une part, et de certaines traditions et particularités nationales d'autre part.

En ce qui concerne la forme politique des États socialistes, nombreux sont les traits identiques, notamment: a) participations des travailleurs aux

affaires publiques, b) toutes les fonctions sont remplies par voie d'élection, toute personne officielle est révocable, obligée de rendre compte au peuple et exerce ses fonctions sous le contrôle de celui-ci; c) les organes du pouvoir public sont de véritables organes représentatifs, d) le centralisme démocratique s'affirme dans la structure et les fonctions de tous les organes du pouvoir et de l'administration publiques; e) réunion du pouvoir législatif et du pouvoir de l'exécution des lois; f) solutions justes des problèmes des minorités nationales sur la base de la coopération fraternelle des peuples, de la fédération et des formes d'organisation autonome; g) la légalité socialiste s'affirme au sein des organes du pouvoir et de l'administration, les droits et intérêts des travailleurs sont protégés; h) la forme constitutionnelle de l'État socialiste s'adapte aux missions et fonctions principales, l'État après l'anéantissement de l'ancien régime exploiteur est en mesure de mener à bonne fin ses missions et exercer ses fonctions concentrées sur l'édification de la nouvelle société socialiste.

Finalement la forme de l'État socialiste est le régime des institutions de pouvoir, sociales et politiques qui correspondent aux objectifs, aux fonctions et à la mission historique des États appartenant au régime mondial socialiste.

Dans son compte-rendu donné au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, N. S. Khrouchtchev, après avoir analysé la situation des forces progressistes du monde et relevé la grande audience des idées socialistes parmi les masses de travailleurs, a souligné que, dans certaines conditions données, le prolétariat peut s'emparer du pouvoir aussi par la voie parlementaire. „Dans les conjonctures actuelles la classe ouvrière a, dans plusieurs pays capitalistes des chances positives d'assembler sous sa direction la grande majorité du peuple et d'assurer le transfert de la propriété des principaux moyens de production entre les mains du peuple. Les partis bourgeois de la droite et les gouvernements qu'ils forment, sont renversés de plus en plus fréquemment. Dans ces conditions, la classe ouvrière, en réunissant autour d'elle la paysannerie laborieuse, les intellectuels, toutes les forces patriotiques et en battant énergiquement les éléments opportunistes incapables de rompre avec la politique de compromis des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, a toutes les chances de vaincre les forces réactionnaires et ennemies du peuple, d'acquérir une majorité solide au parlement et d'en faire l'instrument de la vraie volonté populaire au lieu de l'organe de la démocratie bourgeoise qu'il fut. Dans ce cas, cette institution, traditionnelle dans beaucoup de pays capitalistes développés, peut devenir l'organe de la vraie démocratie, celui de la démocratie des travailleurs. En s'appuyant sur le prolétariat et le mouvement de masse révolutionnaire des travailleurs, et grâce à la majorité parlementaire solide, la classe ouvrière de plusieurs pays capitalistes et d'anciennes colonies pourrait créer les conditions des transformations socialistes radicales.

Évidemment, dans les pays où le capitalisme est encore assez fort et dispose d'un vaste appareil militaire et policier, les forces réactionnaires opposent inévitablement une résistance opiniâtre. Dans ces pays le passage au socialisme aura lieu après une lutte acharnée des classes, une lutte révolutionnaire.

Quelle que soit la forme du passage au socialisme, la direction politique de la classe ouvrière dirigée par son avant-garde est une condition indispensable et décisive. Sans cette condition le passage au socialisme n'est pas possible.⁷

3. Traits communs et particuliers des éléments constitutants de la forme d'État socialiste

Les traits communs de l'État socialiste peuvent être démontrés non seulement dans les contenus économique, politique et idéologique, mais aussi dans la forme constitutionnelle de celui-ci. Il y a, en outre, lieu de démontrer des particularités distinguant les différentes formations de l'État socialiste, notamment l'État socialiste soviétique et l'État de démocratie populaire en ce qui concerne leurs formes. Les traits communs et particuliers de la forme d'État peuvent être étudiés aussi dans le cadre des différents stades du développement de démocratie populaire.

Les différences de forme dans les États socialistes sont nées d'une part de l'inégalité du développement antérieur dans le capitalisme, et de certaines traditions nationales, d'autre part. Les conséquences de la loi sur l'inégalité du développement capitaliste ont pendant longtemps un effet objectif, les traditions nationales se manifestent comme facteurs subjectifs, non seulement dans le sens que la concrétisation et le développement des formes d'État caractéristiquement socialistes prennent différents aspects, mais aussi en ce que le peuple, tout en devenant socialiste, tient à certaines de ses institutions caractéristiques. Les conséquences dues à la loi sur l'inégalité du développement capitaliste sont surmontées par le développement du socialisme, cette loi cesse de jouer ses effets et, contrairement aux tendances de développement de la société capitaliste, c'est la loi de l'épanouissement uniforme du socialisme, celle de l'intégration des conditions de production et sociales qui s'affirme comme tendance principale. Au fur et à mesure que cette tendance objective prédomine, elle exerce une influence toujours plus croissante sur le côté subjectif, y compris les formes de l'État: il en résulte que les traits communs des formes de l'État socialiste ne cessent d'enrichir dont le développement prend une ampleur toujours plus croissante. Dans le stade actuel de notre développement déjà les traits s'imposent à l'observation qui expriment le contenu politique des pouvoirs publics dans des formes d'État ayant des critères généraux et communs. Il faut souligner toutefois que les traits particuliers et individuels ne doivent pas être négligés dans la direction politique pratique non plus, surtout du fait que l'activité sociale s'exprimant en formes communs a généralement pour champ des cadres nationaux.

La conception générale de la forme de l'État socialiste doit être le point où l'investigation doit commencer. Les traits caractéristiques communs de forme et spécifiques à la fois sont examinés en comparant les différents éléments de forme de l'État. Après avoir donné la définition de la forme de

⁷ XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1956, Szikra, pp. 46—47.

l'État socialiste et l'appliquant au type de l'État socialiste, les traits communs sont identifiés qui ont été relevés dans toutes les manifestations historiques de l'État socialiste. Lorsque ces éléments identiques sont constatés, les formes de l'État socialiste sont à la fois séparées des formes de l'État bourgeois.

La forme de gouvernement des États socialistes a des traits communs et particuliers. Le trait commun de la forme de gouvernement est le caractère populaire des États. Quels que soient la forme ou le régime d'institutions établis au cours de l'histoire qui expriment le pouvoir de la classe ouvrière dans les divers États socialistes, ils ont pour commun que les institutions appelées à exercer le pouvoir sont des formules étroitement unies au peuple, élues par le peuple et exprimant la souveraineté de celui-ci, et si au cours du développement de démocratie populaire, la classe ouvrière et les classes alliées font appel, aux conceptions traditionnelles connues et appréciées auparavant déjà et les utilisent, comme c'était le cas en Hongrie du parlement ou dans la République Socialiste de Tchécoslovaquie de la personne du Chef d'État, l'institution devient l'instrument de l'expression du peuple et du socialisme. Pour ce qui est de la forme gouvernementale, il est évident que des changements nouveaux se produisent encore au cours du développement révolutionnaire; lorsqu'ils sont appréciés il ne faut pas perdre de vue que ces formes sont des formes populaires, car elles sont propres à éliminer l'aliénation de l'État et à faire la synthèse de toute l'activité du pouvoir public et des organisations sociales. Le caractère monolithique du pouvoir public s'exprime dans la forme gouvernementale: l'exclusivité des organes revêtus de la souveraineté suprême, créés dans chaque État socialiste pour l'exercice de la souveraineté dans ces formes conformes à la constitution de l'État reflétant donc aussi bien juridiquement que concrètement, le développement révolutionnaire de l'État. Il est caractéristique de la forme gouvernementale de l'État socialiste que ses organes ne sont pas des organes consultatifs, mais opératifs à la fois, composés des représentants du peuple travailleur. Grâce à leur composition personnelle et en raison de leur méthode de travail, ces organes collectifs consultatifs, opératifs et législatifs doivent être en contact très étroit avec la vie quotidienne de la société. Les formes de gouvernement socialistes sont des formes nouvelles appelées à créer la souveraineté qui, tout en ayant été créées historiquement de manières différentes grâce à leur tendance ne manquent pas de résoudre et de liquider les caractères dissemblables qui s'y rattachent. La forme socialiste soviétique est apparue sur la scène de l'histoire comme une forme entièrement nouvelle. Dans la forme de démocratie populaire, on a éliminé successivement aussi bien en ce qui concerne la composition personnelle que la destination constitutionnelle, les facteurs caractéristiques à la société bourgeoise. La thèse formulée par Marx et développée encore par Lénine sur la destruction et la liquidation de l'appareil d'État bourgeois s'applique donc aussi à la forme de gouvernement mais, conformément aux nécessités du développement historique, cette liquidation et transformation ont lieu d'une manière différente dans chacun des États socialistes.

La structure des États socialistes est également caractérisée de traits communs et particuliers. Le commun de la structure des États est la validité du principe d'organisation et opérationnel du centralisme démocratique dans les rapports des organes suprêmes et locaux du pouvoir public et le

régime de ses institutions qui s'affirme effectivement selon ce principe. La concrétisation intégrale du principe du centralisme démocratique n'est possible que dans l'État socialiste dont la thèse fondamentale prévoit une coopération entre l'État et la société qui se complètent et assistent mutuellement l'un l'autre. Les différences majeures entre les États socialistes se manifestent dans la structure interne des institutions. Malgré les grandes différences des institutions le côté institutionnel du régime se rattache à un trait de direction et, dans un sens plus large, à un trait idéologique, notamment au caractère internationaliste de l'État socialiste. Voilà ce qui permet de mettre bien en évidence les traits communs malgré la différence des institutions. C'est à ce caractère internationaliste que l'organisation a eu lieu selon les principes fédératifs dans le développement de l'État soviétique et c'est encore en générale, ce caractère internationaliste qui détermine les relations mutuelles entre les États socialistes. Il découle du caractère internationaliste que, dans les relations mutuelles entre les différents pays socialistes, des formes communes et nouvelles de l'organisation s'instituent dans la coopération fraternelle entre les nations, sans que le caractère fédératif ou unitaire des États en ait été atteint jusqu'à présent. Nous sommes d'avis que, dans le stade actuel du développement, le caractère internationaliste est le mieux exprimé par la constitution du régime mondial socialiste et que les formes d'organisation pertinentes ne restent pas sans effet sur le développement interne des formes de l'État socialiste (Conseil d'Entraide Économique, pacte de Varsovie, le système des accords bilatéraux, etc.). Un autre aspect de ce caractère international est le rapport de l'État socialiste aux mouvements ouvriers des pays capitalistes, aux mouvements anti-impérialistes de libération nationale, encore un autre les relations de l'État socialiste aux pays bourgeois; il découle du principe de l'internationalisme des États socialistes qu'ils désirent voir ces relations se développer sur la base des règles de la coexistence et de la compétition pacifiques.

Le régime politique des États socialistes révèle légalement des traits communs et particuliers. Le régime politique de l'État socialiste constitue l'ensemble des méthodes appliquées dans la révolution socialiste ainsi que les organisations politiques des pouvoirs publics et non publics appelées à transposer en réalité ces méthodes. Le parti marxiste-léniniste occupe la place du centre dans le régime politique de l'État socialiste lequel est l'expression caractéristique du régime politique dans tous les stades du développement historique. Un autre trait commun du régime politique des États socialistes est que les organes du pouvoir public (les conseils) sont des organisations de masse et des organisations sociales à la fois en exprimant ainsi l'unité politique de l'État et de la société. L'existence et les activités des syndicats et des organisations de la jeunesse représentent d'autres éléments caractéristiques du régime politique. L'existence du front populaire constitue une différence fondamentale dans le domaine du régime politique entre la forme d'État soviétique et celle de démocratie populaire; le régime à plusieurs partis est également une particularité qui caractérise la forme d'État de démocratie populaire. Parmi les méthodes de la direction politique, c'est la prépondérance du principe du démocratisme qui caractérise le mieux l'État socialiste. L'observation des principes du démocratisme socialiste est une nécessité majeure qui s'impose à l'État socialiste dans les stades du développement, elle est,

en effet, la véritable source de la force de l'État socialiste. Tout comme la démocratie la plus intégrale est représentée par un État, le démocratisme intégral s'affirme également par l'application des méthodes de pouvoir public, notamment de la contrainte physique directe. C'est l'élément fondamental de l'existence comme pouvoir public de l'État socialiste. Dans aucun stade du développement l'application de la contrainte physique directe n'est donc exclue par le démocratisme de l'État socialiste, mais ce qui est caractéristique des stades du développement, ce sont les personnes contre lesquelles, et les principes en vertu desquels cette contrainte est appliquée. Il découle de la nature des relations fondamentale entre l'État socialiste et les masses de la société que l'épanouissement du démocratisme a lieu dans les couches de plus en plus larges non seulement sur le plan administratif, mais aussi socialement; outre les instruments utilisés par la politique d'État, ceux de la politique sociale s'affirment également. Conséquemment, outre des soviets (conseils), les grandes organisations de masses et les associations réunissant les forces de la société y jouent un rôle très important. Ces dernières de concert avec les soviets et sous la direction du parti sont appelées à développer une opinion publique vraiment démocratique et à aider que les masses acceptent la démocratie et l'adoptent comme la forme sociale et politique de leur vie.

Le développement du contenu populaire universel de l'État socialiste exerce aussi une influence sur le développement des divers éléments de la forme d'État.

En ce qui concerne la forme de gouvernement, c'est la démocratisation du régime électoral des organes représentatifs de la souveraineté, ainsi que l'élargissement des formes représentatives qui occupent le premier plan. Pendant les élections le principe de la souveraineté du peuple et de la coopération des organes souverains avec la population sont garantis sous différentes formes; telles garanties sont offertes par l'extension donnée à la sphère d'attribution des réunions électorales, par le renouvellement régulier du mandat des organes dirigeants, la garantie du droit au publicité et de l'interpellation, l'extension des attributions des commissions permanents des soviets.

En ce qui concerne la structure de l'État, outre le développement du centralisme démocratique, une mission fondamentale est encore l'amélioration de la qualité des activités de l'appareil d'État, la création d'un appareil simple, qualifié, économique, opératif, exempt du bureaucratisme et de formalisme. Le perfectionnement de la structure d'État est garanti par le contrôle permanent exercé par l'État et la société, par la répression sévère de tout bureaucratisme, d'incurie et d'excès de pouvoir de l'appareil d'État. L'établissement de nouvelles garanties constitue aussi le développement progressif des principes démocratiques qui doivent s'affirmer dans l'administration. Le développement progressif du centralisme démocratique équivaut à la meilleure exécution des fonctions centrales et le développement central des activités locales. En ce qui concerne la structure de l'État, le développement du contenu populaire se fait remarquer par le fait qu'en ce qui concerne les relations entre les organes centraux et les républiques fédérales, l'établissement encore plus conséquente du centralisme démocratique marche de paire avec l'élargissement de la compétence de la juridiction des républiques fédérales et de l'efficacité plus grande de la direction centrale.

En ce qui concerne le régime politique l'attention doit être attirée sur le fait que les activités opératives des organes du parti n'en sont touchées, elles prennent même de l'extension progressivement. À côté des syndicats, de l'association de la jeunesse communiste et des coopératives, l'importance des fonctions des divers organes et associations sociaux sont de plus en plus accentuées. Il incombe à ces derniers de s'acquitter, par les moyens de la mobilisation et au moyen d'engagements acceptés spontanément des missions qui font dans le stade précédent et à présent encore des attributions de l'État. Le développement des activités spontanées des organisations sociales marche de paire avec la réduction des effectifs de l'appareil permanent des organisations — un fait exerçant une influence considérable sur l'ensemble du régime politique, car, en développant les méthodes démocratiques de la direction, le but du régime politique est de créer une organisation administrative aussi peu coûteuse que possible, capable de mobiliser les masses mais à la fois cultivée et qualifiée.

En rapport avec des traits communs et particuliers des éléments composants de la forme d'État socialiste, il y a lieu de constater ce qui suit: tenant compte de la forme de gouvernement et de la structure d'État, dans le stade actuel du développement les différences entre les différents États socialistes dans la structure de l'État socialiste ont une tendance à diminuer, comme dans chaque pays, la forme d'organisation du pouvoir des travailleurs est le régime des conseils, et l'organisation de la justice et du ministère public est fondée sur les mêmes principes dans chaque État socialiste. La tendance à diminuer les différences de formes entre les États socialistes se rattache au fait que la démocratie socialiste s'affirme partout comme principe fondamental et demande la création des mêmes institutions (la mise au profit mutuellement des expériences, aide aussi ce développement). Ce qui reste comme différence essentielle dans le domaine des différences de forme entre les États socialistes, c'est la différence de l'étendue de la démocratie socialiste, qui se manifeste comme une différence de degré.

La forme d'État socialiste exprime non seulement la différence, mais aussi le type de l'État socialiste. Elle exprime aussi la manière de constitution et les stades de développement des différents États socialistes. L'expression „république populaire” indique, par exemple, un stade du développement de l'État socialiste, une manière déterminée de la prise du pouvoir. Comparé à la „république populaire”, le terme „république socialiste” exprime une différence de degré du développement.

IV. LES FONCTIONS ET LE MÉCANISME DE L'ÉTAT SOCIALISTE

1. *Des fonctions de l'État socialiste*

Par les fonctions de l'État il faut comprendre l'ensemble des activités de l'État dans les différents domaines de la vie sociale, les activités qui sont concentrées sur l'accomplissement des missions fondamentales qui s'imposent à l'État.¹ Ces missions déterminent le contenu des fonctions de l'État, alors que les missions elles-mêmes découlent des nécessités économiques et politiques de la société. C'est en mettant en pleine lumière le contenu et l'essence des activités complexes de l'État dans les différents secteurs de la vie sociale, que les fonctions deviennent connues.

Tout État exerce des fonctions dans le domaine de la politique intérieure et extérieure. Les fonctions intéressant la politique intérieure se composent tout d'abord de la fonction du maintien de l'ordre public qui convient le mieux à la classe dominante, c'est avant tout la conservation de l'ordre des conditions sociales établies car c'est ce qui assure la domination de la classe au pouvoir. En outre, le maintien de l'ordre nécessaire pour la coexistence sociale est une autre fonction en matière de politique intérieure de l'État.² Dans les États exploiters, les classes généralement peu nombreuses possédant les moyens de production s'efforcent en premier lieu d'opprimer les classes exploitées, c'est la fonction principale de l'appareil d'État.

Dans les États bourgeois il y a lieu de mentionner de différentes méthodes par lesquelles les fonctions des pouvoirs publics en matière de politique intérieure sont exercées. Dans les pays économiquement faibles, par exemple dans les pays sud-américains, les intérêts du régime capitaliste et des capitalistes — des étrangers surtout — étaient sauvegardés jusqu'au passé récent par des régimes de gouvernement dits de „main forte” qui, sans même se couvrir d'un semblant de démocratie, s'appuyèrent directement sur l'armée et la police. La situation est différente dans les pays économiquement développés, comme dans ceux de l'Europe occidentale, ou aux États Unis, au Canada, à l'Australie, etc. Au préjudice de la classe ouvrière, des peuples coloniaux et des pays économiquement subordonnés, ces pays au XIX^e siècle ont accumulé des richesses immenses qui prenaient la forme d'industries, de développement, avec le résultat que, actuellement le niveau de vie dans ces pays dépasse sensiblement le niveau mondial.

¹ Cf.: I. V. Tchernogolovnik: *Funkcii szovetskogo gosudarstva v period razvernutoho stroïtelsstva kommounizma*. Moscou, Gosyoutzdat, 1960; par fonction, l'auteur comprend les directions fondamentales de l'activité de l'État, ce qui passe pour général dans la littérature, bien que sujet au criticisme de nos jours (par exemple, le Polonais M. Maneli en 1963 dans sa monographie sur les fonctions de l'État).

² Cf.: Marx: *Le Capital*, Budapest, 1951, Szikra, pp. 429 et sqq. Marx explique que dans les sociétés de classe les divers travaux du gouvernement comprennent aussi deux choses: l'expédition des affaires découlant de la nature de toute communauté et les fonctions spéciales nées de l'antagonisme entre le gouvernement et les masses populaires. Cf.: *Oeuvres de Lénine*, vol. 25, Budapest, 1952, pp. 413 et sqq.

Aux États Unis, au Canada ou en Australie, l'un des facteurs du développement aboutissant à l'abondance était l'occupation des vastes territoires jusqu'alors inexploités et riches en ressources naturelles, en plus, nombreux facteurs sociaux et économiques manquaient qui retardèrent le développement des pays européens. Dans ces conditions, le jeu politique adroit, les compromis conclus avec les partis socialistes révisionnistes ou réformistes, la restriction de la liberté d'action des partis marxistes, le nationalisme, etc. sont tous des éléments qui permettent de prolonger la domination des dirigeants de ces pays.³

La fonction exercée en matière de politique extérieure est dans son essence rien d'autre que la protection de l'État contre des agressions venant de la part d'autres États et la représentation des intérêts de la société (de la classe dominante) contre l'agression d'autres collectivités (classes dominantes). Les États exploitateurs courent constamment le risque d'être engagés dans une guerre. Certains facteurs et forces incitent ces États à commettre une agression et à préparer une attaque. La formation capitaliste provoque les guerres pour les marchés de placement des produits, pour les matières premières de l'industrie, pour la liberté de la pénétration du capital, pour la liberté d'exploiter les peuples des pays économiquement faibles. Dans le dernier stade de la formation capitaliste à l'époque de l'impérialisme une tendance de l'intensification des velléités bellicistes s'observe. L'impérialisme passe à la lutte pour le nouveau partage du monde, pour la défense des possessions de plus en plus réduites des pays coloniaux acquises au XIX^e et au début du XX^e siècles. Pour la bourgeoisie, la guerre et l'agression peuvent être des moyens de secours pour résoudre des problèmes intérieurs. La devise belliqueuse de „l'acquisition de l'espace vital" a permis aux dirigeants fascistes de détourner l'attention de la société du problème de la lutte des classes intérieure. Grâce au profit rentrant des colonies il est permis dans certains pays bourgeois de rehausser le niveau de vie des ouvriers métropolitains, ce qui fait diminuer la tension entre les classes.

Outre l'armée proprement dite, les différentes agences de la bourgeoisie, comme le service de renseignement, les centres de la „guerre psychologique", etc. constituent des instruments à l'aide desquels les États exploitateurs exercent leurs fonctions extérieures. Le service diplomatique de l'État est également un instrument de la politique étrangère qui contribue à consolider la sécurité de l'État par la conclusion de pactes défensifs avec des États aux intérêts politiques communs et qui cherche des alliés et des partenaires pour de futures agressions.⁴

Ces deux fonctions sont, pour ainsi dire, le minimum des fonctions de l'État, car un État ne saurait subsister s'il était incapable de maintenir un certain ordre intérieur ou d'assurer sa défense contre les agressions des voisins.

La troisième fonction qui fait en dernière analyse partie intégrale de la fonction de politique intérieure — un élément organique de celle-ci —, c'est la fonction d'organiser la vie économique, culturelle, etc., c'est-à-dire

³ Document du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1961. Kossuth, pp. 375 et sqq.

⁴ Op. cit. pp. 380 et sqq. Cf.: G. P. Zadoroshnii: Vniesniaya funkcia sovremennogo imperialisticheskogo gosudarstva. Isd. Akademii Nauk. Moscou, 1958.

la fonction économique-organisatrice et la fonction culturelle-éducatrice.⁵ Cette fonction n'était pas toujours exercée par l'État qui était loin de l'exercer toujours dans les limites si grandes. Dans les États exploités, cette fonction est incomparablement moins développée que dans les États socialistes. Ayant été comparativement sous-développé dans l'État capitaliste à l'ère de la libre concurrence, cette fonction gagnait de l'importance dans l'État capitaliste dans la période de l'impérialisme, lorsque l'État s'efforçait de s'ingérer plus vigoureusement dans la vie sociale pour contrebalancer les résultats négatifs des processus économiques manifestés spontanément dans le capitalisme.

La fonction économique-organisatrice et culturelle éducatrice apparaît très nettement dans l'État socialiste. Là, elle devient l'une des pierres fondamentales. Voilà l'origine de l'opinion simpliste, exprimée dans la littérature socialiste, selon laquelle la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducatrice ne peut être exercée par aucun État exploiteur, mais par l'État socialiste seulement, car dans les États exploités les moyens de production et toute l'économie sont entre les mains des propriétaires privés et non de l'État qui lui-même est subordonné à eux.⁶

Toujours est-il que certains États capitalistes modernes de l'époque de l'impérialisme prennent en main l'organisation d'une partie de l'économie et de la vie collective (assurance sociale, allocations sociales, etc.). L'économie toute entière n'est plus en possession privée. Dans nombreux États on peut observer l'évolution sensible de la prise en possession collective de certaines branches d'industrie.⁷ D'autre part, la fonction culturelle-éducatrice, découlant de la domination de la classe dominante en matière d'idéologie était exercée jusqu'à un certain degré, par chaque État. Cette fonction prend de l'ampleur à présent dans l'État capitaliste⁸ de conséquence de l'organisation de l'éducation publique.

Évidemment, en refutant cette opinion simpliste, il ne faut pas se jeter d'un excès dans l'autre. Il faut considérer la différence qualitative de cette fonction exercée par l'État socialiste, ce dernier étant le sujet principal de l'économie et l'organisateur de la vie publique, exécuté nécessairement et conséquemment les travaux de la planification de la culture et de l'économie. Le principe de la planification est un élément majeur de haute importance dans l'État socialiste; par contre des rudiments en apparaissent seulement dans l'État capitaliste. Dans l'État socialiste, la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducatrice devient donc une fonction principale par le fait que l'établissement définitive de celle-ci dans son ensemble ne peut avoir lieu qu'après la liquidation des classes antagonistiques.

Quelles sont les stades par lesquels le développement de l'État doit passer? Il serait le mieux de commencer l'étude de ce problème par l'exemple du premier État socialiste.⁹ L'État socialiste soviétique, constitué et déve-

⁵ Op. cit., pp. 432, 458 et sqq.

⁶ Sz. L. Ziv: *Soutchnosty i osnovnye organizatsionno-pravovye formi vozdeistviya imperialisticheskogo gossudarstva na ekonomikou (Imperialisticheskoe gossoudarstvo i kapitalisticheskoe hozyaystva*. Izd. Akad. Nauk. URSS, Moscou, pp. 36—110.

⁷ Cf. László Csapó: *Az állami monopolkapitalizmus (Le capitalisme monopoleur de l'État)*, Budapest, 1962, Kossuth, pp. 309 et sqq.

⁸ Cf. Arabotov Ju. A.: *Rol sovremenogo imperialisticheskogo gossudarstva v ideologicheskoi podavlenii narodnih mass*. Vopr. Sovr. Gos. (Prav. Burzh. Stran. Moscou, 1958, Izd. Akad. Nauk. URSS.

loppé, conformément au changement des conditions de la production et des classes, a passé par deux stades principaux dans son développement et vient d'entrer dans le troisième. Le premier stade comprend la période qui s'étendait de la Révolution d'Octobre jusqu'à la liquidation des classes exploiteuses et au moment où les fondements du socialisme ont été posés. Le début du deuxième stade était marqué par la liquidation des éléments capitalistes de la ville et de la province, par l'édification des fondements du socialisme et a duré jusqu'à l'achèvement de l'édification du socialisme. Le troisième stade, qui a commencé justement en Union Soviétique, comprend la période qui marque la victoire totale du socialisme en Union Soviétique et qui est accompagnée dans la transformation de la dictature du prolétariat en l'État de tout le peuple, il embrasse donc la période de l'édification du communisme et de l'établissement du régime socialiste mondial.

Les stades principaux qui s'observent dans le développement de l'État sont, en dernière analyse, déterminés par les changements survenus dans la vie économique du pays, dans la structure de classe de la société et dans la situation internationale. Dans l'intérêt de la minorité exploiteuse, tout État exploiteur opprime la majorité de la société composée des masses laborieuses. Quant aux États socialistes, ils luttent, surtout dans le stade initial, contre la minorité exploiteuse dans l'intérêt de la majorité, donc dans l'intérêt des masses laborieuses.

Dans le stade initial qui commence immédiatement après la victoire de la révolution prolétarienne, la fonction politique intérieure de l'État socialiste consiste en la liquidation des diverses bases des classes qui étaient au pouvoir antérieurement. En fonction des circonstances sociales données, l'activité de liquidation peut revêtir différentes formes, à commencer par l'anéantissement plus ou moins entier de ceux qui résistent les armes à la main jusqu'à l'effort de ramener au moins partiellement les classes vaincues dans la société et de les mettre au profit pour le bien du peuple travailleur.

Au fur et à mesure que le régime socialiste se consolide, la fonction politique intérieure de l'État socialiste comprend — outre le maintien de l'ordre et de la sécurité — la prévention des transgressions commises par les individus antisociaux au détriment des règles généralement acceptées de la coexistence sociale; cette fonction se limite donc dans la mesure du passage à la société sans classes à la fonction que l'on pourrait définir provisoirement comme „le minimum de la fonction politique intérieure”. Dans la mesure de la consolidation du régime socialiste, lorsque l'exercice de la fonction d'opprimer les anciennes classes possédantes cesse, le contenu de la fonction politique intérieure comprend, pour la plupart, la défense des droits et libertés des citoyens, de la légalité socialiste et de la propriété socialiste.

Un certain problème se pose du fait que l'État socialiste dispose de la plus grande partie des biens nationaux. Ces biens sont considérablement mis en péril par la déprédation et les divers abus économiques. Les forces de l'État socialiste sont engagées dans une mesure considérable par la lutte contre les actes répressibles ce qui détermine les fonctions politiques intérieures. Évidemment, la science soviétique de nos jours apporte de plus en plus d'attention sur le fait que de fonction intérieure de l'État comprend

⁹ Cf. D. A. Kerimov etc. *Obstchaya teoriya gossoudarstva i prava*. Izd. Leningradskogo Universiteta, 1961, pp. 227—247.

aussi la défense des biens des citoyens individuels contre les attaques d'éléments antisociaux.

La fonction extérieure de l'État socialiste diffère aussi foncièrement de la même fonction de l'État exploiteur. Alors que l'État socialiste défend la société de la majorité des hommes travailleurs contre l'agression venant de dehors, les États bourgeois protègent la puissance et les privilèges de la minorité exploiteuse.

L'État fidèle aux idées sociales du socialisme et au principe de l'internationalisme socialiste n'est pas intéressé dans l'annexion des territoires d'autres États. Les États socialistes apportent des résolutions à leurs problèmes intérieurs et extérieurs en organisant le mieux la vie de leur propre communauté, sans avoir recours à l'agression. Les États socialistes reconnaissent la nécessité de la coexistence pacifique, donc de la coexistence des États à différentes structures sociales et politiques sur la base de la coopération pacifique, de même que du principe de la non-intervention, donc du principe qu'aucun État ne doit intervenir dans les affaires intérieures des autres.

Selon la conception actuelle de la science soviétique, dans l'exercice de la fonction politique extérieure, l'État socialiste doit réaliser trois principes fondamentaux, à savoir :

1. poursuite d'une politique dont le but est d'assurer une paix durable,
2. poursuite de la politique de l'entraide mutuelle et de la consolidation du bloc des États socialistes, celle-ci étant la source de la sécurité contre l'agression venant de la part des États du bloc impérialiste,
3. préparation directe de la défense.

Outre ces deux fonctions, l'État socialiste exerce encore une troisième fonction notamment la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducative. Cette fonction est une fonction fondamentale qui ne se réalise intégralement que dans les États socialistes. Dans les États exploiters (p. ex. dans leur dernier type, celui de l'État capitaliste) les moyens de production, donc la majeure partie de l'économie, sont dans les mains des propriétaires privés et seulement la moindre partie est dans celle de l'État, qui, lui-même, leur est largement subordonné. Dans l'État socialiste, par contre, dans le stade avancé du développement de celui-ci, lorsque les moyens de production sont pris en propriété collective, le caractère fondamental de la fonction économique-organisatrice et culturelle-économique est déterminé, comme nous venons de le dire, par la nécessité de la planification économique et culturelle ce qui, à son tour, découle de la propriété sociale des moyens de production. Dans l'État socialiste cette fonction se manifeste immédiatement après le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, quoique, au début, dans une mesure plus modeste. Comme fonction principale, elle ne prend de l'essor qu'après la liquidation des classes antagoniques, comme les expériences de l'Union Soviétique l'ont démontré.

Tout en se posant nettement l'objectif de la création de la nouvelle base économique, l'État socialiste se fixe comme but aussi d'éduquer la société à certaines idées, en déterminant précisément les buts de la politique culturelle subordonnée aux idées.

L'éducation sur tous les échelons est organisée par l'État socialiste en permettant d'obtenir un haut degré de qualification (gratuité de l'enseignement, système de bourse). L'État socialiste assiste par des moyens matériels

les activités artistiques et l'édition des livres et, comme il exerce toute compétence en matière de l'industrie des spectacles, il a les moyens de favoriser ou d'entraver certaines tendances de la culture. L'État exerce le droit de disposition aussi en matière d'institutions scientifiques, il subventionne le développement des sciences et détermine les voies des recherches; le caractère de classe de l'État se manifeste dans cette organisation de la science. L'État socialiste prend charge aussi des multiples prestations sociales (service d'hygiène, assurance sociale, etc.).

C'est un fait qui mérite d'être mentionné que les États de démocratie populaire, bien que leur majorité soit théoriquement, plus ou moins, dans le stade correspondant au premier stade du développement de l'Union Soviétique, saisissent plus intensément l'importance de la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducatrice de l'État qu'il était considéré dans le stade analogue du développement en Union Soviétique. Cette différence dans l'appréciation de la fonction éducatrice-culturelle découle du changement de la situation historique de l'existence du régime des États socialistes et de la mise au profit des expériences obtenues dans les divers stades de développement de l'Union Soviétique.

Considérant ce qui précède, notre État exerce actuellement trois fonctions au moins, notamment:

1. l'exercice des fonctions intérieures assurant l'ordre, combattant les activités préjudiciables au régime en limitant progressivement les éléments capitalistes existant encore dans l'État;

2. la protection du territoire et du peuple contre toute agression venant de l'extérieur. Sur le champ international, cette fonction se cristallise dans la lutte pour la paix, à laquelle notre État prend part également.

3. la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducatrice qui se traduit dans le développement régulier de l'économie et de la culture.

Le dépérissement successif de la fonction intérieure de l'oppression des classes est devenu déjà réalité en Union Soviétique et s'opérera dans les autres pays socialistes également. Au fur et à mesure que le danger menaçant de la part des pays capitalistes sera réduit, le dépérissement successif de la fonction défensive extérieure s'opérera également avec le développement et l'épanouissement simultanés de la troisième fonction. Ce développement aboutira à la transformation de l'organisation du pouvoir en une organisation plus parfaite¹⁰ qui assumera la direction de la vie économique, et culturelle dans le cadre de l'autoadministration communiste sociale.

2. Sur la dialectique de la contrainte et de la persuasion dans les fonctions de l'État socialiste

a) L'essence et le contenu de la contrainte et de la persuasion.

L'État socialiste s'acquitte de l'exercice de ses fonctions par la mise en application de deux méthodes: de la contrainte d'une part et d'autre part la persuasion. Il faut donc définir le contenu de ces notions. La différence

¹⁰ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1961, 1961, p. 452.

notionnelle de la persuasion et de la contrainte se manifeste nécessairement dans les rapports entre la volonté du dominateur et du subordonné. Ce dernier peut concevoir la volonté du dominateur comme étant juste et nécessaire qui lui convient et qu'il réalise comme sa propre volonté. D'autre part, il peut la considérer comme l'émanation d'une volonté étrangère qu'il réalise tout en maintenant sa propre volonté opposée. Lorsque la volonté du dominateur pénètre la volonté du subordonné en la transformant, c'est la persuasion. Par contre, lorsque la volonté du subordonné reste secondaire en réalisant la volonté du dominateur, c'est la contrainte.

La persuasion, comme la méthode d'exercice des fonctions de l'État socialiste, consiste dans l'influence exercée par le dominateur sur la conscience du subordonné directement en l'obligeant à exécuter correctement et proprement la volonté du dominateur. Le résultat sera la perception de la volonté du dominateur par le subordonné, en effet si même le subordonné avait sa propre volonté dans une question donnée, elle disparaîtrait pour être substituée par celle du dominateur. Dans le processus de la persuasion, le subordonné adopte donc la volonté du dominateur et la réalise comme la sienne.

La contrainte, comme méthode d'exercer les fonctions de l'État socialiste, se divise en deux catégories, notamment en contrainte physique et en contrainte morale. La contrainte physique, comme méthode d'exercer les fonctions de l'État socialiste consiste dans le fait que le dominateur agit sur la personne (subordonnée) afin de faire exécuter sa propre volonté. L'effet physique comme contrainte physique produit nécessairement une réaction dans le comportement des hommes: ou bien le subordonné supprime sa propre volonté et exécute celle du dominateur, ou il est privé des possibilités de faire valoir la sienne. La contrainte morale, comme méthode d'exercice des fonctions de l'État socialiste, consiste dans l'anéantissement de la propre volonté des subordonnés pour que ces derniers exécutent la volonté du dominateur.

L'individu évite ainsi la conséquence qui surviendrait si elle n'exécutait pas la volonté du dominateur. Le subordonné a deux alternatives à en choisir: ou bien il exécute la volonté du dominateur ou bien il supporte les conséquences définies pour le cas de non-exécution. Toutefois il serait erroné de ne comprendre par contrainte morale que la menace des sanctions. Conformément à ce que les motifs amènent le subordonné à opérer un choix, les conséquences en font autant. En caractérisant la société de la communauté primitive, Engels a souligné qu'il n'existait pas de moyens coercitifs outre l'opinion de la société, mais la société pouvait bien contraindre ses membres s'ils méritaient des sanctions. La non-exécution ou la négation de la volonté du dominateur est le résultat de l'activité pratique du subordonné; lorsque le subordonné supprime sa propre volonté et exécute celle du dominateur, cela est aussi la conséquence de la volonté du dominateur afin qu'il arrive aux justes résultats de sa propre activité. Il n'est pas obligatoire que le subordonné soit directement atteint des conséquences. En rapport avec la création du désavantage social, les subordonnés peuvent avoir un caractère subjectif et objectif. Dans la société antagonique la forme la plus courante de la contrainte morale consiste dans la menace de la contrainte physique.⁴⁴

b) Relation entre la contrainte et la persuasion dans la période de la dictature du prolétariat

La persuasion et la contrainte, mises en application par l'État socialiste, sont des méthodes principales: toutefois, c'est la persuasion qui gagne de plus en plus de terrain et la contrainte physique dépérit progressivement. Avant d'avoir établi son pouvoir politique et même après la proclamation de la dictature du prolétariat, la classe prolétarienne fait appel à la méthode de la persuasion et de la contrainte pour atteindre ses objectifs politiques. Dans l'État socialiste, la contrainte doit être appliquée contre les attaques de l'ennemi de classe et contre l'indécision de la petite-bourgeoisie; dans la période de la liquidation de la classe exploiteuse l'appareil d'État est dominé de ces éléments tandis que l'application de la méthode de la persuasion ne cesse de prendre de l'ampleur. L'éducation politique des travailleurs de l'État socialiste, l'affiliation solide au prolétariat des couches alliées à la révolution, voilà ce qui permet l'application de la méthode de persuasion.

En ce qui concerne la question de joindre les deux méthodes inséparables de la contrainte et de la persuasion, pour l'exercice des fonctions de l'État socialiste, il faut noter que les activités des organes de l'État socialiste ne peuvent être en opposition avec la volonté des travailleurs, aussi l'activité de l'État socialiste se base-t-elle sur le travail éducateur de persuasion. Cependant l'État socialiste ne peut pas se passer des méthodes de la contrainte et de l'oppression, qu'il n'hésite pas de mettre en application contre toute tentative de l'ennemi à entraver le développement de l'État socialiste. Cependant cette contrainte doit être fondée sur la conviction de la majorité laborieuse, car conformément à la conscience politique et juridique socialiste, celle-ci manifeste spontanément les comportements exprimés et imposés par les lois de l'État socialiste.

Au lieu d'exclure, la persuasion présuppose l'application des mesures coercitives non seulement contre les éléments hostiles, mais aussi contre les membres indécis et indisciplinés de la société. En se fondant sur les enseignements de Lénine, des auteurs marxistes posent en fait que „c'est alors que nous avons appliqué la contrainte avec justesse et succès lorsque nous l'avons placée préalablement sur les fondations de la persuasion”.

Dans l'État socialiste l'application de la contrainte physique est nécessairement devancée par la persuasion, car les organes publics sont les exécuteurs de la volonté du peuple. L'État seul a la qualité de se prononcer sur le droit de n'importe quel organe non public d'appliquer de la contrainte d'autorité ou même de se constituer. Tout pouvoir coercitif est en dernière analyse concentré dans l'État qui a la monopole de la contrainte d'autorité, une telle contrainte ne peut donc être appliquée que par l'État, ou en son nom, par les organes de l'État, ou par un organisme non public autorisé à cet effet par l'État. L'État se réserve toutefois le droit de révoquer à tout moment cette autorisation et personne ne peut appliquer cette contrainte sans l'autorisation de l'État. Bien que tout le pouvoir soit concentré dans

¹¹ Cf. A. I. Korolev, R. E. Muskin: *Gossoudarstvo i vlasty. Pravovedenie*, 1963, No. 2. pp. 15—26.



l'État et que l'État monopolise la contrainte d'autorité, l'État cependant ne contrait pas seulement par ses moyens de sanctions, mais c'est lui seul qui a qualité de contraindre par des moyens d'autorité.¹²

La persuasion présuppose un certain degré de liberté des hommes. Il y a donc toujours une corrélation étroite entre la liberté et les catégories de la contrainte¹³ respectivement la persuasion, la contrainte et la démocratie. Dans des États et des sociétés où les hommes ne sont pas libres, la méthode de la persuasion est évidemment inutile et si son application y est quand même préconisée, ce n'est que dans un but fictif et propagandiste, visant à détourner l'attention des hommes de la réalité sociale, notamment de ce que la société et leur propre vie ne sont pas gouvernées selon leur volonté née de la persuasion. La méthode de la persuasion ou de l'éducation ne peut avoir un contenu positif et raisonnable que s'il existe la possibilité réelle et garantie par la loi que la volonté de l'individu peut s'opposer à celle de la communauté. Dans ce cas, il y a deux possibilités: 1. la volonté de l'individu ou. 2. la volonté de la communauté prédomine. Dans le deuxième cas, il est souhaitable et nécessaire que la volonté de la communauté prédomine d'une manière à permettre à chaque individu de s'y associer par sa propre conviction. A chaque collision il y a donc la possibilité d'appliquer la persuasion et la contrainte. L'État socialiste fonde son activité surtout sur la persuasion, même si la contrainte physique est appliquée finalement. La contrainte comme méthode politique n'est pas appliquée dans l'intérêt de la liberté générale, mais en premier lieu pour atteindre certains buts demandés par la communauté et considérés comme bons. L'application de la contrainte est en accord avec les règles morales si elle est pour le développement et le bien de la société, ne porte atteinte et ne s'oppose pas à la volonté de celle-ci. Dans les conditions du socialisme, la contrainte physique, si utile qu'elle soit pour le bien de la communauté et dans l'intérêt du progrès, n'est appliquée que dans le domaine le plus étroit et, comme nous venons de le dire, fondée sur la persuasion.

Le moyen décisif de former et d'éduquer la personnalité ou l'individu consiste dans la persuasion et il est impossible d'atteindre ce but par la contrainte dans la mesure souhaitable; en effet, aucun pouvoir ne peut l'atteindre par la contrainte. En matière de l'éducation, la contrainte a de l'importance à où il faut contrebalancer ou supprimer certains excès qui sont en opposition avec les intérêts de la société. La contrainte sera donc mise en application là où l'intérêt de certains individus ou de groupes est en opposition avec les intérêts de la majorité de la société, de la classe dominante ou des détenteurs du pouvoir, et compromet l'ordre établi, ou le développement ou la stagnation désirés par la classe dominante.

Dans la société socialiste l'application de la contrainte n'est possible que par la persuasion, car le but de l'État n'est pas l'anéantissement de ses op-

¹² Cf. G. I. Petrov: Szovjet államigazgatási jog (Droit administratif soviétique), Budapest, 1963, Közg. és Jogi Könyvkiadó, pp. 292—345.

¹³ Cf. György Antalffy: A társadalmi szervek szerepének elvi alapjairól (Sur les bases de principe du rôle des organes sociaux). Magyar Jog, 1961, No. 11.

posants, mais la rééducation de ceux-ci pour les gagner à la cause de l'édification du socialisme. La contrainte ne doit donc être appliquée qu'entre des limites strictes et seulement dans le cas où il n'y a aucun moyen à la persuasion ou lorsque l'efficacité de la persuasion n'est pas assurée.

Dans les conditions du socialisme c'est l'État qui exerce les moyens de contrainte au nom du peuple entier, mais les organisations sociales exercent aussi de la force et ont des moyens coercitifs, la société peut donc aussi prendre des mesures qui sont indépendantes du souverain et qui, le cas échéant, peuvent être efficaces et jouer leurs effets à l'égard de ceux qui ont provoqué l'application de la contrainte. Dans la société socialiste le pouvoir s'affirme donc dans son sens général, et non dans le sens politique seulement, dans l'ensemble des conditions sociales. Il en découle que certaines personnes et, peu à peu, tous les membres conscients de la société ont le droit et la possibilité de limiter les opposants de la société. La domination est l'exercice du pouvoir institutionnalisé qui est évidemment la sphère d'activité de personnes déterminées plus étroitement et qui aboutit dans la société à la transformation des groupes des dominants et des dominés.

Le pouvoir, dont la notion comprend les moyens de la coercition, est une catégorie plus large que la domination et n'est pas lié, dans le sens général, à l'institutionnalisation, dont il découle que l'exercice du pouvoir est possible avant la constitution de l'État. Ainsi la contrainte a aussi sur le plan social un cas particulier qui ne peut être identifié avec la contrainte exercée par le pouvoir public.

Considérant le développement historique de l'État socialiste, la particularité de celui-ci réside dans le fait que, dans les sociétés antérieures de classes, la prise de pouvoir des classes fut accompagnée d'une déclaration de libertés aux limites plus étendues, et les mesures de la coercition publique ont été comprises dans les limites plutôt étroites; à fur et à mesure de son développement et de sa consolidation, l'État socialiste fait appel toujours moins à la contrainte et à la dictature et ceci, dès le début, conjointement avec la persuasion, alors que les États de classes précédents pratiquaient les moyens de coercition d'une manière toujours plus intense, en faisant ignorer presque entièrement la méthode de la persuasion. Avec le développement de l'État socialiste la persuasion prend de plus en plus de l'importance, et ce développement marche de paire avec l'élargissement et le perfectionnement de la base de masse de l'État et avec l'intéressement des travailleurs dans la vie publique et dans la gestion des affaires sociales sur un terrain de plus en plus large. Après avoir créé un vaste réseau d'organisations sociales et intéressé les travailleurs aux affaires publiques et comme résultat des activités de coordination et de direction du parti, l'État socialiste fait appel toujours moins à la contrainte; son activité économique-organisatrice et culturelle-éducatrice ne cesse de gagner toujours plus nettement de l'importance, contrairement à l'État bourgeois qui, par sa nature même est condamné à exercer les fonctions du gendarme.

Avec l'établissement des conditions de production socialiste, l'État socialiste assure une telle liberté à la société et une telle égalité aux membres de la société qu'aucune des formations économiques et sociales du passé n'ont pu atteindre et c'est précisément à cause de la liberté des hommes.

que la mise en application des moyens de la persuasion sur une large échelle gagnera de l'évidence. L'État socialiste connaîtra d'abord un stade de consolidation puis il dépérira, conséquemment il doit élargir sa base de masse de plus en plus pour être à même de s'acquitter de ses fonctions. Ainsi, la sphère d'application des mesures coercitives ne cesse de diminuer nécessairement, car aucune formation d'État n'était encore capable de se procurer l'appui spontané des citoyens; par contre, si l'État représente des intérêts qui sont ceux de la majorité écrasante de la société et que la population est informée de cette identité d'intérêts, l'État jouira certainement, d'un appui toujours plus solide de la population conformément à la consolidation de l'unité politique et morale de la société, ses intérêts seront donc les mêmes. Conséquemment le travail éducatif de persuasion et d'information de plus en plus efficace, grâce auquel l'autoadministration sociale, prenant la place des pouvoirs publics, pourra s'affirmer.

c) Nouveaux éléments des rapports existant entre la contrainte et la persuasion dans la période de l'édification du communisme

Les rapports entre la contrainte et la persuasion mises en application par l'État socialiste de tout le peuple révèlent de nouveaux éléments.¹⁴ Comparée à l'application de la contrainte la mise en application de la méthode de persuasion n'est possible directement que dans une société où il n'y a pas de classes ou de couches à intérêts antagoniques. Lorsque l'édification du communisme prend de l'essor il y a aussi entre les individus et les organisations des contradictions de nature non-antagoniques, mais celles-ci sont susceptibles d'être coordonnées et peuvent être résolues grâce à la persuasion que les organes de l'État et les organisations de la société mettent en application conjointement ou séparément.

Le contenu de l'activité des organes de l'État socialiste de tout le peuple ne peut aller à l'encontre de la volonté des travailleurs, aussi la base fondamentale de cette activité est-elle le travail éducatif de persuasion. Au lieu de l'exclure, la persuasion présuppose l'application des mesures coercitives non seulement contre les éléments hostiles, mais — là aussi — contre les membres indécis et indisciplinés de la société. Cependant, il est indispensable que l'application de la contrainte soit fondée sur la conviction de la majorité laborieuse, car cette majorité exécute spontanément, par sa conscience socialiste politique et juridique les obligations exprimées dans les lois de l'État socialiste de tout le peuple.

L'État socialiste de tout le peuple se distingue de l'État de classes non seulement par sa méthode de travail, mais aussi par son mécanisme. La persuasion et l'éducation sont les principaux moyens de l'État socialiste pour atteindre ces buts. L'activité des organisations, des associations et des communautés sociales se distingue de plus en plus nettement à côté de celle des organes du pouvoir public.

¹⁴ Cf. Bp. Kravtsov: Sovetskoe obščtenarodnoe gosudarstvo. Vopr. pol. organ. sovet. obšč. Moscou, 1962. pp. 3—44.

La sphère d'application et l'importance des règles de la morale prend de l'ampleur dans la coexistence sociale qui est l'un des facteurs les plus significatifs pour les travailleurs toujours plus développés et pour les forces qui retiennent les comportements antisociaux. La consolidation et le développement de l'État socialiste marchent de paire avec l'épanouissement de la démocratie socialiste en ce qui concerne les rapports entre les organes de l'État de tout le peuple et les masses. Les masses notamment se sont de plus en plus convaincues que leur État est le meilleur et le soutiennent par leurs actes. Le haut degré de la conscience communiste des citoyens rend l'application de la contrainte physique inutile dépourvue de sens. Dans le communisme arrivé au sommet du développement, comme disait Lénine, les hommes prendront l'habitude à observer les règles de la coexistence sociale sans la contrainte physique ou sans l'appareil coercitif donc sans l'État. Grâce à la consolidation progressive de l'État socialiste et l'évolution qui s'opérera dans la conscience des masses aussi bien la possibilité que la nécessité de l'application de la contrainte physique seront de plus en plus réduites. Cette évolution s'affirmera surtout dans le stade de l'édification en grand du communisme. Cela ne signifie pas en principe que la contrainte ne sera pas appliquée contre ceux qui violent la loi socialiste ou méprisent les règles de la coexistence sociale socialiste, dans la lutte contre la délinquance ou contre les violateurs d'autres règles de la coexistence sociale. L'application des moyens de contrainte est d'autant plus nécessaire contre les criminels, car si ceux-ci sont opposés aux buts et intérêts du peuple travailleur, les actes criminels comme le meurtre, la violence, etc. doivent être punis très sévèrement pour que la loi puisse exercer son rôle éducatif et préventif sur les membres de la société à propos même d'un acte indésirable à la société. La chose essentielle est que les formes sous lesquelles les mesures coercitives sont appliquées varient même suivant les cas d'actes donnés, en tenant compte du rôle éducatif croissant des collectives. Dans tous les domaines des comportements antisociaux l'effet déterminé par la société devient toujours plus important. Comme résultat de l'élargissement de la base sociale et politique, l'État socialiste de tout le peuple est capable de s'acquitter de ses fonctions de plus en plus efficacement: le maintien de l'ordre légal socialiste et la défense de la propriété socialiste, des fonctions donc qui sont les conditions primaires du développement ultérieur de la démocratie socialiste, et grâce à laquelle sont devenues possibles. Le XXI^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a imposé aux organes de la justice, aux tribunaux, au ministère public, à la milice, aux associations sociales et à tous les citoyens soviétiques le devoir de lutter contre tout acte portant atteinte aux règles de la société socialiste et contre tout reliquat du régime capitaliste. La lutte contre les comportements antisociaux et leur prévention constituent la mission primordiale de toute la société. La diminution de la sphère d'application de la contrainte physique surtout de la part des organes publics se traduit dans le transfert des fonctions de l'État aux organisations sociales, particulièrement en ce qui concerne l'activité relative à l'observation des règles de la coexistence socialiste; dans ce domaine les tribunaux de camarades et d'autres organisations volontaires ont une importance de plus en plus grande grâce à leur activité plein d'intérêt pour la défense de l'ordre social et pour la pro-

tection des droits des citoyens en coopération avec les organes des pouvoirs publics.

L'État socialiste de tout le peuple fait une unité avec la population et exprime les conditions du pouvoir découlant des conditions réelles qui sont dominées par le peuple et qui s'affirme dans la production et dans la politique. L'État, expression de la volonté du peuple entier¹⁵ s'efforce aussi d'assurer les intérêts sociaux par le droit socialiste de tout le peuple qu'il a établi par la suppression de l'égoïsme, du manque de responsabilité, de l'individualisme outré et d'autres formes du comportement antisocial, à ce que tous les membres de la société prêtent leur concours pour le bien des intérêts et avantages communs, ce qui détermine finalement le caractère de la contrainte appliquée par le droit socialiste. Le caractère des mesures coercitives ne révèle pas la manifestation d'un pouvoir public aliéné détachant l'individu de la société et du développement de celle-ci et opposant à l'essor libre de la personnalité, mais exprime les lois objectives du développement social qui font justement l'essentiel du droit socialiste.

La contrainte de l'État socialiste de tout le peuple est appliquée pour assurer l'évolution sociale objective, pour déterminer le comportement des hommes qui correspond aux intérêts de la société et pour amener les hommes à l'exercice socialiste de la liberté.

3. Du mécanisme de l'État socialiste

Grâce au terme „mécanisme de l'État” cette organisation particulière caractéristique de l'État s'exprime d'une manière claire comme instrument de la domination politique. En effet, le mécanisme est l'organisation à l'aide de laquelle les activités quotidiennes de l'État sont réalisées dans la pratique.

Les termes „mécanisme” ou „appareil” indiquent que l'État se compose de plusieurs parties dont chacune a sa propre fonction et sa structure, se trouvant dans un rapport déterminé avec les autres parties et constituant un ensemble uni avec celles-ci.

Le terme „mécanisme” indique aussi que l'État en „mécanisme” indique aussi que l'État, en tant qu'organisme est dans son ensemble, un moyen pour atteindre les buts fixés par ceux qui ont le droit de disposer de ce mécanisme et le dirigeant.

L'État socialiste, lui aussi, se compose d'une manière complexe, d'un nombre de différents „vis”, „roues”, „leviers” et „engrenages”. Ce sont les différents organes, organisations et institutions de l'État, avec leurs fonctions personnelles et matérielles. Dans leur ensemble ils constituent le mécanisme de l'État fonctionnant dans l'intérêt des classes dominantes de ce pays et en exécutant la volonté de celles-ci.¹⁶

L'étude poussée du mécanisme de l'État socialiste est une chose très compliquée. Nombreuses branches de la science s'occupent de l'étude des différents aspects et organes du mécanisme de l'État, notamment le droit

¹⁵ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1961, Kossuth, p. 444.

¹⁶ Cf. D. A. Kerimov, op. cit., pp. 56—67, 205—217.

constitutionnel, le droit administratif, le droit fiscal, etc. Il incombe à la science de la théorie du droit public de formuler les caractéristiques en général du mécanisme de l'État et de révéler les lois de son développement.

La théorie du droit public ne s'occupe que des caractéristiques principales et de la division principale des organes de l'État socialiste.

Les organes de l'État socialiste sont divisés d'après la théorie du droit public marxiste-leniniste de la manière suivante: organes du pouvoir public, organes de l'administration publique, organisation de la magistrature assise et debout.

On sait que la théorie du droit public socialiste fait la distinction entre la notion de l'appareil de la dictature des classes et de l'appareil d'État, la première n'est pas identique à la seconde mais a une acception plus large que celle-ci.

L'appareil de la dictature de classe se compose notamment de beaucoup plus d'éléments que l'appareil d'État, parce que la classe dominante ne dispose pas des organes de pouvoir public seulement mais il a un nombre d'institutions politiques, p. ex. parti, syndicats, associations sociales, et dans certains régimes, des institutions ecclésiastiques et aussi d'autres. L'appareil de la dictature du prolétariat, par exemple, comprend le parti marxiste et d'autres organisations sociales et politiques, ainsi que l'appareil d'État proprement dit qui est le détenteur des moyens du pouvoir, c'est donc lui qui fait les lois et applique la contrainte.

En ce qui concerne le mécanisme d'État qui est l'appareil d'État proprement dit, il se compose des organes du pouvoir public qui sont des institutions définissables, ainsi que d'institutions auxiliaires (bureaux, chancelleries) qui préparent et organisent l'exécution des résolutions des organes (par exemple, le ministre est l'organe qui prend la résolution et le ministère est le bureau auxiliaire mise à la disposition du ministre).

Qu'est ce que c'est donc que le mécanisme d'État? Le mécanisme ou l'appareil d'État est l'ensemble de tous les organes publics dont la structure et l'activité sont déterminées par la loi.

Qu'est ce que c'est que l'organe public? En termes généraux, il fait partie de l'appareil d'État, une personne ou une groupe de personnes.

Est appelé organe public toute personne ou groupe de personnes dont l'activité déterminée a la qualité d'activité publique. Cette définition pourrait être nommée une définition sociologique.¹⁷

Qu'est ce l'organe public pris juridiquement? Une partie distincte de l'appareil d'État (unité d'organisation) destinée à exécuter les fonctions publiques définies par le droit, en appliquant les moyens dérivés du pouvoir suprême (*imperium*) de l'État¹⁸

Cette définition comprend trois éléments: séparation d'organisation, attributions, exercice des fonctions par les moyens dérivés du pouvoir public.

La notion homogène du pouvoir public se différencie donc suivant la structure du mécanisme d'État et de ses différentes parties nommées organes.

Les organes publics peuvent être très variés. La classification générale des organes publics peut être essayée mais il ne faut pas perdre de vue que

¹⁷ Oeuvre de Lénine, vol 7. Budapest 1953, Szikra, p. 267.

¹⁸ G. I. Petrov: O ponyatii organa gosudarstvennoj vlasti v SSSR. Vessnik Leningradskogo Universiteta, 1956, No. 5.

toute division schématique de la structure intérieure du pouvoir public n'est qu'artificielle et qu'aucune classification n'est capable d'effacer le caractère de classe des fonctions publiques.

Les organes publics peuvent être classifiés de plusieurs manières.¹⁹ Du point de vue scientifique, la classification fondée sur l'examen étudiant la formation des organes publics dans leur rapport historique paraît être la meilleure, permettant d'exposer, dans le cadre des différents types d'États, les causes de la création et la suppression de certains organes. Jusqu'à présent, des études pareilles n'ont pas encore été effectuées systématiquement dans le domaine de la science socialiste, mais ils sont souhaitables dans le domaine de la théorie du droit public marxiste. D'autre part, la classification statique peut être donnée qui est une classification empirique car elle est basée sur l'étude des organes publics donnés avec une existence réelle dans les différentes formes d'État, surtout dans la forme capitaliste et socialiste et dans quelques autres types antérieurs. Outre sa portée théorique, cette classification ne manque pas d'une certaine importance pratique.

Cette classification des organes publics peut se faire sous trois rapports, à savoir:

1. selon leur structure (morphologie), durée de temps et manière de constitution,
2. selon leur compétence,
3. en tenant compte de leurs relations mutuelles.

ad. 1. En tenant compte de la structure des organes, ils peuvent être divisés comme suit:

a) organes composés d'une ou de plusieurs personnes; ils sont alors des organes à une personne ou organes collectifs (ministre — conseil des ministres);

b) organes permanents et périodiques. Dans la classification il faut considérer le fonctionnement de l'organe s'effectuant par sessions ou continuellement. (Le parlement est un organe périodique.)

c) organes primaires et secondaires. Sont appelés organes secondaires ceux dont la fonction exige la coopération d'autres organes, et organes primaires ceux qui se constituent exclusivement d'après les lois (p. ex. parlement, conseils départementaux, cantonaux — organes primaires). Cette division peut être substituée par une autre, en distinguant les organes constituants des organes constitués.

ad. 2. D'après la compétence les organes se divisent comme suit:

a) Ils se divisent selon le contenu de leur compétence, ils sont alors d'organes civils, militaires, administratifs, judiciaires, etc.

b) Ils se divisent en organes ordinaires et spéciaux. Ils sont des organes spéciaux lorsque la création de l'organe demande une circonstance extraordinaire. Dans ce cas, l'organe est investi d'une autorité spéciale (p. ex. la nomination d'un commandant suprême en cas de guerre). Sont, par contre, organes ordinaires ceux dont l'existence et l'activité sont indépendantes des circonstances extraordinaires.

¹⁹ [P. S. Romashkin: *Teorija Gossoudarstva i prava*. Moscou. 1962, pp. 294—307. Cf. H. Groszyk: *Geneza i istota centralizmu demokratycznego*. Annales. Lublin. Sec. G. Vol. IV. 1957.

c) Organes prenant des décisions et organes consultatifs. Les premiers décident de la création d'un document donné. Les organes consultatifs sont ceux dont l'opinion n'oblige pas les organes qui forment des décisions.

d) Considérant la compétence de fond, les organes se divisent en organes de disposition — ceux qui créent les normes, et en organes exécutifs qui déploient leur activité dans le cadre des normes créées.

e) Lorsque l'activité de l'organe est dirigée à émettre un décret, lorsque l'organe exerce une fonction publique, c'est un organe créateur de décret. Il y a des organes qui contrôlent l'activité des organes exécutifs, ce sont des organes contrôlant l'exécution des décrets.

f) Si la loi permet à un organe d'avoir à sa disposition un autre organe pour l'exercice de ces fonctions, c'est un organe de compétence propre et l'autre un organe suppléant. L'organe suppléant peut être permanent ou créé ad hoc.

g) Organes centraux et organes locaux. Les organes centraux sont ceux dont la validité des décrets émis s'étend sur tout le territoire de l'État et les organes locaux sont ceux dont l'activité est limitée à un certain territoire.

ad. 3. En fonction de leur rapports mutuels, les organes se divisent comme suit:

a) Il faut définir tout d'abord, la notion de l'organe suprême. Si un organe exerce une influence décisive sur la vie publique, s'il imprime une direction à tout l'appareil d'État et décide des fonctions de l'État, c'est un organe suprême (p. ex. la Constitution déclare que le Parlement contrôle le gouvernement et détermine la direction de la politique).

b) Organes indépendants et non indépendants. Les organes indépendants sont ceux dont les normes ne peuvent être abrogées ou modifiées par d'autres organes. Les organes non indépendants sont ceux, dont les normes peuvent être abrogées ou modifiées par d'autres organes et qui sont liés par des instructions directrices détaillées.

En faisant usage de cette division, il peut être constaté au cours de l'examen des organes existants que les organes peuvent être classifiés de différentes manières. En Hongrie, par exemple, le parlement est un organe collectif, suprême, indépendant, etc. Le ministre est un organe à une personne et membre d'un organe collectif à la fois (du conseil des ministres).

Cette classification n'est pas complète et ne saurait exposer la substance de classe du mécanisme d'État, mais elle rend familiers la structure de l'appareil du pouvoir. Il est à noter encore que dans les régimes exploités et notamment dans le régime capitaliste l'appareil du pouvoir était développé par la division des organes, et ces divisions ont obnubilé ainsi le caractère de classe du pouvoir. Dans l'État capitaliste, par exemple, il n'est pas nettement déterminé lequel des organes est l'organe suprême. D'autres exemples en sont fournis par les différentes théories sur la société et les électeurs que la science bourgeoise considère souvent comme organes. Dans ce cas, la science bourgeoise rejette, pour ainsi dire, la responsabilité de la ligne de conduite et la politique de l'État sur l'organe électoral dont la notion n'est pas déterminée suffisamment. C'est la terminologie qui est employée, par exemple, par Jellinek qui oppose une sorte d'organe électoral à la monarchie.

Dans l'État socialiste l'organe suprême est directement déterminé et l'appareil d'État entier fonctionne sur les quatre échelons suivants: organes du pouvoir public, organes exécutifs-disposant, organes administratifs, organes de la justice et du ministère public. Le plus important des échelons est le premier dont les organes sont constitués directement par les élections. La division citée est une division fondamentale enregistrée par les constitutions des États socialistes.

V. L'ÉTAT SOCIALISTE ET LES ORGANES SOCIAUX

1. *Les caractéristiques principales des organes sociaux*

Les forces de classe détenant l'État socialiste exercent le pouvoir par l'entremise de l'État socialiste, comme par celle d'un système d'organisations; en plus, elles créent toujours des formes sociales et des organisations par lesquelles elles dirigent (le parti, etc.) appuient et influencent (p. ex. syndicat, organisations de la jeunesse, associations, etc.) et contrôlent l'appareil d'État créé, notamment les organisations du pouvoir et de l'administration ainsi que leur activité. En effet, ces organes sociaux (p. ex. le syndicat) s'acquittent dans certains cas directement de quelques fonctions publiques — leur rôle change et augmente en importance. Comprenant la société socialiste, donc la grande majorité de ces classes et couches, il y a des formes multiples et un vaste réseau des organisations sociales dans la société socialiste. Toutes les organisations sociales sont de différents échelons des organes publics et contribuent à l'accomplissement de leurs devoirs,¹ c'est ainsi que s'effectue la participation des citoyens à l'administration des affaires de l'État socialiste, dans la direction de l'État, dans la désignation de ses objectifs et de ses formes d'activité.

Différentes sortes d'organisations et de groupes d'organes sont comprises dans le cadre des organisations publiques et sociales. Selon une opinion généralement répandue, la marque distinctive la plus importante qui différencie les organisations sociales des organes publics dans toute formation sociale est que durant l'existence de l'État il y a toujours la possibilité d'appliquer la contrainte publique. Toutefois, il convient de préciser cette constatation, car, qu'il s'agisse de l'État antique de l'Orient, de l'Hellade ou de l'antique Rome, on ne saura guère ne pas remarquer que l'État n'avait pas le monopole de la contrainte autoritaire.

Les formes de l'organisation sociale du pouvoir (mécanisme des organisations sociales) sont des organisations constituées spontanément, qui dirigent, soutiennent, influencent et contrôlent les organes du pouvoir public. Les partis politiques aussi bien que les associations productrices et culturelles, les coopératives, les syndicats sont semblables qui s'encadrent dans le mécanisme à l'aide duquel le pouvoir politique de la classe dominante est réalisé.

¹ Beér—Kovács—Szamel: Magyar államjog (Droit politique hongrois). Budapest, 1960, p. 144.

Cette constatation se rapporte à tous les États qu'ils soient du type socialiste ou exploiteur.

Les relations entre la société et l'État socialistes et les organes publics et les organisations sociales se rapportent aux questions de la démocratie, notamment de la démocratie socialiste, du côté de l'État et de la société,² alors que la démocratie socialiste découle précisément du démocratisme économique, comme une demande de la méthodologie.

La démocratie socialiste (celle du prolétariat comme celle du peuple entier) considérée en général et dans ses objectifs diffère de la démocratie bourgeoise en ce que cette dernière est destinée essentiellement à assurer la domination de la minorité sur la majorité, alors que la question capitale de la démocratie socialiste est d'assurer le pouvoir réel des grandes masses du peuple, des ouvriers et de la paysannerie et non seulement de déclarer mais aussi de réaliser ces droits. C'est donc la participation au pouvoir, la sauvegarde effective des résultats (produits) du travail social qui distingue foncièrement la pouvoir du prolétariat de la démocratie bourgeoise. Ce pouvoir permet la libération effective des masses de toute oppression physique, économique, spirituelle et de conscience. La démocratie du prolétariat réalise la démocratie précisément en faveur de la majorité, des masses opprimées et exploitées jadis, et en assure la participation au travail du pouvoir public, à la direction de l'appareil d'État et au gouvernement³ Dès lors, l'organisation publique du prolétariat permet et facilite la participation des travailleurs à l'exercice du pouvoir non seulement par les règlements juridiques mais aussi par les formes appropriées de l'organisation.

Grâce à la victoire de la révolution socialiste, un État de type nouveau s'est donc constitué, l'État des ouvriers et paysans laborieux, de tout le peuple travailleur. Considérant le contenu des tâches et fonctions de l'État, elles sont foncièrement changées, mais — surtout dans la période après la prise du pouvoir — leur variété et leur importance imposent le maintien de l'État comme organe coercitif. „... il existe une panacée pour multiplier dix fois notre appareil d'État tout d'un coup, des moyens dont aucun État capitaliste n'a pu et ne pourrait disposer. Cette panacée, c'est la concours dans le travail quotidien de l'administration publique des travailleurs et de la paysannerie pauvre.”⁴

La démocratie socialiste est inséparable du problème de centralisme démocratique, du principe de structure et de fonction des organisations publiques et sociales. La révolution socialiste du prolétariat, ayant lieu comme résultat de son développement historique, ne peut remporter la victoire que grâce à la direction du parti, sur la base du centralisme démocratique, car la prise en possession sociale des moyens de production et la consolidation du pouvoir ne sont possibles qu'avec une direction centralisée et systématique, réalisant les intérêts de la société entière, partant des initiatives locales et se fondant sur la constatation réelle des conditions données. Se développant d'abord dans le parti-même, le centralisme démocratique en fait l'avant-garde consciente et bien organisée des travailleurs et lui vaut une influence

² Szabó, Imre: A szocialista jog (Le droit socialiste) Budapest, 1963.

³ Lénine: O privlitchenii mas k oupravleniyu gossouodarstvo. Moscou, 1962, p. 101. vol. 26.

⁴ Lénine: Oeuvres, vol. 26. Budapest, Szikra, p. 98.

décisive; grâce à la dictature du prolétariat, après la prise du pouvoir par la classe ouvrière, il réalise ces principes d'organisation aussi dans la vie sociale. Par l'analyse de l'évolution sociale il est démontré que le centralisme démocratique répond parfaitement aux conditions de vie, se développant et changeant au cours de l'édification du socialisme. Pour le parti, les organisations sociales et l'État, le centralisme démocratique est donc l'un des instruments les plus importants de l'édification du socialisme, par lequel la classe ouvrière dirigée par le parti, ainsi que toute la société se développent sur la base de la propriété sociale des moyens de production et assurent le rapprochement successif de l'État et de la société. En effet, l'édification du socialisme est inséparable du développement de la conscience sociale, ainsi que du rapprochement de l'État et de la société. Selon Lénine „le démocratisme et le centralisme sont en rapport avec le peuple, avec les travailleurs et les exploités, et ce rapport est souple et élastique. ... Comme les soviets sont rapprochés du peuple travailleur, ce fait créa les formes particulières de la révocation des délégués et de la critique venant d'en bas; des formes qu'il faut développer maintenant avec une attention redoublée... Rien de plus stupide que de vouloir transformer les soviets en institutions fossile et fermées. Il faut entrer en lice pour établir le pouvoir inflexible de la main forte, la dictature de certaines personnes en ce qui concerne certains procès du travail, dans les cas spécifiés des fonctions strictement exécutives, les formes et méthode du contrôle venant d'en bas doivent être d'autant plus variées pour rendre complètement impossible la défiguration du pouvoir soviétique et pour nous permettre d'extirper infatigablement l'herbe folle qu'est la bureaucratie.”⁵

La détermination des critères essentiels des organisations sociales est la condition de l'analyse plus approfondie de celles-ci.

Les organisations sociales se constituent spontanément, conformément aux intérêts des travailleurs, afin de développer l'activité spontanée des organisations et l'activité politique des masses. Les organisations sociales sont donc des organisations constituées spontanément, pour l'activité spontanée et servent conséquemment à promouvoir l'activité des masses populaires⁶ Ces formes d'organisations ne sont pas dérivées inévitablement des formes des organes publics, il est même possible qu'elles soient constituées préalablement, comme p. ex. les soviets qui étaient constitués comme organisations sociales et se transformèrent plus tard en organes publics. C'est ici qu'il convient d'attirer l'attention sur une des particularités de la différence entre le régime des soviets et des conseils, c'est-à-dire entre les régimes soviétiques et de démocratie populaire. Comme il a été dit, les soviets étaient constitués comme organisations sociales, se transformèrent en organes publics après la prise du pouvoir, pour perdre successivement leur caractère public au cours de l'édification du socialisme et devenir les formes d'organisation de l'auto-administration sociale. Ceci n'est pas une „retransformation”, mais une forme qualitativement nouvelle et supérieure de l'organisation sociale, offrant en même temps un exemple de la dialectique de la vie. De l'action mutuelle de la thèse (soviet: organisation sociale) et de l'antithèse (soviet: organe public) la synthèse est née, c'est-à-dire l'organisation de l'autoadministration

⁵ Lénine: Sur la démocratie. Budapest. 1957, p. 72.

sociale comme l'organisation de la formation sociale et économique à l'échelon le plus élevé. Par contre au cours du développement de démocratie populaire (ce qui est valable avant tout à la Hongrie) le régime des conseils n'était pas développé d'une organisation sociale, mais il doit son existence à un acte législatif (article I de la loi 1950 et article X de la loi 1954); c'est cet organe public qui se transforme au cours du développement social en une organisation de l'autoadministration sociale.

Le développement ultérieur de l'unité politique et morale est assuré par les formes d'organisation sociale de même que la résolution des contradictions non-antagoniques entre la société et l'État socialistes et l'union particulière de l'intérêt social et individuel dans l'accomplissement des tâches.⁷ Par ces formes, l'activité des organes publics est considérablement secondée et supportée, conséquemment les organes publics déploient leur activité en collaboration étroite avec les organisations sociales. Cette collaboration est assurée par la création de la forme d'organisation publique qui permet d'affilier les organisations sociales au travail des organes publics. Dans la période de l'édification du socialisme et du passage au communisme les organisations sociales font plus qu'aider l'accomplissement des tâches publiques et prendre part conjointement dans l'exercice des fonctions et ce n'est plus en vertu d'autorisations ad hoc que les organisations sociales exécutent des tâches sociales, mais elles prennent successivement des fonctions de l'État, de l'une des formes historiques de l'organisation des forces de classe, précisément comme le résultat du dépérissement progressif des classes et des formes d'organisation publique et exercent directement des fonctions publiques, ce qui est une différence qualitative par rapport à toutes les fonctions antérieures des organisations sociales. L'une des tendances du développement socialiste est que les organisations sociales prennent successivement les fonctions exercées jusqu'alors par les organes publics. Cette évolution peut être analysée et différenciée sous plusieurs aspects, conséquemment les échelons suivants peuvent être mentionnés: a) Prise complète des fonctions publiques par les organisations sociales ce qui se réalise lorsque ces fonctions échappent déjà complètement à la sphère d'activité de l'appareil d'État et la contrainte de l'État n'en assure plus l'exécution. b) Prise partielle des fonctions publiques: ces fonctions sont exercées par les organisations sociales de manière que l'exercice de la fonction incombe encore à l'État à l'échelon suprême, mais les organisations sociales obtiennent les attributions d'appliquer la contrainte se rattachant à l'exercice de leurs fonctions. Dans tous les deux cas il peut être question d'organisations sociales qui avaient existé antérieurement et d'autres qui étaient créées spécialement à cet effet.⁸ Évidemment il n'est pas exclu que, au cours du développement de l'autoadministration communiste — après une analyse dialectique de sa propre interaction — les fonctions des organisations sociales soient transférées aux organes publics.

Les processus que nous venons de mentionner sont en partie les stades de la désétatisation et de la socialisation et en partie les formes importantes.

⁶ C. A. Yampolskaya: Les traits principaux des organisations sociales soviétiques dans la période actuelle. KJCGY. 1962, No. 1. p. 86.

⁸ Loukyanov, A. L.—Lazarev, B. M.: Sovetskoe gossoudarstva i obchtchestvennie, organizatzii, Moscou, 1961.

⁷ Op. cit. p. 85.

de la diminution de la séparation comparative de la société et de l'État socialiste.

Dans le système même du mécanisme de la dictature de la classe ouvrière, les différents types des organisations sociales — organisations du parti, organes du type de front populaire, syndicats, organisations de la jeunesse, coopératives et d'autres organisations de masse, associations, sociétés et auto-administrations professionnelles — déploient leur activité dans l'intérêt de la réalisation d'un seul but. Comprenant quasi pratiquement tous les secteurs de la vie sociale, ce sont ces organisations dont se développe l'auto-administration sociale qui devient de plus en plus riche et multiple au cours de l'édification du communisme. Tout en soulignant leur caractère public, nous rangeons aussi bien les soviets que les conseils parmi les formes d'organisation sociale, comme étant des organes dans lesquels au cours de l'édification du socialisme le caractère social devient de plus en plus accusé. Les types énumérés exercent des fonctions spéciales dans le mécanisme de la dictature du prolétariat et s'acquittent des tâches générales et spéciales. Bien que les sociétés et associations ne puissent être classées à la notion de la base politique, elles doivent cependant être examinées au point de vue du transfert des fonctions publiques. Le parti, comme la force directrice de l'ensemble de l'organisation publique et sociale, occupe une place de choix dans les formes d'organisation sociale. Dans la plupart des États de démocratie populaire le front populaire est le maillon intermédiaire, l'organe de transmission spécial par l'exercice des fonctions d'organisation des masses. Les organisations de masse sociale ont une situation juridique particulière; dans plusieurs États rangeons aussi bien les soviets que les conseils parmi les formes d'organisation juridique et à la tutelle de l'État portant sur les associations. Les associations sociales déploient leur activité conformément aux lois sur la liberté de l'association. Conséquemment il peut être question a) d'organisations sociales qui ne sont pas dirigées et contrôlées par les organes de l'État socialiste (p. ex. les syndicats) et b) d'autres qui sont sous la direction des organes publics et dont l'activité est contrôlée par les organes publics (p. ex. les coopératives).⁹ Dans plusieurs États socialistes l'institution des auto-administrations dites professionnelles est encore connue. Enfin, les coopératives agissent conformément aux règles spéciales et exercent des fonctions de caractère économique.

Le rapport entre les différents types d'organisations sociales est multiple. Dans le régime de la dictature du prolétariat le parti de la classe ouvrière est la force directrice, dont le rôle s'affirme dans le cadre de toutes les formes d'organisation sociale et qui constitue en même temps la garantie des rapports entre celles-ci.

Dans les conditions de la démocratie socialiste de tout le peuple les traits communs des organes publics et des organisations sociales s'accroissent, ce qui est d'une importance considérable, car c'est grâce à cette accentuation que l'auto-administration sociale communiste unie devient réalité. Le développement de la super-structure de l'infrastructure socialiste est en rapport avec la transformation qualitative des rapports entre la société et l'État socialiste. En rapport avec le dépérissement de l'État, Khrouchtchev a dit

⁹ Op. cit. p.

que les organisations sociales sont les organes de l'autoadministration communiste dont le nom que ce soit — Komsomol, Syndicat ou autre — sera indifférent sous ce rapport. On peut bien constater que les organes publics et les organisations sociales ont beaucoup de traits communs, dont le plus important est le travail accompli socialement. Le travail accompli socialement s'emploie comme terme technique dans un sens plus large et plus restreint. Dans l'acceptation plus large, il est étudié par l'économie politique. Dans ce sens, le travail est, dans le socialisme, un travail directement social; mais d'ailleurs, il l'est dans tout régime social économique (deux espèces fondamentales du travail sont distinguées: le travail physique et intellectuel), terme technique du travail accompli socialement s'emploie sous ce rapport car les hommes vivent et travaillent toujours dans une société donnée. Le terme technique du travail accompli socialement s'emploie sous ce rapport dans une acception plus limitée, pour désigner le travail accompli sans rétribution matérielle. On peut y ajouter encore certaines considérations découlant de la théorie de droit public en ce qui concerne les traits communs des organes publics et des organisations sociales.

Dans les conditions de la démocratie socialiste du peuple entier le travail accompli socialement devient plus intense dans l'activité des organes publics aussi bien que dans celle des organisations sociales, ce qui ne doit pas être oublié au cours de l'analyse des rapports entre les deux formes d'organisation. Il ne peut pas être négligé non plus qu'il y ait un appareil payé fonctionnant dans les deux domaines. Le fait est que la direction de l'édification du communisme et du socialisme s'affirme socialement, toutefois par l'intermédiaire d'un appareil des salariés. Le problème de principe est ceci: peut-on, oui ou non, confier l'exécution de l'édification du socialisme ou du communisme au travail accompli socialement dans l'un et l'autre de ces domaines (organes publics et organisations sociales)? Peut-on, oui ou non, se passer entièrement de l'appareil exécutif payé? Il est évident que dans la période de l'État du peuple entier les fonctions de la direction sont passées successivement de l'appareil payé à l'appareil non payé, donc à celui travaillant socialement, et c'est point crucial. Il est donc d'une grande importance que l'activité sociale se développe et se consolide successivement et que le travail de la direction soit en majeure partie exécuté socialement. L'appareil administratif doit être réduit et devenir plus économique, mais on ne peut s'en passer entièrement. Par contre, l'appareil fonctionnant d'après les principes sociaux doit être et développé et son effectif augmenté.

Dans les conditions de la démocratie socialiste du peuple entier il ne peut pas encore être question du transfert à la société de l'ensemble des attributions exécutives, car certaines conditions en manquent, comme p. ex. le loisir qui est en rapport avec la durée du temps de travail. Évidemment, une certaine partie des fonctions administratives sont accomplies socialement donc par le travail social. Le rôle des organisations sociales est augmenté incontestablement aussi dans le domaine de l'administration, mais celui de l'appareil des organisations sociales est réduit et se dirige sur le travail d'organisation. Dans les conditions de la démocratie de tout le peuple des changements s'opèrent dans le régime des organes revêtus des fonctions exécutives-dispositives dont le résultat sera que la sphère exécutive des attributions des organes de la direction administrative cessera d'exister. Consé-

quement, les traits de l'autoadministration sociale se dessinent dans l'appareil administratif, dans les commissions permanentes, d'une part, et dans les organisations de masse sociales, d'autre part. Dans les unes comme dans les autres, mais surtout dans ces dernières l'influence exercée par la société sur tout le processus de l'administration des affaires publiques et sociales se manifeste clairement.

Dans les conditions de la démocratie socialiste du peuple entier, toutes les affaires sont traitées par voie sociale et publique à la fois. Les organes publics et les organisations sociales sont en mouvement et en transformation, „l'activité de chaque organe se trouve dans l'état de démocratisation”; ainsi, il est impossible de faire des constatations rigides, mais une chose est claire, c'est que le caractère public des affaires cesse peu à peu.¹⁰

2. L'interaction réelle entre les organes publics et les organisations sociales socialistes dans l'exercice des fonctions des organes publics

a) Fonctionnant sous la direction du parti et assurant en premier lieu les rapports entre le parti et la classe ouvrière, les syndicats occupent une place particulière dans le mécanisme de la dictature du prolétariat. Dans son ouvrage sur „Le rôle et les objectifs des syndicats”, (1922), Lénine a récapitulé l'activité des syndicats dans le régime de la dictature du prolétariat. Il a constaté que l'un des objectifs primordial consiste dans la protection des intérêts de classe du prolétariat dans tous les sens et par tous les moyens, les syndicats „protègent donc les intérêts des travailleurs et ... contribuent au progrès de leur bien-être matériel”. Ensuite, Lénine a considéré comme très important qu'ils „corrigent incessamment les erreurs et les excès des organes économiques, déterminés par les aberrations bureaucratiques de l'appareil d'État”. Le syndicat ne peut contribuer au renforcement de l'État prolétarien que s'il lutte contre les excès, les défauts et les faibles de la bureaucratie de l'État. „Aussi souligne-t-il que” la mesure la plus importante et infaillible de la justesse et de l'efficacité du travail syndical consiste dans la mesure dans laquelle le syndicat en question réussit de prévenir les conflits de masses dans les entreprises publiques par sa politique prévoyante dirigée sur la protection efficace et multiple des intérêts des masses ouvrières et sur l'élimination en temps utile des „phénomènes” prêtant aux conflits”.¹¹ En soulignant l'importance de la participation des syndicats à la direction industrielle, Lénine formule la nécessité que les formes de cette participation soient précisées. Les conditions du travail syndical sont notamment les contacts avec les masses, l'instrument principal en est la persuasion et l'éducation, mais, comme „participants au pouvoir public”, les syndicats prennent part à l'application des mesures de contraintes — ils constituent une instance supérieure sous la direction du parti.

Dans les États capitalistes des syndicats existent comme organisations de masse de la classe ouvrière; ils sont divisés en deux groupes majeurs: les syndicats plus ou moins influencés par les enseignements marxistes-léninistes et les syndicats dits jaunes. Les syndicats ont été constitués dans la première moitié du siècle passé, d'abord indépendamment les uns des autres et plus tard,

¹⁰ Cf. Ju. M. Kozlov: *Nekotorye voprosy gosudarstvennogo upravleniya v usloviyah sotzialisticheskogo obshchenarodnogo gosudarstva*. SGP. 1963. No. 1. pp. 32—43.

¹¹ Cf. Lénine: *Sur la direction de l'économie socialiste*. Budapest 1958, Kossuth, pp. 125—134.

conformément à la hiérarchie industrielle. Les syndicats représentent une force considérable dans les États bourgeois. Ce n'est pas par hasard que la „Résolution politique” approuvée au X^e Congrès du Parti Communiste de l'Italie demande une politique „assurant la liberté et le pouvoir garanti par contrat des travailleurs sur tous les échelons en faisant avancer l'idée de l'autonomie syndicale et l'unité...”¹² L'existence des organisations ouvrières est en rapport avec les questions de la démocratie bourgeoise. Certes, cette dernière n'est que limitée et relative, mais dans la lutte de la classe ouvrière „la démocratie est d'une importance immense” car grâce à elle, la classe ouvrière peut faire valoir ses intérêts de classe. L'existence de la démocratie donc dans le cadre de celle-ci la garantie constitutionnelle et effective de la liberté d'association est aussi l'une des conditions de la lutte économique. Une autre condition de cette lutte est la délégation des représentants de la classe ouvrière au parlement.

Dans la société socialiste le rôle des syndicats est d'une importance toute particulière dans l'organisation des conditions de travail et vie des travailleurs. Connaissant à fond les conditions de production, d'existence et de travail des ouvriers, les syndicats prennent part à l'organisation de la production, sans s'ingérer directement dans les activités opératrices des entreprises. Ils réalisent à la fois la participation des travailleurs à l'organisation et au contrôle du travail de l'entreprise, ce qui est l'exercice de fait du droit leur assuré par la constitution. Toutefois, ce fait ne porte pas atteinte au principe de la direction à responsabilité individuelle des entreprises. Comme organisation de masse, les syndicats sont les organisations représentatives des intérêts des travailleurs respectivement de leur membres — les protecteurs des droits légitimes de ceux-ci. Les syndicats — comme Lénine l'a aussi dit — ont en même temps les activités de nature politique lorsqu'ils supportent et renforcent le pouvoir de la classe ouvrière, et font avancer la cause d'édification du socialisme sous la direction du parti. L'activité des syndicats est multiple et ramifiée depuis la sphère économique et politique jusqu'à la sphère culturelle. Les syndicats prennent part à la consolidation du pouvoir ouvrier et de l'alliance ouvriers-paysans, au développement des forces de production, et grâce à l'élévation du niveau de vie des travailleurs, à la réglementation des conditions de vie et de travail des travailleurs, ainsi qu'à l'exécution de ces règles.

Les syndicats aident à consolider l'unité morale et politique du peuple travailleur et, comme les organisations de la classe ouvrière rassemblées autour du Front Populaire, ils prennent part à l'élection des organes du pouvoir public. Ils encouragent la mise en oeuvre de la démocratie dans les entreprises, luttent pour la réalisation de la politique socialiste en matière de salaire, pour la protection de la propriété socialiste, pour le renforcement de la discipline du travail. Ils organisent et développent les émulations de travail et les mouvements des innovateurs, concluent les contrats collectifs, mobilisent les masses pour l'exécution des contrats et surveillent l'observation de ceux-ci, prennent part à la liquidation des litiges de travail, dirigent, organisent, contrôlent et développent la protection des travailleurs, l'assurance sociale et la récréation; ils luttent contre le bureaucratisme, organisent le contrôle social, suivent avec attention les conditions d'existence et de l'entre-

¹² Le Congrès du Parti Communiste d'Italie. Budapest, 1963, Kossuth, pp. 86—87.

tien des travailleurs et formulent des propositions correspondants. Ils développent les activités artistique, culturelle et sportive des travailleurs, contribuent à la formation professionnelle de ceux-ci et élèvent leurs membres dans l'esprit de l'amour de la patrie et de l'internationalisme prolétarien.¹³

Les fonctions des syndicats sont réglées aussi par les lois. En tenant compte de la législation positive de la Hongrie, il peut être constaté que:

Conformément au programme léninien de l'assurance sociale, c'est l'État qui paye les frais de l'assurance sociale. L'assurance sociale comprend obligatoirement tous les travailleurs. En même temps, la direction générale et la gestion des affaires sont entre les mains des travailleurs eux-mêmes. Conséquemment, cette question est réglée par loi en attribuant au Conseil Central des Syndicats (CCS) le droit de la direction et du contrôle de l'assurance sociale.

L'activité de l'organisation de l'assurance sociale est sous la tutelle du CCS.

Le CCS organise auprès des organes régionaux des comités d'assurance sociale composés des délégués des syndicats intéressés, dont la tâche est de surveiller et d'aider le travail des organes régionaux.

Nos lois attachent une importance toute particulière à la question de l'organisation et du contrôle des règles portant sur la protection du travail: dans ces cas, le ministre compétent doit procéder conjointement avec le CCS.¹⁴

Malgré qu'ils s'acquittent d'importantes fonctions publiques, les syndicats et le CCS sont des organisations sociales. Par leur entremise, les travailleurs ont les moyens de surveiller directement l'observation des règles du travail. Dans l'intérêt de l'exécution de ces règles ils peuvent, par exemple, demander ou donner des informations sur les conditions d'existence des travailleurs, fixer un délai à l'élimination ou à la réparation des défauts ou des omissions tout en y attirant l'attention des autorités responsables ou même prendre des mesures administratives pour cause de l'inobservation des mesures nécessaires.

Il est à constater sous ce rapport que les activités des syndicats sont concentrées sur la mobilisation des travailleurs pour l'édification de la société nouvelle en groupant les travailleurs autour du parti; ainsi, les syndicats deviennent vraiment les écoles du communisme dans le sens léninien, pendant qu'ils ont soin de créer des conditions meilleures de la vie des travailleurs et de leur éducation politique. Les syndicats exercent bien leurs fonctions s'ils parviennent d'affilier les travailleurs au travail de l'édification et de l'administration de l'État tout en expliquant à ceux-ci les principaux objectifs de l'édification socialiste, en les éduquant en hommes socialistes.

Les syndicats exercent donc, d'une manière directe aussi, de très importantes fonctions de l'administration publique, aussi les relations entre les syndicats et les dirigeants de l'organe public sont de nature complètement différente que celles existant entre les autres organisations de masse des travailleurs et les dirigeants des institutions publiques. En ce qui concerne cette situation particulière, l'opinion s'est affirmée qu'en ce qui concerne la séparation des organes de l'administration publique il ne faut pas aspirer à une séparation rigide de ceux-ci à l'époque de l'édification du socialisme et surtout dans le stade actuel de notre développement, et cela même en ce

¹³ Cf. Weltner, Andor: A magyar munkajog (Le droit du travail de Hongrie),

¹⁴ Weltner, Andor: Op. cit. p. 57 et sqq. p. 104.

qui concerne le droit de manifester des actes des pouvoirs publics; il ne faut donc revêtir de la qualité d'organe d'administration publique que des organes dont la sphère d'activité intéresse les fonctions exécutive et dispositive et il serait foncièrement erroné d'y introduire les syndicats. Comme, selon cette conception, les organisations sociales, de même que les établissements et entreprises ne s'occupent pas par excellence de pareilles questions, ils ne sont pas à considérer comme des organes de l'administration publique.¹⁵

Dans la question de la séparation de ces organes et organisations, il faut prendre en considération la position occupée par les syndicats dans le mécanisme de la dictature du prolétariat. Ils se distinguent des organes publics par le fait que leur tâche ne consiste pas dans l'exercice du pouvoir public ou d'administration publique, mais dans le maintien des relations entre la classe ouvrière et le parti, entre la classe ouvrière et l'appareil d'État. Lénine nous enseigne que „en ce qui concerne la position occupée par les syndicats dans le régime de la dictature du prolétariat, les syndicats sont placés, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le parti et le pouvoir public... et si une pareille base comme les syndicats fait défaut, la dictature ne peut être réalisée, les fonctions d'État ne peuvent être exercées”.¹⁶

Dans les questions qui ne se laissent pas régler d'avance dans tous leurs détails, pour lesquels on ne peut donc établir que des règles-cadres et où il faut confier la décision à la direction de l'entreprise ou du bureau qui tiendra compte des besoins donnés des possibilités et des intérêts des travailleurs, il est d'une importance particulière que les syndicats aient le droit de participer activement à cette décision. Les syndicats participent activement au développement de l'économie nationale, stimulent et organisent l'émulation, et avant tout le mouvement des équipes socialistes.

Les syndicats jouent aussi un rôle important dans l'accomplissement des tâches économiques. Il est nécessaire, surtout aux délibérations sur des questions de production, que les travailleurs participent plus activement à l'élaboration et au contrôle des projets de l'entreprise, à la solution des questions locales.¹⁷ Au fur et à mesure que la décision du directeur peut affecter les intérêts des travailleurs et que le droit de regard des syndicats se laisse réconcilier avec la direction responsable et personnelle du directeur, des formules de la coopération sont connues aussi dans ce domaine, telles. l'obligation d'écouter les intéressés qui incombe aux organes publics, la nécessité de l'accord, le droit des syndicats de formuler des propositions et d'établir des statuts indépendants. En comparant l'ensemble de ces problèmes relatif aux syndicats à la compétence de la collectivité et du comité de l'usine, la solution du problème est de plus en plus rapprochée.

Grâce au développement objectif de l'économie et de la société il est permis de tirer la conclusion évidente que, dans le domaine de l'organisation du travail, il faut assurer, dans une sphère plus ou moins limitée, des droits considérables à la collectivité de l'entreprise ou au comité d'usine qui la

¹⁵ Cf. Szamel, Lajos: Az államigazgatási aktusokkal kapcsolatos néhány probléma (Quelques problèmes relatifs aux actes de l'administration publique). Annales de la Faculté de Jurisprudence et des Sciences politiques de l'Université de Pécs. Budapest. 1954, pp. 161—166.

¹⁶ Oeuvres de Lénine, 32. Budapest, 1953, Szikra, p. 2.

¹⁷ Principes directeurs de Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, IX (VI. 43.)

représente, des droits portant sur la formulation de propositions, sur les décisions indépendantes à prendre aussi bien que sur le droit de réglementation. Conformément à ces droits, les travailleurs prennent part à la direction, à l'organisation et au contrôle du travail de l'entreprise. Il faut assurer aux travailleurs la participation active, allant depuis le droit de décision ou du consentement en ce qui concerne les prestations sociales et culturelles, la protection du travail, l'assurance sociale, la formation professionnelle et les primes à décerner par l'usine, jusqu'au droit de s'ingérer dans les problèmes de production de l'usine. D'une compétence toujours plus étendue, les syndicats doivent donc faire dominer les intérêts des travailleurs dans une mesure de plus en plus grande, en harmonie avec les conditions sociales et économiques, et intensifier le concours des travailleurs à la gestion des affaires sociales.

La participation des syndicats à la direction de l'industrie a ses particularités dans les différents pays socialistes. En Union Soviétique et dans certains autres pays socialistes les commissions syndicales jouent un rôle important, outre les commissions supérieures d'État et des commissions de l'échelon médian.

b) Sous la direction du parti, l'association de la jeunesse communiste élève la jeunesse dans l'esprit de l'édification du socialisme et de l'assimilation des idées socialistes.

Dans les États bourgeois il existe aussi des organisations de la jeunesse qui sont étroitement liées à un ou à un autre parti politique et qui apportent de l'appui à cette activité. Lénine a attaché une haute importance aux organisations des étudiants de la Russie des tsars. Il invita tous les organes du parti à aider les efforts d'organisation et leur proposa de considérer l'éducation de la jeunesse comme la partie la plus importante de leur activité, „la formation d'une idéologie socialiste unie et cohérente". Il a constaté qu'il faut convaincre la jeunesse „de la nécessité d'établir des contacts avec les partis socialistes".¹⁸ C'est précisément au point de vue de l'éducation socialiste que l'organisation de la jeunesse devient importante, car la propre initiative, la gestion des propres affaires est l'un des moyens de l'éducation, combiné avec l'indépendance de l'organisation, tout en maintenant la liberté entière de la critique et de l'application des méthodes de persuasion.¹⁹ Actuellement, les organisations de la jeunesse des pays bourgeois ne sont pas homogènes. Tout un réseau de semblables organisations s'est formé. Divers organisations de la jeunesse se sont constituées, par exemple, autour de l'Église appartenant au régime des partis bourgeois ou de la dictature ourgeoise. En Italie, plusieurs organisations appartiennent à l'Association de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Italienne; celles-ci se divisent pour des raisons confessionnelles en deux groupes, l'un est membre de l'Action Catholique (p. ex. la société des jeunes filles).²⁰

La tâche principale des Associations de la Jeunesse Communiste, fonctionnant dans les pays socialistes, est la propagation des idées du marxisme-léninisme, la mobilisation de la jeunesse et l'édification du socialisme.

¹⁸ Oeuvres de Lénine, vol. 6. Budapest, 1953, Szikra p. 490.

¹⁹ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Budapest, Kossuth, 1961, p. 450.

²⁰ J. R. Lavreckij: Le Vatican, Budapest, 1959, Kossuth, p. 210 et sqq.

Les organisations de la jeunesse constituées dans la société socialiste participent aux activités de l'État et de la société, à la réalisation des plans de l'économie nationale et au développement de cette dernière. Le parti et l'État donnent une assistance généreuse à la jeunesse dans son travail et lui offrent toutes les chances afin qu'elle réussisse dans la vie et connaisse de l'essor. Être le membre de l'organisation de la jeunesse est considéré par la jeunesse. Être le membre de l'organisation de la jeunesse et lorsque l'admission des membres est assurée aux couches profondes, des exigences toujours plus grandes sont posées à ces organisations dans la vie économique, sociale et politique. L'organisation considère comme d'une importance spéciale le travail dans l'éducation, ce qui est en même temps l'augmentation des aptitudes politique et créatrice de la jeunesse et contribue au redoublement du sentiment de la responsabilité de celle-ci envers le peuple et la société socialiste. Conséquemment, les membres de la jeunesse participent avec enthousiasme au travail producteur et, créant des équipes des jeunes, donnent un bel exemple de la conscience de la jeunesse socialiste et de leur sentiment de responsabilité envers la jeunesse entière à la fois, ils intéressent en conséquence à la vie de l'organisation ceux qui n'en sont pas encore les membres et mettent au profit l'immense rôle éducatif de la collectivité. Avec la participation active au travail producteur et culturel la nécessité de l'étude marche de paire inévitablement et l'élargissement des connaissances techniques, technologiques et culturelles s'impose auquel se rattache encore la prise de conscience politique et la discipline consciente.

Le principe du centralisme démocratique s'affirme aussi dans la vie de l'Association de la Jeunesse Communiste. C'est la garantie positive et la condition primordiale de la formation et du développement de l'initiative créatrice et de la discipline consciente de la jeunesse. Ces organisations forment l'homme socialiste et constituent les troupes de réserve du parti.²¹

Les rapports entre les organisations de la jeunesse d'une part, et l'État, le parti et les autres organisations sociales sont étudiés par la suite en tenant compte des conditions existantes en Hongrie.

Nous avons déjà constaté que dans les pays socialistes l'organisation de la jeunesse est indépendante et cela est vrai aussi pour l'organisation KISZ (KISZ = Organisation de la Jeunesse Communiste). Le KISZ est dirigé par le parti en ce que les résolutions de ce dernier lui sont obligatoires. Dans ce sens, les résolutions du parti engagent directement les organisations de KISZ, ce qui est assuré par la „subordination” double: d'une part par le travail de direction des organes supérieurs de KISZ (dirigés par le Comité Central du Parti) et d'autre part, par le travail de direction des organisations locales du parti.

L'organisation KISZ maintient des rapports étroits avec l'État socialiste et avec les différents organes publics qu'elle aide et appuie dans l'exercice de leurs fonctions. Conséquemment le KISZ est coordonné aux organes publics appartenant aux éléments de forme gouvernementale et aux autres organes du pouvoir public. Ces rapports se manifestent dans différents domaines. Considérant la forme de l'exercice des fonctions publiques, elle se réalise par la législation, les attributions dispositives exécutives (ce qui est une attribution de législation et d'application des règles juridiques), par la juridiction

²¹ Cf. Oeuvres de Lénine, vol. 31. 1951. pp. 255—303.

(activité judiciaire: application du droit) et par l'activité de contrôle. L'essentiel des rapports est l'aide à apporter à l'exercice des fonctions publiques. D'ailleurs, les organes publics sont tenus par des dispositions légales de coopérer avec les organisations de KISZ: „Les députés sont obligés à coopérer sans cesse avec les organisations sociales des travailleurs...” Toutes les organisations sociales sont obligées de soutenir les députés avec le plus haut sentiment de la responsabilité dans leur travail accompli dans l'intérêt du peuple travailleur et à les aider à exécuter la missions leur confiée par le mandat qu'ils ont reçu de leurs électeurs.²² Toutefois, ces dispositions ne signifient point que les organes publics ont le droit de donner des ordres au KISZ ou aux autres organisations sociales, de leur imposer donc différentes obligations par la force de la loi. Outre de l'obligation des députés constituée, la résolution du parlement énonce néanmoins que cette obligation peut être mise en oeuvre pendant l'exercice de leurs activités de législateurs. Évidemment, ces rapports existent non seulement entre le Parlement et le KISZ, ou d'autres organisations sociales, mais aussi entre les organes locaux du pouvoir public, et le KISZ. La loi sur les conseils énonce que „le conseil s'assure le concours à son travail des organisations de masse sociales, économiques et culturelles des travailleurs et conséquemment la participation des larges couches de la population à l'exercice des fonctions publiques”.²³ Outre la présence des membres des organisations sociales aux séances du conseil en leur qualité de délégués, la loi, en réglant les problèmes de l'établissement du réseau des activistes²⁴ et des commissions permanentes dans beaucoup d'autres cas fait allusion au rôle des organisations sociales y compris du KISZ.

Les organes publics sont tenus d'assister la jeunesse dans la réalisation de leurs aspirations; en même temps, les ministres, les directeurs des organes de compétence nationale, subordonnés directement au Conseil des Ministres, les comités exécutifs des conseils, les syndicats et les coopératives sont invités à discuter avec les organisations du KISZ toute affaire ayant trait à la jeunesse.²⁵

KISZ apporte sa coopération aussi à d'autres organisations sociales. Ces rapports se réalisent grâce à la coopération de KISZ et des organisations dans l'exercice des fonctions économiques et culturelles et ainsi les organes de KISZ, de concert avec, les autres organisations sociales, prennent part à l'exercice des fonctions de l'État socialiste.

c) Les différentes coopératives jouent un rôle important dans l'exercice des fonctions de l'État socialiste. Dans la période de la prise du pouvoir, les diverses formes des coopératives se sont manifestées souvent comme un héritage du capitalisme dans les pays socialistes. Dans les pays sous-développés, les coopératives avaient un rôle moins important. Dans les conditions du socialisme, leur importance pour la production et la vie sociale a subi des modifications profondes.

L'idée de la création des coopératives prit naissance dans la société capitaliste. Le premier „spécimen” et était la coopérative fondée à Rochdale en 1844 (sous l'influence d'Owen) Désireuse de frayer le chemin à l'ordre social

²² Cf. Résolution No. 1/1956 du Parlement, avec pp. IV. 2. et IV. 3.

²³ Art. 7 du par. 10 de la loi 1954 sur les conseils (2)

²⁴ Cf. Résolution No. 18/1954 de NET

²⁵ Cf. Résolution No. 1087/1956 MT.

juste, les coopératives devinrent, sinon les instruments principaux, mais toutefois ceux de la lutte pour le socialisme. Dans les conditions d'existence du capitalisme, il y a une grande variété de coopératives: coopératives de consommation, de production agricole et industrielle, d'achats et de ventes de petite industrie, de crédit. L'organisation de ouvriers était envisagée par plusieurs formes de coopératives: organisation des consommateurs ou des producteurs à fin de créer le socialisme. Dans la société capitaliste, les coopératives fonctionnent suivant les principes suivant: le principe de l'adhésion ouverte, de la gestion démocratique, des intérêts limités, du remboursement, de la neutralité politique et de la tolérance religieuse, de la vente au comptant. Évidemment, ces principes ne sont pas observés rigoureusement, mais avec des modifications plus ou moins importantes, ils s'appliquent à toute coopérative et à l'exception de la neutralité politique, ces idées sont acceptées aussi dans les pays socialistes.²⁶

De nombreuses opinions ont été émises sur les coopératives, mais seul le marxisme-léninisme en a correctement précisé la substance: Dans le capitalisme, la coopérative ne doit pas être considérée comme une organisation de caractère socialiste bien que ses efforts soient au service du socialisme; les coopératives ne peuvent obtenir le caractère socialiste qu'après la constitution de l'État prolétarien et ne peuvent être indépendantes de l'État socialiste.

Les coopératives fonctionnèrent déjà au temps de capitalisme comme des organisations de masse sociales, ce qui leur a permis de fonctionner sous différentes formes aussi dans le socialisme. 66,4¹/₂ de la population adulte de l'Union Soviétique sont membres de coopératives. Dans les pays socialistes, les coopératives jouent un rôle important dans le commerce de détail, leur grande extension est encouragée par des subventions de l'État. Les conditions économiques socialistes — le régime social — opèrent un changement qualitatif des coopératives, et ceci précisément dans le domaine „militant”. Dans le socialisme les fonctions sociale et éducatrice des coopératives prennent une importance toute particulière, mais ce ne sont pas des „buts lucratifs” qui les avancent au premier plan, mais leur influence éducatrice exercée sur les masses. Dans les États socialistes les coopératives se proposent de contribuer à la création et formation du type de l'individu épris de l'esprit et de la collectivité.²⁷

Les diverses coopératives sont d'une importance particulière pour l'État socialiste où le pouvoir public est détenu par la classe ouvrière et la plus grande partie des moyens de production est dans la possession de l'État. Dans ces circonstances les mouvements de coopérative de la population favorisent notablement la réalisation des objectifs de l'État socialiste, notamment la création de l'union des intérêts sociaux et individuels dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie. Ainsi dans toutes les branches de l'économie populaire, les conditions sont créées qui permettent que la production devient socialiste. Les coopératives apportent leur contribution aussi au développement de la conscience des petits propriétaires des villes et des villages, elles leur facilitent d'engager le chemin du socialisme. La subvention leur accordée par

²⁶ Cf. Nyers, Rezső: Szövetkezetek a Magyar népi demokráciában (Coopératives dans la démocratie populaire hongroise). Budapest 1959, Kossuth, pp. 7—27.

²⁷ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Budapest 1961, Kossuth, p. 459 et sqq.

L'État en est un instrument important, dont l'objectif est de leur permettre l'utilisation d'équipements grâce auxquels la productivité de la petite culture est largement surpassée.²⁸ Parmi les coopératives, ce sont les coopératives agricoles qui réalisent des objectifs d'une importance primordiale.²⁹

Lénine a attaché une très grande importance aux coopératives dans les conditions de la dictature du prolétariat et a considéré la collaboration des paysans comme une condition indispensable à l'édification de la société socialiste. En rendant plus intense les rapports économiques entre le village et la ville, encouragée précisément par les coopératives, l'alliance entre la paysannerie coopérative et la classe ouvrière sera également renforcée.

Grâce à l'essor considérable du mouvement coopératif et à la pénétration des idées de la coopération les conditions du nouveau stade du développement du socialisme sont créées, la pose des fondements du socialisme sera suivie par l'édification du socialisme. Voilà une nouvelle étape dans l'évolution, lorsque des formes considérables de la propriété des groupes se transforment successivement en formes de la propriété du peuple entier, donc l'unité des formes de propriété est réalisée, l'harmonie complète des intérêts individuels et sociaux devient une réalité en ce qui concerne les intérêts capitaux. Cela permet de développer progressivement les forces productrices dans toutes les branches de l'économie du peuple et de réaliser une telle abondance des biens matériels, qu'aucune autre société ne saurait offrir. Il en résulte la consolidation des bases politiques, la homogénéité de la société, la coordination de la conscience individuelle et sociale, un très haut degré de développement de la conscience.

Il y a donc dans le régime socialiste des rapports bien étroits entre les coopératives et l'État. Ces rapports s'expriment sur plusieurs plans. L'État fournit de l'assistance aux coopératives par des moyens matériels, ce qui, est d'une importance particulière pour les coopératives de production. La subvention de l'État est indispensable dans ce domaine car de leur propre force économique les paysans petits propriétaires sont incapables de créer une grande collective. Les théoriciens bourgeois reprochent aux coopératives socialistes qu'elles acceptent la subvention de l'État et offrent ainsi leur concours au gouvernement, elles renoncent donc au principe du secours mutuel libre. Toutefois, il convient de distinguer aussi sous ce rapport entre l'État bourgeois et l'État socialiste. L'État bourgeois veut la conservation de la société capitaliste, alors que l'État socialiste est épris de l'idée d'établir l'ordre social plus juste, de l'édification du socialisme. Le but initial des coopératives était le même. Alors que l'État bourgeois est au service des intérêts des capitalistes, l'État socialiste s'adonne au développement des intérêts communs, de la propriété collective. La défense de l'intérêt privé, des intérêts de l'oligarchie financière est incompatible avec les intérêts des coopératives, mais l'intérêt commun, le principe de la propriété collective se concilient avec ceux-là. Le principe du secours mutuel libre doit être donc maintenu dans le capitalisme, mais perd toute sa valeur dans le socialisme, car la liquidation des sphères de l'activité privée, de l'exploitation et du commerce privés, en serait ralentie. En outre, c'est l'État socialiste qui dirige les activités des coopératives (par une réglementation juridique assez déta-

²⁸ Lénine: O Privletchenii op. cit. p. 251.

²⁹ Principes directeurs du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, III. (III. 12)

illée), la direction de l'État joue donc un rôle important dans les activités des coopératives,³⁰ ce qui est avant tout d'une importance particulière en ce qui concerne les devoirs des coopératives de production. Toutefois, la direction de l'État ne constitue pas la liquidation de la gestion démocratique des coopératives. Par la direction assurée à l'État ce dernier se propose d'affilier les coopératives au régime de l'économie socialiste planifiée.

Dans leur qualité d'organisation sociale, les coopératives aussi sont soumises à la direction du parti travaillant dans les coopératives. L'organisation de la jeunesse déploie aussi son activité dans les coopératives.

d) Les organisations de type du front populaire sont les particularités du développement de démocratie populaire; elles existent sous la forme d'organisations ou de mouvements de masse, et rallient les classes sociales participant à l'exercice des fonctions du pouvoir public et les organisations de celles-ci. En Hongrie le Front Populaire Patriotique fonctionne comme mouvement de masse, ce qui veut dire qu'il n'a pas de membres individuels. Dans d'autres pays de démocratie populaire le front populaire se manifeste sous la forme d'une organisation de masse qui outre des organisations y adhérentes en qualité de membre a des membres à titre individuel également. Au moment de la naissance des démocraties populaires, le front populaire, tel le Front National de l'Indépendance Hongroise (nom lui donné après la libération), a joué un rôle particulier dans le régime nouveau, dont la tâche fut de rallier les forces antifascistes et de les mobiliser pour la résolution des problèmes nouveaux. Après la libération, les membres du Front National de l'Indépendance Hongroise furent: le Parti Communiste Hongrois, le Parti des Petits Propriétaires, le Parti Social-démocrate, le Parti des Paysans et le Parti Bourgeois-Radical, ainsi que les syndicats et les organisations démocratiques désireuses de s'associer au mouvement. Grâce à l'activité du parti, le caractère de ce Front fut changé en 1949: il cessa d'être la simple coalition de partis, mais devint l'alliance des partis qui reconnurent la prédominance de la classe ouvrière. Les partis alliés qui prirent part au Front populaire, furent dans la suite rapidement liquidés non seulement comme partis poursuivant une politique indépendante mais aussi comme organisations. L'une des erreurs de cette période de développement était que le dépérissement des différents partis était provoqué même artificiellement essayant de hâter cette évolution plus qu'il s'imposait; une erreur plus grave encore fut commise lorsque le front populaire fut lui-même condamné à un dépérissement, au lieu de le renforcer simultanément avec le processus de dépérissement des partis. Ainsi, on a liquidé surtout à la campagne, nombre d'organisations paysannes dont l'activité dirigée par le parti aurait été souhaitable. De larges couches de travailleurs ruraux ont été laissées ainsi sans organisations de masse, en résultat de quoi le contact entre le parti et les masses était affaibli. Le rôle non précisé que le Front Populaire devait jouer dans les circonstances de la dictature du prolétariat y a largement contribué: son activité a été limitée pratiquement à la participation aux élections. Le congrès de 1954 du Parti des Travailleurs Hongrois a marqué une nouvelle étape dans l'évolution

³⁰ Lukjanov, A (I.—Lazarev, B. M. Op. cit. p. 110; et sqq C. Gavallér, Lajos: A mezőgazdasági termelőszövetkezetekre vonatkozó jogszabályok (Règles juridiques sur les coopératives de production agricole). Budapest, 1962, Közg. Jogi Könyvkiadó.

du mouvement du front populaire, dont la portée fut reconue comme l'une des conditions primordiales de l'élargissement de la base de masse du pouvoir public démocratique populaire. Le Front Populaire Patriotique réorganisé a obtenu une place importante dans la vie sociale, notamment dans la période après la contre-révolution de 1956. En ce qui concerne sa forme d'organisation, le Front Populaire Patriotique ressemble au Front Populaire de Bulgarie lequel, contrairement aux Fronts Populaires de Tchécoslovaquie et de Pologne, n'est pas la coalition de partis.

Parmi les organisations associées au Front Populaire le parti occupe une place éminente, étant la force décisive de ce Front, car la direction de l'édification du socialisme ne peut être que dans les mains du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière. Par le rôle dirigeant du parti dans le Front Populaire les organisations y rattachées ne sont pas privées évidemment de leur indépendance. Les organes du Front Populaire s'acquittent de leurs fonctions en accord et en concertant avec les organismes y associées, dans les cadres propres à leurs activités. L'une des tâches importantes du Front Populaire est de préparer et d'effectuer les élections. „Le Front Populaire est propre et capable de réunir dans une unité politique les communistes et tous les non-inscrits qui approuvent les objectifs fondamentaux, comme l'édification du socialisme, la défense de la souveraineté et de l'indépendance du pays, la consolidation de la république populaire.”³¹

Le contact établi entre le Front Populaire et les organes publics, les conseils, est d'une importance particulière. Sans contrôler l'activité des conseils, le Front populaire, sous la direction du parti, élargit la base de masse nécessaire pour l'exercice des devoirs publics.

La prise de contact entre le Front Populaire et les organes publics se traduit aussi dans la législation.

Les organismes du Front Populaire sont les suivants: le Congrès National, le Conseil National, le Présidium du Conseil National, le Présidium Exécutif et le Secrétariat du Conseil National. Les organismes locaux: les comités du front populaire de la capitale, des arrondissements des villes, des comitats, des districts et des communes. Les différents comités sont élus en réunions publiques par les électeurs et les délégués des comités du front populaire. Leur tâche fondamentale est „de collaborer dans la consolidation du pouvoir du peuple travailleur, dans l'édification et la consolidation de la société socialiste, dans la défense de l'indépendance du pays et de la défense de la paix”. „Toute organisation de masse et tout citoyen qui se déclare d'être en accord avec les tâches du front populaire et contribue à leur réalisation, peut devenir membre des organismes du front populaire et participer à ses activités.” Les méthodes de travail du Front Populaire sont: a) éclaircissement, éducation, propagande, b) mobilisation des plus larges couches de la société pour réaliser les tâches qui incombent au peuple et pour coopérer dans la réalisation de celle-ci, c) contribuer à une meilleure solution des problèmes en formulant des propositions et prenant l'initiative de mesures (exprimant les intérêts et l'opinion du peuple); d) contribuer à la création des organes du pouvoir public en assumant l'exercice des fonctions importantes (candidature des représentants, la direction des travaux d'élection); e) assistant les députés et

³¹ Beér—Kovács—Szamel: Magyar Államjog (Droit politique hongrois) Budapest 1960, p. 154.

les membres des conseils dans leur travail en organisant les réunions de compte rendu et les heures de réception de ceux-ci; f) prêtant assistance à l'activité des organes publics et contribuer à l'élargissement de leurs bases de masse.

Les rapports entre le Front Populaire et les organes publics sont créés aux échelons central et régional; dans l'exercice des fonctions, les organismes du front populaire „maintiennent un contact direct dans leur sphère d'activité avec le parti, les organes publics et les organisations sociales (syndicats, KISZ et d'autres associations, etc.) et avec les travailleurs." Afin d'assurer le contact direct, „des réunions sont tenues dans les affaires ayant trait à leur sphère d'activité, des comités sont créés, des conférences, des consultations et des conseils sont réunis, et des groupes d'activistes, des comités d'action et des équipes spéciales sont organisés pour l'exercice des fonctions déterminées".³²

L'article 56 de la constitution de la République Populaire Hongroise contient des stipulations sur le Front Populaire et sur les fonctions principales de celui-ci. Dans sa résolution o. 1 de l'année 1956, le Parlement a déclaré que les groupes des députés devaient s'appuyer dans leurs comitats respectifs sur le Front Populaire Patriotique. La loi sur les conseils ordonne que, sous la direction du parti, les conseils „doivent s'appuyer dans une mesure encore plus grande sur la population, le Front Populaire Patriotique et les organisations des travailleurs dans leur travail politique et administratif public". „Les conseils sont les organes locaux du pouvoir public et en même temps les organisations de masse les plus larges des travailleurs qui, en s'appuyant sur le Front Populaire Patriotique et en collaboration étroite avec les organisations de masse des travailleurs, organisent la population à la participation directe et permanente à l'activité sociale, économique et culturelle".³³

Les fonctions du Front Populaire en rapport avec les élections sont réglées par la loi. Par exemple „les membres de la présidence électorale sont désignés par l'organe compétent du Front Populaire Patriotique". „Les membres du comité de la circonscription électorale sont désignés par l'organe compétent du Front Populaire Patriotique".³⁴ La résolution du Présidium de la République Populaire Hongroise sur la préparation des séances de conseils met en évidence l'importance du Front Populaire Patriotique et ordonne que celui-ci est autorisé à porter à l'ordre du jour de la séance des propositions que le comité exécutif est obligé d'accepter.³⁵ Cette résolution fait également ressortir les rapports entre le Front Populaire et les commissions permanentes en énonçant: „Le réseau d'activistes de la commission permanente est organisé par les membres de la commission avec l'assistance des organisations de masse. La commission permanente fait bien si elle s'adresse au comité du Front Populaire Patriotique pour qu'il l'aide à créer son réseau d'activistes."

³² Cf. Status du Front Populaire Patriotique (Approuvés par le II^e Congrès du Front Populaire Patriotique à la session du 27—28 mai 1960).

³³ Art. 1 titre 4 par. 10 de la loi 1954 sur les conseils.

³⁴ Par. 9 de la loi 1954 sur l'élection des membres des conseils. Art 14 (2), art. 17 (3), etc.

³⁵ Cf. Par. 10—12 de la résolution No. 16/1954 du Présidium de la République Populaire Hongroise.

„La commission permanente maintient un contact étroit avec le comité du Front Populaire Patriotique, avec les organisations de masse et les autres organisations de la population. La commission tient compte des propositions et veille à l'exécution dans la pratique des bonnes propositions par le conseil.”³⁶ Une autre résolution du Présidium de la République Populaire Hongroise donne au Front Populaire le droit de soumettre une déclaration d'incompatibilité.³⁷ D'autres résolutions contiennent aussi des stipulations sur les rapports et la coopération entre les comités exécutifs et le Front Populaire Patriotique.

Les lois assurent donc un rôle important au Front Populaire Patriotique. La coopération du Front Populaire Patriotique avec les organes publics peut être élargie encore d'avantage.

e) Dans la société socialiste, un vaste réseau d'associations — d'organisations sociales — s'est formé. Bien que ces associations ne rentrent pas dans la catégorie d'organisations sociales de la domination de classe, elles exercent néanmoins un grand nombre de fonctions très voisines de l'activité des organes publics et aident ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions; elles prêtent mutuellement leur concours aux organes publics et s'entraident. Grâce aux associations, l'État rend plus intense ses rapports avec la population et élargit ainsi sa base de masse; même dans certains cas, l'État autorise les associations à exercer certaines fonctions publiques.

Les associations sont des rassemblements de personnes qui se réunissent suivant leurs penchants, capacités et intentions individuelles pour faire fructifier leurs efforts par la concentration des énergies.³⁸ En tenant compte de cette définition de caractère général, ainsi que des capacités et penchants individuels, mais aussi des objectifs fixés, les associations suivantes sont à distinguer: a) associations scientifiques, b) artistiques, c) sociales, d) de la défense nationale et du sport, e) culturelles, f) économiques. Des traits caractéristiques semblables se retrouvent dans a) la Croix Rouge, b) l'Association Nationale du Petit Artisanat (KIOSZ), c) les différents clubs, d) les coopératives (d'artistes, d'avocats) e) les fédérations nationales (roumaine, slovaque, yougoslave, allemande), f) la fédération des ziganes, g) le mouvement des femmes démocratiques, h) le mouvement pour la paix, etc. Alors que les associations ont des traits incontestablement identiques (elles s'efforcent de mettre en réalité des projets déterminés en rapport avec l'aptitude de leurs membres, ont une organisation indépendante, leurs activités internes sont réglées par la loi, elles ont des membres enregistrés, elles sont constituées spontanément, etc.), les organisations voisines aux associations ne possèdent que quelques uns des critères caractéristiques de l'association (p. ex. la tutelle exercée par un organe du pouvoir public sur leurs activités), alors que d'autres manquent (elles n'ont pas de membres enregistrés, n'ont qu'une organisation centrale seulement et aucune organisation locale). Les associations sont aussi propres à l'éducation communiste et le développement multiforme de la personnalité, car les individus — les travailleurs — peuvent être les

³⁶ Par. 19 et 31 des résolutions Nos 18 et 19/1954 du Présidium de la République Populaire Hongroise.

³⁷ Par. 4 de la résolution No. 3/1955 du Présidium de la République Populaire Hongroise.

³⁸ Lukanov, A. I.—Lazarev, B. M.: Op. cit. p. 176.

membres d'associations ou d'organisations voisines du nombre toujours plus élevé.

Dans la société bourgeoise il y a différentes associations qui diffèrent selon leurs aspect de classe et sont souvent opposées les unes aux autres.

La société socialiste assure les fondements de l'essor des capacités des individus et encourage en même temps le rapprochement des peuples et la consolidation de leur amitié, conséquemment les activités des associations doivent être fondées sur l'accord des intérêts individuels³⁹ et servir à la réalisation des principaux projets économiques, culturels et sociaux des États édifiant le socialisme. (Ceci est valable, d'ailleurs, aussi aux fédérations.)

En analysant les rapports entre les principaux types d'associations et les organes publics, il faut tout d'abord étudier les associations dont les activités sont en rapport avec celles des organes publics qui exercent des fonctions culturelles de l'État socialiste. Il s'agit là surtout d'associations culturelles et de vulgarisation scientifique. Les organisations de pareilles activités sont TIT (Société de Vulgarisation Scientifique), MABEOSZ (Fédération Nationale des des Philatélistes Hongrois), Fédération Espéranto de Hongrie, le Pen Club Hongrois. Prenant part à l'éducation culturelle, TIT prête son concours aux autres organisations sociales (syndicats, KISZ, Front Populaire), aux organes publics (Ministère de l'Éducation Publique), à diverses organisations (Académie des Sciences de la Hongrie) et aux universités. Les activités du TIT sont fixées par ses status et par les résolutions d'organes centraux. En offrant une riche possibilité de développer la culture générale, MABEOSZ est aussi l'instrument de l'éducation culturelle. Cette organisation apporte aussi sa coopération aux organes publics (Ministère des Communications et des P. T. T.) et à d'autres organisations. Le Pen Club Hongrois cultive les rapports entre la littérature hongroise, les auteurs hongrois et les auteurs étrangers et facilite la connaissance, par voie de réciprocité, la littérature étrangère et celle du pays. Les associations artistiques apportent aussi leur part aux activités culturelles. Telles sont l'Association des Écrivains Hongrois, des Artistes Hongrois, des Musiciens Hongrois, des Artistes Hongrois de la Photographie. Toutes les associations artistiques aident à promouvoir le développement idéologique et politique conformément aux principes directeurs du parti; elles organisent différentes réunions et conférences dans le but de prêter leurs concours à l'éducation idéologique de la jeunesse et de l'appréciation d'ouvrages et d'œuvres d'art. Par leurs propositions et leurs conseils de caractère technique, les associations artistiques assistent les organes publics. L'État facilite leur travail par le moyen de différentes „Fondations” qui sont gérées par les sociétés artistiques. L'admission à ces sociétés est soumise à certaines conditions déterminées. Les diverses sociétés artistiques sont en rapport avec les syndicats respectifs ou en forment l'une des sections. Les activités des associations scientifiques sont en rapport avec les activités culturelles de la société mais exercent une influence directe aussi sur la production. Telles sont: l'Association Scientifique du Bâtiment, la Société Nationale Minière et Métallurgique de Hongrie, etc. Ce groupe est réuni dans la MTESZ (Fédération des Associations Techniques et Scientifiques). Leur principale fonction est de rendre public les résultats scientifiques, de

³⁹ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Budapest, 1961. pp. 451, 463.

promouvoir, la mise en pratique de ceux-ci et de contribuer au développement professionnel de leurs membres. Par leurs propositions, ces associations assistent les organes publics dans l'exercice de leurs fonctions. Elles maintiennent des relations étroites avec l'Académie des Sciences de la Hongrie, l'Office National du Plan et les divers ministères. Le degré de développement des associations réunies dans la fédération est plus haut que celui des associations qui n'en sont pas les membres.

Il y a des associations qui par leur coopération assistent les pouvoirs publics dans l'exercice des fonctions économiques. P. ex. MAVOSZ (Fédération Nationale des Chasseurs Hongrois), MOHOSZ (Fédération Nationale de Pêcheurs Hongrois) qui groupent diverses associations et sociétés qui établissent leurs statuts d'après les statuts modèles de ces deux associations. L'association Sportive des Pigeons Voyageurs et le Touring Club Hongrois des Automobilistes (MAK) appartiennent encore à ce groupe. Toutes les associations ont une certaine importance dans la vie économique du pays. Les lois les régissent directement et les obligent d'exercer des fonctions spéciales (p. ex. encourager le perfectionnement des membres, le passage de l'examen de chasser, l'exercice des fonctions relatives à l'émission des permis de pêche, etc.). En outre, les lois énoncent que les organes publics sont tenus de demander l'opinion de ces associations dans certaines questions données.

Les associations de défense nationale et de sport sont aussi d'une importance considérable, telles sont p. ex. l'Association Sportive de la Défense Nationale de Hongrie (MHS) et la Fédération des Partisans Hongrois. MHS exerce ses fonctions sous la direction du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, en collaboration avec KISZ, la Fédération des Partisans, la Milice Ouvrière, les conseils, d'autres organisations de masse et les forces armées.

Des associations de caractère social existent aussi en Hongrie p. ex. la Société des Aveugles et des Personnes à vue baissée, la Société des Sourds et déficientes etc. fondées avec le but de contribuer au développement politique et culturel, à la formation professionnelle et à la réhabilitation des personnes organiquement déficientes. Ces sociétés exercent la surveillance sur leurs divers établissements.

Les autoadministrations professionnelles s'acquittent de fonctions importantes; telles sont MUOSZ (Association Nationale des Journalistes Hongrois), MJSZ (Association des Juristes Hongrois), l'Association Nationale des Sténographes et Dactylographes Hongrois, l'Association des Architectes Hongrois. Celles-ci sont également en rapports étroits avec les organes publics, auxquels elles peuvent transmettre leurs opinions, et leurs propositions.⁴⁰

Il peut être constaté, en général, que les associations disposent des mêmes caractéristiques que les organisations sociales que nous venons de mentionner séparément (p. ex. spontanéité, activité spontanée, autoadministration, intégration des intérêts individuel et social dans l'exercice des fonctions, ont des membres, des organes supérieurs de tutelle un appareil rétribué, cotisation) et se rapprochent par conséquent, aux organisations sociales men-

⁴⁰ Cf. Ádám, Antal: Az egyesületek és állami szervek kapcsolatának főbb vonásai és problémái hazánkban (Les traits et problèmes principaux des rapports entre les associations et les organes publics en Hongrie). Jogtudományi Közlöny, Budapest 1962. No. 6. p. 277.

tionnées ci-dessus.⁴¹ Toutefois, ce rapprochement ne se fait pas unilatéralement.

Contrairement aux organisations sociales indépendantes (de caractère politique) (p. ex. parti, KISZ, syndicats), les associations sont soumises à l'autorité de tutelle des organes publics.

f) Les objectifs imposés par l'édification du socialisme impose que la légalité socialiste et la discipline du travail soient raffirmées. Par des moyens purements administratifs ces objectifs ne peuvent être réalisés cela demande la participation de larges masses des travailleurs. Pour atteindre ceux-ci il faut créer une atmosphère dans laquelle les violateurs des principes morales sentent le blâme de la société entière pour leurs actes.⁴² Parmi les organisations sociales qui luttent contre la violation des règles de la coexistence sociale, contre l'infraction de la discipline du travail et contre les reliquats de la conscience bourgeoise des travailleurs, ce sont les tribunaux de camarades qui occupent une place de choix, étant les organes représentatifs de l'activité spontanée des travailleurs.

Les tribunaux de camarades jouent un rôle important dans la rééducation des masses révolutionnaires et dans la liquidation des reliquats de la conscience capitaliste.

Les syndicats exercent des fonctions très importantes dans la création des tribunaux de camarades. Il est l'une des fonctions fondamentales des syndicats d'intensifier le travail des tribunaux de camarades en observant la légalité et de contribuer à l'établissement de leurs statuts en tenant compte des conditions de la vie en constante modification. Ils peuvent aussi encourager la participation du public aux travaux du tribunal augmentant ainsi considérablement l'effet éducatif de ceux-ci. Comme les tribunaux de camarades exercent avant tout des fonctions éducatrices et „qu'au fur et mesure que les conditions sociales socialistes développent, la punition perd son caractère juridique par rapport à certains comportements considérés comme dangereux, et elle se manifeste sous forme d'effet social direct...”⁴³

Simultanément au développement de la société socialiste, la compétence des tribunaux de camarades devient de plus en plus large et ceux-ci peuvent connaître certaines causes en matière de calomnie, de diffamation et de voies de faits.

L'effet exercé par les activités des tribunaux des camarades prend considérablement de l'ampleur non seulement grâce à l'agrandissement de sa compétence, mais aussi grâce à la méthode de l'audience. Le rôle éducatif des audiences est intensifié surtout par l'institution du persécuteur et défenseur sociaux.

L'efficacité des tribunaux des camarades dépend de l'appui leur accordé par des différents organes publics et les organisations sociales.

Parmi les institutions exprimant la démocratie socialiste, les tribunaux de camarades représentent une forme qui transfère les fonctions de l'État

⁴¹ Yampolskaya C. A.: Op. cit. pp. 86—87.

⁴² Le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique Budapest Szikra 1956, p. 114.

⁴³ Kulcsár, Kálmán: A jog nevelő szerepe a szocialista társadalomban (Le rôle éducatif du droit dans la société socialiste). Budapest 1961. Közg. és Jogi Könyvtár, p. 80.

à la société elle-même — une méthode nouvelle de la coopération massive de la population à la gestion des affaires sociales. Grâce à la consolidation de l'institution des tribunaux de camarades tout citoyen de notre société respectera encore plus strictement la légalité socialiste.⁴⁴

Outre la fonction de faire respecter la légalité socialiste, il incombe aux tribunaux de camarades d'éduquer les travailleurs au respect de la légalité par le fait-même qu'ils la respectent. „Il est vrai que les activités des tribunaux de camarades sont réglées par les lois, mais c'est quand même l'opinion publique, de jugement moral de la société qui se matérialise par elle. Il est utile de souligner que l'élément de la contrainte ne manque ni de la procédure des tribunaux de camarades ni des autres organisations sociales, étant donné que la persuasion exercée par les tribunaux de camarades s'affirme pour la plupart par la contrainte, mais non par la contrainte légale. Certes, comme leur activité est réglée partout par les lois et qu'en vertu des lois créées récemment en Union Soviétique et aux démocraties populaires les organes publics de la justice peuvent apporter leur concours à l'exécution des résolutions des tribunaux de camarades (selon la législation hongroise, ceci n'est pas encore possible, mais la tendance du développement est la même), ceci leur permet „jusqu'à un certain degré, même d'appliquer la contrainte légale...“⁴⁵ Évidemment, la contrainte légale n'est qu'une sanction à une éventualité éloignée et les tribunaux de camarades ont été institués précisément pour se passer de la contrainte légale. Étant une organisation sociale, l'opinion pour toute organisation sociale est valable aussi pour eux: „...ils peuvent déployer leur activité en premier lieu dans les domaines où les problèmes peuvent être résolus par les moyens de la persuasion.“⁴⁶

Dans les sociétés socialistes, les tribunaux de camarades ont une importance toujours plus grande et s'occupent d'un nombre toujours croissant d'affaires, jusqu'à ce que le nombre des actes antisociaux ne soit réduit au minimum grâce à la généralisation de la morale socialiste. L'importance des tribunaux de camarades réside dans le fait qu'ils contribuent d'une manière notable à la liquidation de la délinquance, par leurs activités ils ne libèrent pas les tribunaux (de l'État) du fardeau des cas criminels mais en résultat de leur influence éducative les facteurs subjectifs sont éliminés qui déterminent la perpétration de crimes ou d'autres actes punissables par la loi. Même dans le stade actuel de notre développement la diminution considérable des crimes s'observe déjà. Cette tendance ne marche pas de pair avec la diminution des actes moins graves qui ne portent atteinte qu'à la morale et sont jugés par la société. Au fur et à mesure que la morale socialiste devient consciente et populaire, le nombre des crimes est nécessairement réduit c'est-à-dire, grâce à l'activité des tribunaux des camarades et la liquidation progressive de la criminalité, les actes répréhensibles incriminés de droit commun disparaissent lentement et auxquels se substituent des actes moins graves dont le jugement rentre dans les attributions des tribunaux de camarades.

⁴⁴ Beskov, P.: Comment aider les tribunaux de camarades. KJCGY. 1962. No. 1. p. 118.

⁴⁵ Kulcsár, K.: Op. cit. p. 257.

⁴⁶ Vas, Tibor: Az állami és társadalmi szervek viszonyának néhány kérdése (Quelques aspects des rapports entre les organes publics et les organisations sociales). Jogtudományi Közlemény, 1961. No. 4. p. 186.

g) Parmi les formes sous lesquelles la société et les travailleurs participent activement à la vie sociale, l'institution du contrôle populaire — une organisation mi-publique et mi-sociale — occupe une place de choix. En parlant de l'importance du contrôle populaire, Lénine a dit: „... le pas décisif, c'est d'organiser la tenue en évidence et le contrôle, les plus rigoureux et embrassant le peuple entier, de la production et de la répartition des produits.”⁴⁷ Le haut niveau du contrôle est l'une des conditions capitales de la direction efficace de la vie économique, car la direction ou la répartition, donc les directives émises par les dirigeants et déterminant la forme de la production ou de toute autre activité sociale, ne sauraient remplir leurs fonctions que dans le cas où elles sont proprement exécutées et l'exécution en est contrôlée. Aussi, différentes formes du contrôle se sont-elles développées, conformément au nécessité du cas.

Au fur et à mesure que la société socialiste se développe et la fonction économique-organisatrice et culturelle-éducatrice de l'État gagne de l'importance, les différentes formes du contrôle gagnent aussi de l'importance et cela d'autant plus que, dans les conditions du socialisme, le contrôle n'est pas une fonction passive seulement de la tenue en évidence, mais il est une fonction active, capable d'indiquer le chemin du progrès. La découverte des déficiences, et erreurs et des possibilités inexploitées contribue notamment à l'établissement du plan plus réel de l'économie nationale et du travail de l'éducation politique. L'exercice des fonctions de contrôle est sous la direction de principe du parti, non en qualité d'autorité supérieure revêtu des attributions d'ordonner, mais comme il est incontestablement l'organisation exerçant la plus grande influence politique et morale de la société, de discipline rigoureuse et de volonté unique.

En passant en revue l'histoire de l'institution du contrôle populaire, les fondements se retrouvent déjà parmi les premiers décrets de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, sous le titre du „contrôle ouvrier”.

Le contrôle populaire s'implante dans le régime des organes publics ou, plus précisément, de l'administration publique et peut être considérée comme contrôle public. Bien que le contrôle soit exercé socialement par des moyens sociaux, le travail ne se fait pas exclusivement par voie sociale, mais s'affirme comme le travail accompli par une des formes d'organisation du contrôle public. Il est d'une haute importance comme il est l'établissement central de l'activité de contrôle accomplie par les organes du gouvernement et publics et assure en même temps le concours des masses populaires dans l'exercice de ce contrôle. „La structure et le système de fonctionnement du contrôle sont tels, qu'il devient pratiquement le cadre dans lequel le peuple entier participe activement au contrôle des problèmes principaux relatifs au développement du pays. Le contrôle populaire est en effet la matérialisation du contrôle aux yeux innombrables, capable de défendre efficacement la propriété sociale, l'ordre public démocratique populaire, la discipline et du travail publics. Le contrôle populaire est à la fois le lien de réunion des

⁴⁷ Lénine: Oeuvres Choiesies. Szikra, Budapest 1948. vol. 2, p. 366.

⁴⁸ Beér, János: A népi ellenőrzés szervezete és működése (Organisation et fonction du contrôle populaire) Közg. és Jogí Könyvkiadó, Budapest 1962. vol. 1 p. 12.

«expériences massives.»⁴⁸ Cette forme de l'affiliation des masses populaires à l'exercice des fonctions publiques, pour la réalisation intégrale des résolutions du gouvernement et du parti, ne laisse substituer aucun doute quant à l'importance politique de l'institution; et voilà précisément la différence particulière qui la distingue d'autres organes de contrôle et des activités de ceux-ci. L'État socialiste parvient en premier lieu de rendre efficace l'exercice des fonctions gouvernementales qu'il s'assure la participation des masses travailleuses au contrôle public, ceci permet notamment que les expériences les plus étendues, les connaissances profondes de la vie et l'habileté professionnelle peuvent être réunies en un tout organique. L'organe du contrôle populaire est un organe spécial ayant qualité d'exercer du contrôle général ayant le critère qu'il n'a qualité ni de donner des instructions ni de jouer un rôle directif et opératif, il ne peut pas créer des normes ou fixer des obligations aux organes qu'il contrôle. L'essentiel est qu'en contrôlant et analysant les activités des organes, et en constatant et prenant note des faits relevant, il peut déduire certaines conclusions, prendre l'initiative de mesures ou formuler des propositions afin de réparer les déficiences constatées et d'éliminer les causes de ces déficiences.

L'institution du contrôle populaire est incorporée au régime du contrôle public socialiste, il s'agit donc d'un organe de l'administration publique qui exerce des fonctions spéciales à l'aide d'activiste sociaux. Entre-temps, elle maintient les relations les plus étroites avec les organes du pouvoir public et des conseils, étant responsable au conseil qui l'a élue et au comité supérieur de l'organe de contrôle populaire. Cette forme d'organisation correspond entièrement aux objectifs principaux de l'État socialiste et aux traditions révolutionnaires de ce dernier, qui peut être relevée d'ailleurs dans le développement de l'État soviétique. Elle assure en outre la participation active des masses à l'exercice du contrôle. Bien qu'il soit un organe public, le contrôle populaire n'est pas dépourvu des marques distinctives caractéristiques des organisations sociales. Étant incorporé au régime des organes publics, l'organe du contrôle exerce ses fonctions comme un organe public, mais s'appuie dans son travail d'une manière décisive sur les forces de la société; son travail est donc fondé sur la participation organisée et directe des masses, exprimant la participation des travailleurs dans l'exercice des fonctions de l'État. Par son organisation et sa compétence l'organe de contrôle est un organe public qui présente en même temps des critères d'une organisation sociale comme il s'assure du concours des forces sociales au travail sans rémunération. Par la participation des masses au contrôle sur une grande échelle la démocratie pré-exposée de l'autoadministration communiste — l'institution de la démocratie directe — s'affirme dans l'État. De ce fait, la participation dans le contrôle des personnes appartenant aux couches les plus diverses de la société de profession et de diverses sphère d'intérêt est assurée. Le démocratisme et le caractère nettement social de cette institution ne laissent pas conclure en aucune façon de contester sa qualité d'organe public. Par sa constitution (qui détermine la structure d'organisation et de fonctionnement, donc l'entière institution) elle apparaît comme un organe public, ayant été créée par l'État, par un organe de l'État.

h) La Milice Ouvrière s'inscrit aussi parmi les organisation sociales établie en Hongrie sur la demande des travailleurs après la défaite de la

contre-révolution de 1956 (une organisation semblable existe aussi dans la République Démocratique Allemande et en Tchécoslovaquie).

Comme organisation sociale, la Milice Ouvrière était créée avec le but de renforcer la défense de l'ordre public de la démocratie populaire, d'assurer la paix des travailleurs et la tranquillité de la production et de contribuer à parer les tentatives de restauration des éléments contre-révolutionnaires.⁴⁹

La Milice Ouvrière s'acquitte de ses fonctions indépendamment, d'une part, et, dans l'intérêt de ce qui précède, en collaboration avec les forces armées de l'appareil de l'État.

Les membres de la Milice Ouvrière se recrutent parmi les travailleurs fidèles au socialisme. Par engagement volontaire, les travailleurs de plus de 18 ans en peuvent devenir les membres. Ils exercent leurs fonctions socialement (sans salaire, généralement en dehors des heures de travail). Ils sont armés. Dans l'exercice de leurs fonctions ils ont la qualité d'agents publics. Leurs activités sont sous la direction du Commandement National, d'après les directives de principe du comité central du parti. La Milice Ouvrière a des unités régionales qui participent à des entraînements périodiques pour perfectionner leurs connaissances professionnelles. Le droit de disposer des unités de la Milice Ouvrière revient aux personnes désignées par le Commandement National qui est subordonné directement au Conseil des Ministres. Contrairement aux autres organisations sociales, la Milice Ouvrière est donc une organisation sociale qui subordonnée à l'organe suprême et gouvernemental de l'administration publique exerce ses fonctions définies par la loi et par ses Statuts.

3. Transfert des attributions des organes publics socialistes aux organisations sociales

Dans le régime de la dictature du prolétariat, les diverses organisations sociales prennent donc une large part dans l'exercice des fonctions rentrant dans les attributions de l'État socialiste. Le transfert de certaines fonctions de l'État aux organisations sociales,⁵⁰ conjointement avec le concours des citoyens à l'exercice des fonctions publiques prépare, dans les conditions de la dictature du prolétariat, l'autoadministration de la société et le dépérissement de l'État en fonction des conditions historiques et du caractère des affaires et fonctions publiques.

Les organisations sociales sont capables de s'acquitter de l'exercice des fonctions publiques en principe notamment grâce au fait que le parti, comme force directrice, représente l'essentiel des organes publics et des organisations sociales. Qu'il s'agisse d'organes publics ou d'organisations sociales cette forme d'organisation assure le bon exercice de la fonction publique.

Le transfert des fonctions n'est pas un partage des compétences seulement car dans ce cas ce titre créerait aussi une obligation juridique. Le

⁴⁹ Cf. Décret-loi No. 13/1957.

⁵⁰ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 452.

transfert ne pourrait être qualifié de droit subjectif qui revenait aux organisations sociales d'ores et déjà ou dont celles-ci étaient investies plus tard. Le transfert de certaines fonctions publiques et l'acceptation de celles-ci de la part des organisations sociales volontairement n'étant pas obligées par les dispositions légales et aucune sanction n'étant pas prévue pour le cas de la non-exécution de ces fonctions ne signifie nullement que ces organisations peuvent refuser l'exercice de ces fonctions ou qu'elles décident de leur propre gré de l'exercice de ces fonctions. Des hypothèses pareilles sont entièrement dénuées de tout fondement et exclues dans l'État socialiste car, sous ce rapport, les obligations légales sont remplacées par d'autres obligations sociales qui sont, le cas échéant, bien plus efficaces.

En acceptant l'exercice de ces fonctions, les organisations sociales ne se transforment point en organisme de répression, précisément parce qu'elles acceptent l'exercice de certaines fonctions publiques spontanément et sans obligation légale. Ne pouvant être classées parmi les organes de l'appareil d'État, elles ne deviennent donc pas des organismes de répression. Cependant il n'est pas exclu que, dans certains cas, les organisations sociales ne fassent pas appel aux règles de la contrainte publique dans l'intérêt des travailleurs et des organisations de masse.

Lorsque, par suite de l'imperfection de la méthode de persuasion l'application de la contrainte s'impose, les organisations sociales sont autorisées par la loi à prendre les mesures y relatives au lieu et au nom des organes publics. À défaut d'une telle autorisation le droit de l'application de la contrainte revient aux organes publics compétents.

Les expériences du transfert de fonctions publiques aux organisations sociales ont prouvé que le transfert ne peut être effectué sans que les conditions requises soient atteintes. Ces conditions se traduisent dans le haut niveau des activités des organes publics, dans le développement d'un vaste réseau d'activistes volontaires, dans la participation des masses à l'administration publique, dans le travail actif des organisations sociales, dans l'élargissement de la base matérielle, dans la prolongation du temps de loisir.

Les conditions du transfert des fonctions sont créées comme le résultat du développement progressif de la consolidation de la démocratie socialiste.

Le transfert des fonctions s'effectue en premier lieu dans les domaines qui sont en rapport direct avec les demandes culturelles etc. de la population. La dialectique de la consolidation et du dépérissement de l'État est aussi en rapport avec le transfert des fonctions.

Les conditions préliminaires du transfert des fonctions publiques sont créées en premier lieu dans les différentes formes de la coopération des organes publics et des organisations sociales. Selon les expériences acquises usqu' à présent les actes isolés accomplis au même objectif des organes publics et des organisations sociales aboutissent au travail collectif de la même nature. Ceci entraîne le transfert d'abord partiel et plus tard complet, de certaines fonctions publiques aux organisations sociales.

Au fur et à mesure que les classes ennemies sont liquidées et d'autres manifestations hostiles sont réduites ou éliminées, la fermeté de la dictature du prolétariat décroît également au cours du développement du socialisme, ce qui est pourtant loin de signifier l'affaiblissement de la dictature du prolétariat comme pouvoir public du prolétariat et encore moins son inutilité

dans le stade actuel de notre développement. C'est une autre chose qu'au cours de son développement, en raison des changements sociaux, la dictature du prolétariat cesse d'exister avant le dépérissement de l'État; ce dernier se transforme en l'État de tout le peuple et puis dépérit, l'État cède donc sa place à l'organisation de l'autoadministration sociale. Ce stade de développement de l'État, donc l'époque de l'antithèse est l'époque de la consolidation maximum de l'État. Selon le marxisme la force de l'État n'est déterminée ni par l'intensité de la dictature exercée, ni par la grandeur de l'appareil bureaucratique, du pouvoir public isolé, mais par la base de masse ou l'appui social qui en constitue le fondement, par le grand nombre des citoyens qui supportent l'ordre établi spontanément par leur conviction. En appliquant les méthodes de la persuasion, de la contrainte et de l'éducation, l'État socialiste parvient au cours du développement à un tel degré de l'unité politique et morale de la société, que l'ordre établi est supporté par une majorité écrasante de la société et les éléments passifs ou éventuellement ennemis peuvent être négligés comme entièrement insignifiants. C'est ce qui donne le plus haut degré de la force de l'État, le stade de développement, lorsque l'organe public le plus fort (qui sera alors l'État du peuple entier) cèdera sa place à l'autoadministration sociale communiste.

Nombre d'auteurs bourgeois et de philosophes qui se prétendent d'être marxistes mais sont en réalité des anti-marxistes, essayent de réfuter la justesse de cette thèse du marxisme-léninisme prouvée par les faits. Ils avancent l'hypothèse que si le pouvoir public ne cesse de gagner de la force dans les conditions du socialisme, au lieu du dépérissement de l'État le résultat en sera l'État totalitaire. En avançant la notion de la démocratie pure, les antimarxistes considèrent comme antidémocratique l'évolution de l'État socialiste dans le sens exposé et déterminé par les marxistes et préconisent que le dépérissement de l'État doit survenir rapidement après la révolution socialiste, ils nient donc la nécessité de la dictature du prolétariat, ce qui est une rupture ouverte avec les enseignements du marxisme-léninisme, car renier la nécessité de la dictature du prolétariat est de trahir et répudier des doctrines du marxisme-léninisme. Les antimarxistes rattachent la thèse du dépérissement de l'État à la théorie de l'affaiblissement de l'État, comme lorsque cette thèse sera mise en pratique, l'État socialiste, le pouvoir prolétarien serait jeté en proie aux ennemis extérieur et intérieur. Pareilles opinions ne sont pas fondées sur la connaissance des lois de la société et portent atteinte aux règles de la dialectique, car reniant la force motrice de l'antagonisme du développement, elles renient en même temps le caractère révolutionnaire du développement de la société socialiste.

4. Les questions générales de la réglementation des rapports entre les organes publics et les organisations sociales.

L'opinion était assez courante selon laquelle la réglementation juridique des rapports entre les organes publics et les organisations sociales ne s'impose pas. Toutefois, la question de la réglementation juridique de ces rapports a été relevée récemment et la nécessité de mettre cette réglementation en pratique a été soulignée. Il a été indiqué encore que les rapports peuvent être réglés aussi par une autre norme sociale, par exemple les rapports entre l'État et le parti peuvent être réglés par les normes du parti. Dans le stade actuel du développement de la société le rôle des normes sociales gagne de l'importance au préjudice des normes juridiques. Conséquemment il n'est pas nécessaire de régler les rapports entre les organes publics et les organisations sociales d'une manière excessivement légale, de qualifier ces rapports de rapports juridiques et de les fermer dans le cadre étroit de ceux-ci. Par leur caractère, la plupart des rapports sociaux ne demandent pas de réglementation juridique,⁵¹ en effet, la réglementation des rapports entre certaines organisations sociales, p. ex. le parti et l'État socialiste ne s'impose pas du tout.

Au fur et à mesure que les organes sociaux gagnent de l'importance et leur activité de l'envergure, la révision du caractère des normes créées par les organisations sociales devient de plus en plus actuel. Dans la littérature l'ensemble des problèmes posés par le caractère de ces normes, par leurs corrélations aux autres normes et par leur délimitation de celles-ci sont étudiés. Certains auteurs sont d'avis que les normes des organisations sociales et les normes morales sont deux groupes distincts des normes sociales.⁵² D'après ces auteurs la différence principale entre les normes des organisations sociales et les normes morales est que la morale énonce des principes universels qui sont détaillés et concrétisés par les normes des organisations sociales, en outre, les normes morales sont des règles non-écrites, alors que celles des organisations sociales s'expriment dans des actes normatifs déterminés. Enfin, la violation des normes morales n'entraîne comme conséquence que le blâme de la société, alors que l'infraction aux normes des organisations sociales est suivie de l'application des sanctions données. Une opinion apparût dans la littérature juridique soviétique qui reniait l'indépendance des normes des organisations sociales et les identifia avec les normes morales. Cette opinion n'est pas fondée car les deux sphères de normes ne sont assimilables en aucune façon. La délimitation des normes des organisations sociales et des normes juridiques est également un problème important. Selon une opinion généralement acceptée, la différence réside dans le fait que les normes juridiques sont émises par des organes publics ou par des organisations sociales autorisées à cet effet. Ces normes possèdent donc un caractère universellement obligatoire, contrairement aux

⁵¹ Pavlov, I. V.: A formah pravogo regoulirovannia obchtchestvennu otnoseny pri perehode k kommunismou. Vopr. stroit. com.-a v S. S. S. R. Moscou 1959, p. 272 et sqq.

⁵² Nedbajlo, P. E.: Sovetskie sotzialisticheskie pravovue normu. Lvov. 1959. p. 31.

normes créées par les organisations sociales, qui, par conséquent ne sont pas universellement obligatoires.

Au cours du développement du socialisme, les organisations sociales et leurs normes deviennent de plus en plus importantes dans la réglementation des conditions sociales. Grâce au développement les normes juridiques se rapprochent de plus en plus aux normes sociales, mais, jusqu'à l'établissement des règles unifiées de la société communiste, les normes des organisations sociales constituent un groupe indépendant des normes sociales. Il est donc erroné de les négliger ou de les assimiler à d'autres normes sociales, d'autant plus qu'elles existent objectivement comme une forme indépendante des normes sociales et disposent de marques distinctives qui caractérisent les aspects formels déterminées par le contenu et imposent la reconnaissance de l'indépendance de ce groupe de normes. L'autre opinion ne pouvait être acceptée non plus qui distingue trois espèces fondamentales de normes: normes juridiques, et morales et les coutumes. La différence fondamentale entre les normes juridiques et celles des organisations sociales: les normes juridiques sont créées par les organes publics ayant qualité de les créer ou — comme nous venons de le dire plus haut — par les organisations sociales y autorisées et, par conséquent, elles sont créées dans l'ordre précisé des organes publics conformément à la hiérarchie des sources de droit. Cela veut dire que les organisations sociales sont également tenues de les observer, contrairement aux normes qui ne sont obligatoires qu'à l'organisation sociale en question et ne s'étendent pas aux personnes en dehors de cette sphère. Le développement semble être concentré incontestablement sur la tendance que la différence entre les deux groupes de normes disparaît de plus en plus en ce qui concerne l'application de la contrainte, de la persuasion ou respectivement des sanctions, (p. ex. les tribunaux de camarades, où des normes juridiques sont appliquées, mais avec une hiérarchie particulière de sanctions), mais elle continue à subsister en ce qui concerne l'obligation universelle ou spécifique qu'elles imposent.

Il est évident de ce qui précède que les activités des organes publics et celle des organisations sociales se complètent réciproquement. De là le danger de l'établissement d'un certain parallélisme entre les sphères d'activités, aussi les compétences des organisations sociales et les organes publics doivent être circonscrites par une réglementation juridique pertinente. Certains auteurs contestent la nécessité d'une telle réglementation, mais la plupart des auteurs sont d'accord que les différentes sphères d'activité sont à déterminer par voie législative. „La législation doit déterminer les fonctions des organes publics et séparer nettement les fonctions des organisations sociales.”⁵³ La législation doit consolider la légalité en ce qui concerne les droujinas populaires, les tribunaux des camarades et d'autres organisations de ce genre. En plus, les règles juridiques doivent encourager l'essor du développement des organisations sociales, en sauvegardant les droits et intérêts des membres conformément à la volonté de la société. Ainsi, la réglementation juridique établit l'unité des organes publics et des orga-

⁵³ Denisov, A. I.: O pravovom regoulirovanii deyatel'nosti obchtchestvennosti po obespecheniou sotzialisticheskoi zakonnosti v SSSR. Sovetskaya obchtchestvennost na strage sotzialisticheskoi zakonnosti. Moscou, 1960, p. 142.

nisations sociales et trace les limites qui les séparent. La mise au point de cette réglementation exige l'étude poussée et générale des activités de l'État socialiste et la démonstration différenciée de ses fonctions.

VI. L'AUTOADMINISTRATION COMMUNISTE

La thèse sur la transformation de l'État socialiste en autoadministration communiste fut soulevée en 1959 par le XXI^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et développée ultérieurement par le programme approuvé en 1961 par le XXII^e Congrès.

Aussi bien la manifestation que le contenu de cette thèse peuvent être étudiés sous un aspect plus limité, donc sous un aspect plutôt pratique et politique de l'utilité immédiate, et dans un sens plus large, danc théoriquement et historiquement.

Ces deux aspects et les opinions y relatives ne sont nullement contradictoires, car dans l'une des opinions avancées les aspect pratiques sont soulignés plutôt et dans l'autre, les aspects théoriques. La thèse sur la transformation de l'État socialiste en autoadministration communiste est à la fois le programme à mettre dans la pratique du Parti Communiste de l'URSS, ou plus précisément, l'un des secteurs du programme du Parti Communiste de l'URSS dans la sphère des fonctions publiques, et une thèse scientifique fondée sur les expériences du marxisme et sur les résultats théoriques atteints jusqu'à présent.

En considérant la question dans ses aspects plus limités, du point de vue politique et pratique, les causes de la manifestation de la thèse en question sont à rechercher dans l'ensemble des faits de l'édification du socialisme dans l'Union Soviétique, ce qui exige de tracer le chemin du passage direct au communisme.

Lorsque l'idée du communisme est devenue en Union Soviétique un objectif pratique à atteindre dans le plus proche avenir au lieu d'être une question de la perspective lointaine, la création des institutions propres à mettre en réalité cette idée s'est imposée logiquement. Le nouveau programme du Parti Communiste de l'URSS — une sorte de „Manifeste Communiste du XX^e siècle” — a mis en avant l'autoadministration sociale communiste comme l'institution qui devrait prendre la place progressivement de l'organisation socialiste de l'État en fonction.

En considérant la thèse de la transformation de l'État socialiste en autoadministration sociale communiste dans la perspective théorique et historique, comme une thèse scientifique, elle apparaît comme une nouvelle tentative de prévoir scientifiquement l'avenir de l'État, comme un prévision qui devient le principe directeur des activités sociales conscientes.

La possibilité de prévoir les processus de l'évolution est fondée sur le principe selon lequel la connaissance des lois régissant les phénomènes ainsi les conditions inhérentes aux effets de ces lois permet de saisir et de prévoir le développement ultérieur, ce qui est l'un des objectifs fondamentaux de la science. La théorie politique et juridique du marxisme est la seule théorie

politique qui permet la prévision du développement; de cette façon, grâce à ce principe elle approfondit d'une manière créatrice les hypothèses générales formulées par les classiques du marxisme sur l'avenir de l'État.

Au point de vue du développement de la théorie du marxisme—léninisme, la thèse sur la transformation de l'État socialiste en autoadministration sociale communiste est à considérer comme la nouvelle matérialisation de la conception marxiste—léniniste sur le dépérissement de l'État, d'une conception aux fondements historiques solides.

Grâce à la généralisation de l'immense matière historique, F. Engels a démontré au XIX^e siècle déjà dans ses œuvres „Anti-Dühring” (1878) et „L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État” (1884) que l'État est un phénomène historique, donc, qu'il s'est constitué dans un certain stade du développement de la société humaine et s'est transformé conformément aux changements sociaux et économique accomplis. De cette constatation Engels a formulé l'hypothèse scientifique sur l'avenir de l'État, selon laquelle l'État dépérirait au moment où les conditions aboutissant à son origine et imposant son existence auraient cessé d'exister. Lénine a donné plus d'extension à cette hypothèse dans son ouvrage „État et révolution” (1917).

Quel sera l'État de l'avenir selon la conception des classiques?

Les classiques ont lié étroitement leur conception de l'avenir de l'État à la conception de la révolution socialiste et, par conséquent, au développement du régime communiste. Leur conception est magistralement caractérisé par le passage suivant de „l'État et révolution” de Lénine, qui s'ajoute à Marx: „Mais quels sont les éléments permettant de soulever la question du développement futur du communisme? Sur la base que le communisme futur prend naissance du capitalisme, qu'il se développe historiquement du capitalisme et qu'il résulte d'une force sociale engendrée par le capitalisme. Chez Marx il n'y a pas l'ombre de tentatives à se jeter dans des utopies ou à se perdre en conjectures futiles sur ce qu'il ne peut savoir étant impossible qu'il le sache. Marx pose les questions du communisme comme un savant de l'histoire naturelle poserait la question, mettant sur une nouvelle espèce biologique s'il savait comment elle s'était produite et dans quel sens elle se modifiait”.¹

En ce qui concerne les premières conceptions des classiques sur l'avenir de l'État, Engels en rend compte dans sa lettre du 18 avril 1883 à Ph. Van Patten: „Depuis 1845 Marx et moi, nous étions de l'avis que l'une des conclusions finales de la future révolution prolétarienne sera la dissolution successive des organisations politiques désignée sous le nom d'État. Dès le début, l'objectif principal de cette organisation était d'assurer l'oppression économique de la majorité laborieuse par la violence armée d'une minorité de possédants exclusifs. Dès que cette minorité exclusivement possédante aurait disparu, la nécessité du pouvoir armé de l'oppression, donc de l'État, disparaîtrait également. En même temps, nous étions toujours de l'avis que la classe ouvrière n'atteindra ces buts bien plus importants de la future révolution sociale que si elle s'empare d'abord du pouvoir politique organisé

¹ Oeuvres de Lénine, vol. 25. Budapest, 1952. Szikra, p. 491.



de l'État à l'aide duquel elle écrase la résistance de la classe capitaliste et réorganise la société".²

La formulation classique mais encore plus avancée de la thèse sur le déperissement de l'État en tant qu'institution se trouve dans „Anti-Dühring” d'Engels: L'État fut le représentant officiel de toute la société et le rassemblement de celle-ci dans une collectivité apparente, mais seulement autant que ce fut l'État de la classe laquelle représenta à cette époque la société entière: dans l'antiquité, ce fut l'État de citoyens esclavagistes, au moyen âge, celui de la noblesse féodale, dans notre âge celui de la bourgeoisie — il sera superflu lui-même. Du moment qu'il n'y aura plus de classe sociale à opprimer, que la domination de classe, basé sur l'anarchie actuelle de la production, la lutte pour l'existence individuelle, les antagonismes et violences qui en résultent auront cessé d'exister, l'oppression sera sans objet, qui imposerait l'existence d'un pouvoir répressif, un État. Le premier acte par lequel l'État agit vraiment comme représentant de la société entière — la prise en possession sociale des moyens de production au nom de la société — sera à la fois sa dernière fonction indépendante. L'ingérence du pouvoir public dans les conditions sociales deviendra successivement superflue dans tous les domaines et finira par cesser de soi-même. Le gouvernement des personnes sera remplacé par l'administration des choses et par la direction des procès du travail productif. L'État ne sera par „aboli”, il déperira.”³

Cette conception fondamentale, de nature générale, sur le déperissement de l'État fut développée par Lénine dans son oeuvre „État et révolution” ou il formula plusieurs conditions indispensables du déperissement de l'État. Contrairement aux anarchistes, Lénine insista sur la nécessité de créer préalablement, l'État socialiste qui ne commencerait de déperir qu'après la réalisation des objectifs de la dictature du prolétariat. Lénine attira l'attention sur le fait que le processus du déperissement de l'État était sujet à nombre de conditions objectives et subjectives, dont il spécifia les suivantes: a) conditions politiques (établissement de la dictature du prolétariat, liquidation de l'antagonisme des classes), b) conditions économiques (évolution des conditions humaines, les principes du communisme fondés sur les principes du travail selon les capacités et de la distribution des produits selon les besoins), c) conditions techniques (développement des forces productrices assurant la grande richesse des biens), d) conditions sociales (entre autres l'abolition de la différence entre le travail intellectuel et physique) e) conditions culturelles (haut niveau de culture permettant l'observation volontaire des normes de la coexistence sociale gratuitement, transformation du travail en besoin humain du plus haut degré). En l'absence de données nécessaires pour concrétiser scientifiquement le développement, Lénine — tout comme Marx et Engels — n'a pas expliqué en détails les caractéristiques des formes et des institutions nécessaires à l'édification de la société communiste. Sans répondre à la question du moment et des formes concrètes du déperissement de l'État, il s'est penché sur l'étude de la fatalité et la longue durée de cette évolution. Il n'a pas répondu à la question quelle organisation succéderait à l'État.

Le programme de 1919 du Parti Communiste (bolchévique) de Russie, approuvé par le VIII^e Congrès, a adopté intégralement la thèse sur la déperis-

² Marx—Engels: Lettres choisies. Budapest, 1950. Szikra, p. 429.

³ Engels: Anti-Dühring. Budapest, 19050. Szikra, pp. 289—290.

sement de l'État. Plus tard, cette thèse est devenue le sujet du rapport principal du XVIII^e Congrès, 1939, du Parti Communiste (bolchévique) de l'URSS. Dans ce rapport, la question très actuelle du dépérissement de l'État était reléguée dans un avenir lointain, ayant allégué l'existence de l'ambiance capitaliste, donc une cause purement extérieure. Cependant que les conditions intérieures du dépérissement de l'État sont parvenues à leur maturité en Union Soviétique ont été passées sous silence dans le rapport, conséquence de l'opinion erronée mais acceptée alors que la lutte des classes devient plus acharnée au fur et à mesure que l'édification du socialisme fait des progrès.

L'actualité de la thèse théorique du dépérissement de l'État aux fins des conclusions pratiques n'était soulevée que par les XXI^e et XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, compte tenant de la situation actuelle de l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes.

Le compte rendu du XXI^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique constate que "... interprété dialectiquement, le problème du dépérissement de l'État est le problème de la transformation de l'État socialiste en autoadministration communiste."

Le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique, approuvé au XXI^e Congrès, donne une réponse à la question sur les tendances de développement de l'État socialiste: „L'État socialiste se transforme progressivement en auto-administration sociale communiste.”⁴

Dans cette thèse la conception générale formulée jusqu'ici sur le dépérissement de l'État est concrétisée pour la première fois, en posant en fait que le dépérissement de l'État socialiste n'est rien d'autre que le passage de l'État socialiste à l'autoadministration sociale communiste.

Là, une réponse est donc obtenue à la question ce qui remplacera l'organisation de l'État dans la société communiste, réponse qui cesse d'être purement négative, comme elle le fut jusqu'à présent, et prend un accent positif.

En rapport avec certaines thèses du programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique, cette thèse doit être considérée comme la mise en évidence de ce que le communisme en tant qu'organisation n'est pas une masse diffuse des producteurs, mais un type nouveau et plus élevé de l'organisation de la société.

Quelle est la notion de l'autoadministration sociale communiste d'après le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique?

L'expression de l'autoadministration sociale communiste indique qu'il s'agit d'un type plus parfait de l'organisation dans les éléments de la société, qui prennent la place de l'État. Elle doit être considérée comme un terme absolument juste bien qu'elle ne soit pas tout à fait neuve, hypothéquée de diverses traditions. Grâce au programme, elle a un sens très étendu et désigne surtout la différence remarquable qui existe entre la forme organisée de la société communiste et l'organisation de l'État.

L'attribut „social” et „communiste” et le mot „autoadministration” signifient une autre chose que le terme classique „autonomie”, créé encore par

⁴ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 452.

la jurisprudence bourgeoise pour définir la notion des différentes formes de décentralisation des fonctions publiques.

L'attribut „social” signifie précisément qu'il ne s'agit pas d'un organe public, mais d'une organisation non politique.

L'essence de l'autoadministration sociale communiste peut être résumée dans les suivants: 1. organisation pour exprimer les intérêts de toute la société, une organisation qui n'aura pas de caractère politique et qui diffèrera foncièrement de l'organisation de l'État de classe; 2. elle permet à la société entière de gérer ses propres affaires indépendamment, contrairement à l'organisation de l'État qui fait appel à un appareil spécial avantagé; 3. organisation basée surtout à l'application des moyens de l'effet éducatif se fondant sur la disposition des individus d'observer les principes de la coexistence sociale, contrairement aux organes publics appliquant la contrainte.

Dans la société communiste, la contrainte subsistera comme l'instrument de direction, sous la forme de contrainte morale, psychique et possèdera un caractère particulier par rapport à la contrainte morale de la société de classe, y compris la société socialiste. En effet, la contrainte physique subsistera encore, mais ne sera appliquée que dans les extrêmes (p. ex. traitement médical obligatoire) n'étant pas le moyen de l'exercice des fonctions. La contrainte appliquée dans la société communiste — pour nous servir de l'expression de Lénine — est comparable à la direction douce du chef d'orchestre. Cela veut dire que, dans le communisme, la contrainte morale et psychique ne se distingue pas nettement de la persuasion, bien que la différence entre les deux ne cessera pas d'exister. Conséquemment, la contrainte et la persuasion, comme instruments du pouvoir (de la direction) caractérisent nécessairement tous les régimes sociaux. Il n'y a pas de pouvoir par la persuasion, seulement. Dans n'importe quel stade du développement de la société la contrainte est appliquée conjointement avec la persuasion. La contrainte morale et psychique est inévitable dans toute société, et la contrainte physique existe également. C'est donc ainsi qu'il faut interpréter l'idée de Lénine, selon laquelle il est entièrement erroné de considérer le pouvoir coercitif comme critère de l'État, comme le pouvoir coercitif existe dans toute société humaine.⁵

Du point de vue de la structure, l'autoadministration sociale communiste est et sera instituée sur la base du développement et de la transformation de l'État socialiste et des organes publics socialistes. Quelques uns de ces organes continueront à se développer (p. ex. les conseils), d'autres cèderont leur place à des organisations sociales ou ne subiront qu'une certaine réorganisation (différents organes administratifs), d'autres encore cesseront d'exister du moment qu'ils auront perdu leur raison d'être intérieure (organes coercitifs bu extérieure (armée, reconnaissance).

En termes d'organisation, l'autoadministration sociale communiste est l'union des conseils, des syndicats, des coopératives et des autres organisations de masse du peuple travailleur.

Selon le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique „L'État socialiste se transforme progressivement en autoadministration sociale communiste, dans laquelle les conseils, les syndicats et les autres organisations

⁵ Oeuvres de Lénine, vol. I. Budapest, 1951, Szikra, p. 444.

de masse du peuple travailleur sont réunies. Dans ce processus, le développement de la démocratie reste intégral, assurant la participation active de tous les membres de la société à la gestion des affaires publiques.”⁶

Grâce à ces perspectives nouvelles, l'ancienne conception marxiste-léniniste sur le dépérissement de l'État devient partie organique de la conception plus large et constructive, relative à la construction de l'autoadministration sociale communiste qui ne sera instituée avant l'existence des conditions suffisantes pour que des formes de l'organisation de la société future puissent être relevées. Dans l'évolution complexe et dialectique du dépérissement de l'État ce n'est que l'un des aspects du développement de l'autoadministration sociale communiste.



⁶ Documents du XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, op. cit. p. 452.



Georges Antalffy
professeur à la faculté de droit

L'ÉTAT SOCIALISTE ET LA THÉORIE MARXISTE DE L'ÉTAT ET DU DROIT

- I. Essence et notion de l'État socialiste
- II. Le rôle dirigeant du parti marxiste dans le régime de la démocratie socialiste
- III. Les formes de l'État socialiste
- IV. Les fonctions et le mécanisme de l'État socialiste
- V. L'État socialiste et les organes sociaux
- VI. L'auto-administration communiste

ДЕРДЬ АХТАЛФИ
проф. юрид. фак.

Социалистическое государство в марксистской теории государства и права

- I. Понятие и сущность социалистического государства.
- II. Руководящая роль марксистской партии в системе социалистической демократии.
- III. Формы социалистического государства.
- IV. Функции и механизм социалистического государства.
- V. Социалистическое государство и общественные органы.
- VI. Коммунистическое общественное самоуправление.

George Antalffy
Prof. in the Fac. of law

THE SOCIALIST STATE IN THE MARXIST THEORY OF STATE AND LAW

- I. Essence and concept of socialist state
- II. The leading role of the marxist Party in the system of socialist democracy
- III. The forms of the socialist state
- IV. Functions and mechanism of the socialist state
- V. The socialist state and the social organs
- VI. The communist self-government

Georg Antalffy
Prof. an der juristischen Fakultät

ÜBER DEN SOZIALISTISCHEN STAAT IN DER MARXISTISCHEN STAATS — UND RECHTSTHEORIE

- I. Wesen und Begriff des sozialistischen Staates
- II. Die führende Rolle der marxistischen Partei im System der sozialistischen Demokratie
- III. Die Formen des sozialistischen Staates
- IV. Die Funktionen und der Mechanismus des sozialistischen Staates
- V. Der sozialistische Staat und die gesellschaftlichen Organe
- VI. Die kommunistische gesellschaftliche Selbstverwaltung

Felelős kiadó: Dr. Kovács István
Megjelent 500 példányban 8,5 (A/5) ív terjedelemben
Kézirat a nyomdába érkezett: 1965 szeptember hó.
Készült: linó szedéssel, íves magasnyomással az MSZ 5601-59 és
az MSZ 5603-55 szabványok szerint.
65-5778 — Szegedi Nyomda Vállalat

A SZEGEDI JÓZSEF ATTILA TUDOMÁNYEGYETEM ÁLLAM- ÉS JOGTUDOMÁNYI KARÁNAK E SZOROZATBAN 1961 ÓTA MEGJELENT KIADVÁNYAI

Tomus VIII.

- Fasc. 1. Buza László: Az ENSZ főtitkárának nemzetközi jogi helyzete (Szeged, 1961.) 30 l.
- Fasc. 2. Kemenes Béla: A szerződések szabályozásának elvi kérdései a Polgári Törvénykönyvben (Szeged, 1961.) 72 l.
- Fasc. 3. Balázs József: A mezőgazdasági termelőszövetkezetek jövedelemrészesedése (Szeged, 1961.) 20 l.
- Fasc. 4. Pólay Elemér: A római birodalmi jog és a peregrin jog kölcsönhatásának jelei az erdélyi viaszostáblák okiratanyagában (Szeged, 1961.) 27 l.
- Fasc. 5. Horváth Róbert: Megemlékezés az első népességtudományi mű megjelenésének 200 éves évfordulójáról: Süßmilch „Isteni Rend”-jéről (Szeged, 1961.) 29 l.
- Fasc. 6. Maday Pál: A gyulai uradalom polgári perrendtartása 1792-ből (Szeged, 1961.) 20 l.
- Fasc. 7. János Martonyi: Les sciences administratives en Hongrie depuis 1945 (Szeged, 1961.) 32 p.
- Fasc. 8. Szűcs István: A hatáskörök általános rendezésének néhány kérdése a tanácsi igazgatásban (Szeged, 1961.) 23 l.
- Fasc. 9. Tokaji Géza: Az okozati összefüggés kérdése a szocialista büntetőjogban (Szeged, 1961.) 36 l.
- Fasc. 10. Двердь Анталфи: Материалы из практики капитализма к теории государства „благоденствия” (Сегед, 1961.) стр. 39.

Tomus IX.

- Fasc. 1. Szentpéteri István: A közvetlen demokratikus formák sorsa a burzsoá állami fejlődésben (Szeged, 1962.) 74 l.
- Fasc. 2. Pető István: A szocialista humanizmus a szovjet büntetőjog egyes alapelveinek tükrében (Szeged, 1962.) 28 l.
- Fasc. 3. Pólay Elemér: „Publius Mucius et Brutus... fundaverunt ius civile” (A köztársasági Róma jogtudományának történetéhez (Szeged, 1962.) 52 l.
- Fasc. 4. Robert Horváth: La statistique de la peste de Debrecen (1739—40) et du choléra de Pest (1831) en Hongrie et leurs conséquences sociales (Szeged, 1962.) 20 l.
- Fasc. 5. Georges Antalffy: Conférences sur l'histoire des doctrines politiques et juridiques (Szeged, 1963.) 75 l.

Tomus X.

- Fasc. 1. Buza László: A nemzetközi jogi normák kialakulásának útja (A fejlődésnek az ENSZ alapokmányában meghatározott iránya a békés egymás mellett élés s a jószomszédi és baráti együttműködés szellemében) (Szeged, 1963.) 49 l.

Fasc. 2. Maday Pál: *Falusi tisztségviselők hivatali esküje a gyulai uradalomban* (Szeged, 1963.) 29 l.

Fasc. 3. Horváth Róbert: *Kossuth haladó gondolatai a londoni egyetemen tartott elméleti közgazdaságtani előadásában* (Szeged, 1963.) 34 l.

Fasc. 4. Nagy Károly: *A nemzetközi szerződések hiteles értelmezése* (Szeged, 1963.) 34 l.

Fasc. 5. Pólay Elemér: *A stipulatio szerepe az erdélyi viaszostáblák okiratanyagában* (Szeged, 1963.) 34 l.

Fasc. 6. Bíró János: *Kollégiumok a római Dáciában* (Szeged, 1963.) 33 l.

Fasc. 7. Both Odón: *A beszámítást kizáró és a büntetést megszüntető okok Szeged város reformkori büntetőjogában* (Szeged, 1963.) 128. l.

Tomus XI.

Fasc. 1. Господин Желев: *Народное представительство в народной Республике Болгарии* (Сегед, 1964.) стр. 52.

Fasc. 2. Georges Antalffy: *Problèmes nouveaux de la théorie du droit dans l'évolution de la démocratie socialiste* (Szeged, 1964.) 74 p.

Fasc. 3. Besenyei Lajos: *Az építési szerződések néhány elvi és gyakorlati problémája* (Szeged, 1964.) 35 l.

Fasc. 4. Papp Ignác: *A szocialista demokrácia elemei mezőgazdasági termelőszövetkezeteinkben* (Szeged, 1964.) 28 l.

Fasc. 5. Nagy Károly: *Az állam idő előtti elismerése és a beavatkozás a nemzetközi jogban* (Szeged, 1964.) 32 l.

Fasc. 6. Tóth Árpád: *A kivételes hatalomról szóló 1912. évi LXIII. tc. létrejöttének előzményei 1868-tól a századfordulóig* (Szeged, 1964.) 32 l.

Fasc. 7. Horváth Róbert: *Berzeviczy Gergely közgazdasági és népességi tanai* (Szeged, 1964.) 34 l.

Fasc. 8. Bólya Lajos: *A biztosító és kényszerítő intézkedések rendszere a büntető eljárásban* (Szeged, 1964.) 63 l.

Fasc. 9. Pólay Elemér: *Az eladói kellékszavatosság szabályozása a preklasszikus római jogban* (Szeged, 1964.) 75 l.

Tomus XII.

Fasc. 1. Buza László: *A nemzetközi jog fejlődése a felszabadulás óta* — Szilbereky Jenő: *A Magyar Népköztársaság jogrendszerének fejlődése* (Szeged, 1965.) 48 l.

Fasc. 2. Horváth Róbert: *Konek Sándor professzor (1819—1884) elméleti statisztikai munkássága és a magyar polgári statisztikai elmélet alakulása* (Szeged, 1965.) 66 l.

Fasc. 3. György Antalffy: *L'État socialiste et la théorie marxiste de l'État et du droit*. (Szeged, 1965.) 94 l.

Fasc. 4. Pólay Elemér: *A censori regimen morum és az ún. házi bíraskodás* (Szeged, 1965.) 43 l.

Fasc. 5. Bárdosi István: *A perbeli egyezség és a perjogi alapelvek kapcsolata* (Szeged, 1965.) 18 l.

Fasc. 6. Bérczi Imre: *Az újítói jog néhány gazdasági és jogi problémája* (Szeged, 1965.) 23 l.

